



**ÉTATS-UNIS JOE BIDEN
VU PAR LES ÉCRIVAINS
AMÉRICAINS**

**COVID-19 — BIENTÔT DES MASQUES
BIODÉGRADABLES **TONGA** — LE RÉVEIL
DU VOLCAN HUNGA**



**Courrier
international**

N° 1629 du 20 au 26 janvier 2022
courrierinternational.com
France : 4,50 €

Afrique CFA 3400 F.CFA, Algérie
520 DA, Allemagne 5,40 €, Andorre
5,00 €, Canada 7,75 \$CAN, D.O.M.
5,00 €, Espagne 5,20 €, Grande-
Bretagne 4,60 €, Grèce 5,20 €, Italie
5,20 €, Japon 850 ¥, Maroc 4 Dir,
Pays-Bas 5,20 €, Portugal Cont.
5,20 €, S. S. 6,70 CHF, TOM
850 XPF, Tunisie 7,20 DT.

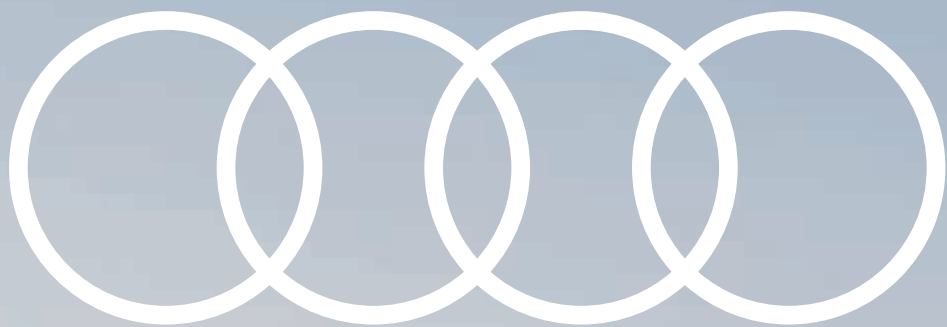
ET SOUDAIN LE NUCLEAIRE EST DEVENU VERT

*Pour assurer la transition énergétique,
l'Union européenne propose
d'accorder un label "énergies durables"
au nucléaire et au gaz. Inquiétudes
dans la presse étrangère.*



M 03183 - 1629 - F: 4,50 €





progress.audi

Gamme Audi Q4 Sportback e-tron : consommation mini/maxi en cycle mixte (kWh/100 km)* : 17,0 - 19,5. Émissions CO₂ (g/km) : 0 en phase de roulage. « Tarif » au 29/11/2021. Valeurs susceptibles d'évolution. Pour plus d'informations, contactez votre Partenaire. Depuis le 1^{er} septembre 2018, les véhicules légers neufs sont réceptionnés en Europe sur la base de la procédure d'essai harmonisée pour les véhicules légers (WLTP), procédure d'essai permettant de

Explorez de nouvelles perspectives.

Nouvelle Audi Q4 Sportback e-tron 100% électrique

Le futur nous anime.



Audi Vorsprung durch Technik

mesurer la consommation de carburant et les émissions de CO₂, plus réaliste que la procédure NEDC précédemment utilisée.* Selon configuration. Volkswagen Group France, SA au capital de 198 502 510 €, 11 avenue de Boursonne Villers-Cotterêts, RCS Soissons 832 277 370.
Vorsprung durch Technik = L'avance par la technologie.



LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

Et soudain le nucléaire est devenu vert

p. 30

Comme un tour de passe-passe... L'Union européenne devrait prochainement accorder le label "énergies durables" au nucléaire et au gaz naturel pour favoriser la transition énergétique. Le projet de taxonomie, détaillé le 31 décembre, divise la presse étrangère. Comment en est-on arrivé là ? C'est ce que nous tentons de comprendre dans notre dossier cette semaine. Et si, en une, nous avons choisi de mettre d'abord en avant le retour en grâce de l'atome, la question du gaz est loin d'être anecdotique ; nous l'abordons bien évidemment dans nos pages. "Tant qu'il n'y aura pas

suffisamment d'énergies renouvelables, comme l'hydrogène vert, nous aurons besoin du gaz et du nucléaire. [...] Nous n'arriverons pas à l'objectif de 100 % d'énergies renouvelables en claquant des doigts ou avec des vœux pieux", a expliqué la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, à *Die Zeit* mi-janvier. Pour l'hebdomadaire allemand, c'est une régression, conséquence de décennies de ratés politiques, notamment en France et en Allemagne. Paris et Berlin ont privilégié leurs intérêts particuliers et fait pression pour inclure le gaz et le nucléaire dans le projet de labellisation verte européen, et ce au détriment de la crise climatique, accuse le journal. "La taxonomie était censée marquer le point de départ de la transition vers la neutralité climatique de l'Europe, prévue pour 2050. Ses règles devaient servir de modèle pour la finance verte du monde entier, en incitant les banques et les investisseurs à placer dorénavant leurs milliards dans des projets durables. Mais

c'est un échec. Les générations futures hériteront de deux grands problèmes : le gaz entraîne bien plus d'émissions de CO₂ que les énergies renouvelables, tandis que le nucléaire génère, entre autres désagréments, des déchets toxiques." Plus nuancé, le *Financial Times* estime, lui, qu'"inclure le gaz naturel dans la taxonomie en tant que 'combustible de transition' est justifié, mais seulement à titre temporaire et avec des conditions strictes". Il y a urgence, écrit le quotidien britannique, et si l'UE veut atteindre ses objectifs climatiques ambitieux, il faut certes sortir des combustibles fossiles, mais les énergies renouvelables ne suffiront pas. Pour le quotidien économique, il faut être pragmatique. "La taxonomie ne doit pas être rigide et doit admettre que les technologies visant à atténuer le changement climatique ne sont pas soit vertes, soit brunes, mais couvrent un spectre incluant le vert olive, le vert vif et le marron foncé." Sur le nucléaire, le vent a tourné déjà depuis quelques mois,

et sans doute avant, écrit *The Atlantic* dans l'article qui ouvre ce dossier et qui explique comment, peu à peu, l'atome est redevenu "un élément incontournable des stratégies de décarbonation du monde entier, et ce dans les régimes de droite comme de gauche". Il suffit de suivre la campagne présidentielle en France : rares sont les voix à s'élever contre le nucléaire. On est loin des manifestations de Creys-Malville en 1977 : les catastrophes de Three Mile Island, Tchernobyl et Fukushima sont derrière nous. Il faut dire que le nucléaire a des arguments, selon *The Atlantic* : "À l'échelle mondiale, les centrales nucléaires fournissent plus d'énergie décarbonée que le solaire et l'éolien réunis." Pas étonnant dans ces conditions que, de la Chine aux États-Unis, la plupart des grands pays aient fait le choix de l'atome pour les prochaines années : pour atteindre la neutralité carbone, Pékin veut construire 150 réacteurs en quinze ans ; aux États-Unis, Joe Biden

a prévu d'investir 1,8 milliard de dollars dans la filière. Aujourd'hui, explique *The Atlantic*, seul un accident grave pourrait raviver la méfiance des partisans du nucléaire. Certains écologistes ont franchi le pas, comme en Finlande, où le parti des Verts soutient le projet de taxonomie européenne et reconnaît le nucléaire comme une énergie durable. Fin décembre, le premier EPR commercialisé par Areva a démarré à Olkiluoto, avec plus de douze ans de retard. "Olkiluoto, c'est le pays du nucléaire", écrit le quotidien suédois *Dagens Nyheter*. C'est là que seront bientôt stockés pour l'éternité, à 500 mètres sous terre, les déchets nucléaires du pays. "Comment savoir si le dispositif fonctionnera toujours dans cent mille ans?" s'interroge le journal. C'est toute la question.

En couverture :

Photo Andriy Onufriyenko/ Getty Images. Dessin de De Angelis, Italie.



Sommaire

ÉTATS-UNIS p.12

Ce qu'ils disent de Joe Biden

Un an après la prise de fonctions du président démocrate, *The Observer* a donné carte blanche à des écrivaines et écrivains américains pour esquisser un premier état des lieux. Le récit de Joyce Carol Oates et celui de S. A. Cosby.

FRANCE p.22

Des candidats sous l'œil de la presse étrangère

Die Zeit dresse le portrait de Valérie Pécresse, qui joue la carte de la tradition, voire du nationalisme, et *El Salto* celui de Jean-Luc Mélenchon, engagé encore une fois dans cette course à l'Élysée.

ÉCONOMIE p.38

La difficile quête du masque biodégradable

Chaque mois, 129 milliards de masques à usage unique sont jetés. Des entreprises testent de nouveaux matériaux qui les rendraient moins nocifs pour la planète, relate *Bloomberg*.

LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

The Atlantic Washington, mensuel.
Bloomberg Businessweek New York, hebdomadaire.
The Boston Globe Boston, quotidien.
Cicero Berlin, mensuel.
The Continent Johannesburg, hebdomadaire.
The Economist Londres, hebdomadaire.
Dagens Nyheter Stockholm, quotidien.
Financial Times Londres, quotidien.
Fond Strategicheskoi Koul'tury (fondsk.ru) Moscou, en ligne.
Jutarnji List Zagreb, quotidien.
La Libre Belgique Bruxelles, quotidien.
Mada Masr (madamasr.com) Le Caire, en ligne.
Mekong Review Sydney, trimestriel.
The Observer Londres, quotidien.
El País América (elpais.com/america) Mexico, en ligne.
Raseef22 (raseef22.com) Beyrouth, en ligne.
El Salto Madrid, mensuel.
Sixth Tone (sixthtone.com) Shanghai, en ligne.
The Sunday Times Londres, hebdomadaire.
TelQuel Casablanca, hebdomadaire.
Die Zeit Hambourg, hebdomadaire.



360°

JEUX VIDÉO p.42

Profession: compagnon de jeu

En Chine, alors que la pratique compétitive du jeu vidéo explose, certains gamers paient des "compagnons de jeu" pour qu'ils les aident à gagner et rendent la partie agréable. Un travail solitaire et ingrat, raconte le site chinois *Sixth Tone*.

GLENN HARVEY, CANADA



OLIVIER PEUT ÉPARGNER DANS SON INTÉRÊT ET CELUI DE TOUS.



Chez Banque Populaire, nous pensons que chacun doit être libre de pouvoir donner du sens à son épargne en fonction de sa sensibilité. Voilà pourquoi nous proposons à nos clients des solutions d'investissements socialement responsables.



PARIS 2024

PARTENAIRE
PREMIUM

**BANQUE
POPULAIRE**



la réussite est en vous

Un investissement socialement responsable peut présenter un risque de perte en capital et n'est pas garanti.

Document à caractère publicitaire

BPCE – Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 180 478 270 euros – Siège social : 50, avenue Pierre Mendès France - 75201 Paris Cedex 13 – RCS Paris N° 493 455 042 – Crédit photo : Getty Images – 



SOMMAIRE

7 jours dans le monde

8. Îles Tonga. Le réveil du volcan

D'un continent à l'autre

12. États-Unis. Ce qu'ils disent de Joe Biden

16. Bosnie-Herzégovine.

L'année de tous les dangers

18. Allemagne. Cherche

antivax... et plus si affinités

20. Kazakhstan. Une nation composite et clivée

22. France. Valérie Pécresse, retour vers le passé

25. Économie. Peut-on vraiment croire en une réindustrialisation ?

26. Égypte. Troquer sa

nationalité contre sa liberté

28. Namibie. Une première

dame face au patriarcat

29. Maroc. Vers un royaume des drones

À la une

30. Et soudain le nucléaire est devenu vert

Transversales

38. Économie. La difficile quête du masque biodégradable

39. Environnement.

La mangrove, poumon vert d'Hô Chi Minh-Ville

41. Signaux. Dis-moi combien tu émet, je te dirai qui tu es

360°

42. Jeux vidéo. Profession : compagnon de jeu

46. Culture. En Amérique latine, des écrivains sous contrôle

48. Plein écran. Les soubres prémonitions de "Soleil vert"

50. Histoire. Anvers, capitale mondiale du diamant



SUR NOTRE SITE

La France vue de l'étranger. Quel avenir pour la gauche ?

Après l'annonce, le 15 janvier, de la candidature de Christiane Taubira à l'élection présidentielle, la gauche a-t-elle une chance de figurer au second tour ? Avec quelle stratégie ? Les analyses de la presse étrangère.

Pacifique. Les Tonga, après la catastrophe

Après la violente éruption volcanique survenue au large des îles Tonga, et le tsunami qui s'est ensuivi, quels sont les dégâts sur l'archipel ?

Rendez-vous. La pilule philosophique : les tribulations d'un billet de 20 euros

Chaque semaine, *Courrier international* vous propose un billet qui soulève des interrogations sur notre condition moderne en s'appuyant sur des œuvres littéraires, scientifiques et, bien sûr, philosophiques. Ce samedi, le journaliste espagnol Juan Tallón se demande pourquoi l'on s'attache à chercher, encore et encore, les objets perdus.

L'horoscope de Rob Brezsny Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.



Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : *Courrier international*
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

1 AN (52 numéros) au prix de 119 € au lieu de 218,80 €*

1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de 149 € au lieu de 269,80 €*

☐ Monsieur ☐ Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de *Courrier international*

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :

<https://abo.courrierinternational.com/ours2021>

ou téléphonez au 03.21.13.04.31 (du lundi au vendredi, de 9 heures à 18 heures)

* Prix de vente au numéro. Étranger nous consulter. Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site internet : boutique.courrierinternational.com/cgv-coEn retournant ce formulaire, vous acceptez que *Courrier international*, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr.

Courrier international

Avantages abonnés :

Rendez-vous sur courrierinternational.com

■ La version numérique du magazine dès le mercredi soir

■ L'édition abonnés du site internet

■ Nos archives, soit plus de 100 000 articles

■ L'accès illimité sur tous vos supports numériques

■ Les applications iOS et Android

■ Réveil Courrier

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique :

(32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com

USA-Canada :

(1) 800 363 1310 - expressmag@expressmag.com

Suisse :

(41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch



Courrier international

Édité par *Courrier international* SA, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €

Actionnaire : La Société éditrice du Monde

Président du directoire, directeur de la publication :

François-Xavier Devaux

Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard

Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président

Dépôt légal Janvier 2022. Commission paritaire n° 0722C82101.

ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com Directrice de la rédaction Claire Carrard (1658) Rédactrice en chef Virginie Lepetit (1612) Rédacteurs en chef adjoints Raymond Clarinard (1677), Claire Pomarès (web), Matthieu Recarte Responsable du numérique Joffrey Ricome Direction artistique Sophie-Anne Delhomme (1631), Conception graphique Xavier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delpoit (1698), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (1730) 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 1748) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 1695), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 1636), Catherine Guichard (Allemagne, Autriche, Suisse allemande, 1604), Carole Lyon (Belgique, 1736), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 1974), Beniamino Morante (Italie, 1972), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Béranger Dominici (Pologne), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Klara Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 1693) AMÉRIQUES Bérangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 1614), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Chine, Singapour, Taiwan, 1639), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taiwan, 1639), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 1624), Zhang Zhulin (Chine, 1747), Carole Dietrich (Asie du Sud), Elisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abirama (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechai (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Bousson (Afrique australe et Afrique de l'Est) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 1647), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 1615), Annick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360° Marie Bélizet (chef des informations, 1732), Hugo Florent (1674), Delphine Veaudor (1676) HISTOIRE Mélanie Lifschitz (1696)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (éditeur web), Gabriel Hassan (éditeur web, 1632), Carole Lyon (éditrice web, 1736), Hoda Saliby (éditrice web, 1635), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 1665), Louise Dugeat (développement web) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (1651), Jean-Luc Majouret (1642)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Lifschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 1735), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Aurore Delvigne, Françoise Hérodol, Julie Martin

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable), WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Errichello (chef de service, 1617), Benjamin Fernandez, Jonnathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé ICONOGRAPHIE Luc Briand (chef de service, 1641), Lidwine Kervella (1610), Stéphanie Saindon (1653), Céline Merrien (colorisation) MAQUETTE Alice Andersen (chef de service, 1637), Denis Scudeller (chef de fabrication), Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Thierry Gauthé (1670) INFOGRAPHIE Catherine Doutey (1666) INFORMATIQUE Denis Scudeller

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 1737), Jessica Robineau (1608), Alizée Marchal (1738)

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 4535) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45330 Malesherbes ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Torunn Amiel, Giuseppe Ardiri, Jean-Baptiste Bor, Anne-Françoise Cochet, Marie-Ange Costantini, Antoine Cuny-Lecallet, Camille Dalicieux, Marie Daoudal, Jeanne Fourneau, Isabelle Taudière, Rachel Teyssandier, Marie-Laure Theodile, Yuta Yagishita, Chenxi Zhang

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 0157282000 Présidente Laurence Bonicalzi Bridier, Directrice générale adjointe, Marketing & Études Elisabeth Cialdella (elizabeth.cialdella@mpublicite.fr, 3968), Directeur délégué, directeur de Marque *Courrier international* David Eskenazy (david.eskenazy@mpublicite.fr, 3863) Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 3700) Directeur délégué, pôle Agences François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 3021) Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Steve Dablin (steve.dablin@mpublicite.fr, 3884)

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellán (1606) Lucie Madalena (gestion) Droits Eleonora Pizzi (1652) Comptabilité 014884551 Directeur de la diffusion et de la production Xavier Loth Directrice des ventes Sabine Gude Responsable commerciale internationale Saveria Colosimo Morin (0157283220) Chef de produits Valentin Moreau (0157283399) Communication et promotion Brigitte Billiard, Christiane Montillet MARKETING Sophie Gerbaud (directrice, 1618), Véronique Lallemand (1691), Véronique Saudemont (1733), Kevin Jolivet (1689), Martine Prévot (1649), Mynn-May Vang, Anthony Pittavino

Modifications de services ventes au numéro, réassortis 0805 05 0147 Service clients Abonnements *Courrier international*, Service abonnements, A2100 — 62066 Arras Cedex 9 Tél. 03.21.13.04.31 Fax 0157674496 (du lundi au vendredi de 9h à 18h) Courriel abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 119 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com> Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgu>

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in Aug and in Dec), by Courier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ, and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courier International c/o ExpressMag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.



Certifié PEFC

Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.

pefc-france.org



Origine du papier: Allemagne. 100% de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Eutrophisations: Ptot - 0,002 kg/tonne de papier. Overage imprimé à 100 % avec des encres respectueuses de l'environnement et conformes à la norme Blue Angel.

7,1 millions* de bonjours
7,1 millions de mercis
7,1 millions de sourires

Dans nos bureaux de poste, nos espaces professionnels et nos relais partenaires, chacun a pu récupérer ses cadeaux au plus proche de chez lui dans les meilleures conditions.

Les postières et postiers ne remplaceront jamais le Père Noël, mais ils sont heureux de mettre toute leur efficacité à son service.



Îles Tonga. Le réveil du volcan

Le 15 janvier, l'archipel du Pacifique a connu une éruption volcanique comme il ne s'en produit qu'une fois tous les mille ans. Explications de cet hebdomadaire britannique.



—The Economist Londres

Pour l'essentiel, le volcanisme terrestre se produit sous l'eau. Et ce non seulement parce que la plus grande partie de la surface de la planète est immergée, mais aussi car la tectonique des plaques agit là où la croûte terrestre est créée et détruite : dans les profondeurs de l'océan. L'activité volcanique associée à la formation de la croûte est lente et régulière, et elle s'effectue loin sous les vagues, ce qui la rend inoffensive. En revanche, les phénomènes qui accompagnent la destruction de la croûte sont plus dangereux.

En témoigne l'éruption du volcan Hunga Tonga-Hunga Ha'apai, dans le royaume des Tonga, le 15 janvier à 4 h 15 GMT (17 h 15 heure locale). Celle-ci a engendré un énorme nuage de cendres et a déclenché un tsunami potentiellement dévastateur [trois jours après l'éruption, les informations en provenance des Tonga continuaient d'arriver au compte-gouttes, un câble Internet sous-marin ayant été sectionné et les avions de secours affrétés par la Nouvelle-Zélande et l'Australie n'ayant pu se poser].

L'éruption a été causée par un mouvement de subduction, à savoir le glissement d'une plaque sous le bord d'une autre. Les zones de subduction sont à l'origine

des éruptions les plus violentes de la planète, notamment la fameuse "ceinture de feu" [arc volcanique] – qui présente plutôt la forme d'un fer à cheval –, autour du Pacifique. La tranchée des Tonga est située à l'extrémité sud-ouest de l'archipel. Les volcans associés à la tranchée ne se dressent pas vers le ciel comme ceux du Chili, d'Indonésie ou du Japon. Mais leurs éruptions n'en sont pas moins violentes.

Le Hunga Tonga-Hunga Ha'apai est large d'environ 20 kilomètres à la base et s'élève à quelque 1800 mètres au-dessus du fond de la mer. Il doit son nom à deux parties du bord de son cratère [effondré], ou caldeira, qui émergent à la surface de la mer : les petites îles inhabitées de Hunga Tonga et de Hunga Ha'apai. En décembre 2014, une éruption a comblé l'intervalle entre les deux îles de lave et de cendres, si bien qu'aujourd'hui elles forment une seule île. Puis une série d'éruptions ayant commencé à la fin de l'année dernière ont encore agrandi la nouvelle île.

Lors de l'éruption du 15 janvier, une bien plus grande quantité de roches en fusion s'est échappée de la chambre magmatique située en dessous de la caldeira. La dépressurisation soudaine des gaz dissous dans la lave et la vaporisation d'énormes quantités d'eau de mer ont rendu l'éruption

particulièrement spectaculaire. Un nuage de cendres a été projeté à plus de 20 kilomètres dans le ciel ; un réseau planétaire de capteurs géré par Vaisala, une société finlandaise, a révélé que la colonne de cendres vomie par le volcan produisait environ 100 éclairs par seconde à son sommet. On a entendu l'explosion à des milliers de kilomètres, et l'onde de choc a été détectée tout autour du monde. Les images satellite ont montré l'ampleur du nuage de cendres : un disque de plus de 250 kilomètres de diamètre dans la stratosphère ; soit la moitié de la taille de l'Angleterre.

La quantité de soufre échappée est trop faible pour refroidir le climat à grande échelle.

Une implosion souterraine est apparemment étroitement liée à cette explosion en surface. Lorsqu'une éruption vide la chambre magmatique, l'édifice rocheux qui la surmonte est fragilisé et instable. C'est ce processus qui crée les caldeiras. L'éruption du 15 janvier aurait entraîné un effondrement au moins partiel de la caldeira ; les données satellitaires montrent que seule une petite partie d'une des anciennes îles reste au-dessus du niveau de la mer. Cet effondrement a probablement joué un rôle dans le tsunami qui s'est ensuivi. La plupart des tsunamis sont déclenchés par des tremblements de terre, et seuls 5 % environ sont associés à des volcans. Mais l'onde de choc qui provient de l'effondrement d'une caldeira déclenche assurément un tsunami.

L'ampleur des dégâts causés par l'éruption n'est pas encore connue. Le 17 janvier, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont envoyé des avions de reconnaissance pour évaluer la situation. Les communications avec les Tonga sont chaotiques. Des images satellite montrent les dégâts engendrés par le tsunami sur diverses structures près de la côte de Tongatapu, l'île principale du royaume, à 65 kilomètres au sud du volcan. De fortes retombées de cendres volcaniques – des précipitations

☞ **L'éruption du Hunga Tonga-Hunga Ha'apai au large des Tonga.** Photo New Zealand High Commission/ZUMA Press/REA

qui se comptent en centimètres, voire en dizaines de centimètres – se sont également abattues sur l'île, mettant en péril l'approvisionnement en eau douce et certaines infrastructures vitales.

Les effets au-delà des Tonga, cependant, devraient être minimes. Certaines grandes éruptions volcaniques modifient le climat en relâchant de grandes quantités de dioxyde de soufre dans la stratosphère, ce qui produit un brouillard durable constitué de minuscules particules qui reflètent la lumière du soleil et modifient ainsi les conditions météorologiques dans le monde entier. La quantité de soufre qui s'est échappée du Hunga Tonga-Hunga Ha'apai est apparemment beaucoup trop faible pour refroidir le climat à grande échelle, mais son influence sur la température et la dynamique de la stratosphère de l'hémisphère Sud pourrait être suffisamment importante pour intéresser les scientifiques.

Les géologues ont trouvé des preuves de contractions similaires du Hunga Tonga-Hunga Ha'apai, il y a environ 1000 ans et 2000 ans. Dans ces deux cas, il y aurait eu de multiples éruptions. Personne ne peut cependant dire si la même chose se produira cette fois-ci. Les personnes vivant à proximité du volcan espèrent ne pas devoir s'attendre au pire.—

Publié le 17 janvier

SOURCE

THE ECONOMIST

Londres, Royaume-Uni

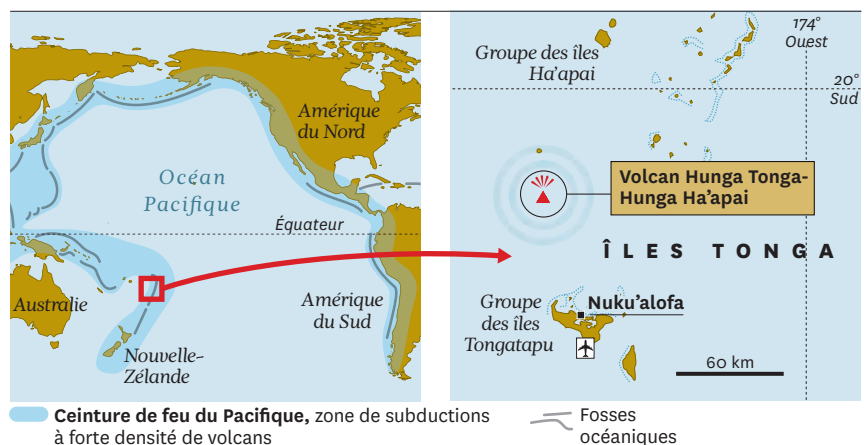
Hebdomadaire,

1583955 exemplaires (2020)

www.economist.com

Grande institution de la presse britannique, *The Economist*, fondé en 1843 par un chapelier écossais, est la bible de tous ceux qui s'intéressent à l'actualité internationale.

Aucun article de ce journal ouvertement libéral n'est signé.



✓ Dessin d'Alex paru dans
La Liberté, Fribourg.

LE DESSIN
DE LA SEMAINE

Fin de partie pour Djoko



TENNIS — “Jeu, set et match, titrait *The Australian* le 17 janvier. Les juges décident l’expulsion de Djokovic.” La veille, trois juges rejettent le recours du tennisman serbe contre l’annulation de son visa par le ministre de l’Immigration australien. Et mettaient fin à un feuilleton commencé le 5 janvier lorsque Novak Djokovic est arrivé, non vacciné, à Melbourne. Pendant dix jours, comme le relate à sa façon le dessinateur suisse Alex, le numéro un mondial a bataillé ferme. Il visait le record d’un 21^e Grand Chelem, l’Open d’Australie s’est ouvert sans lui.

Un verdict pour l’histoire

SYRIE — “L’Allemagne commence l’écriture de l’histoire de la justice pour les Syriens”, écrit le quotidien panarabe *Asharq Al-Awsat*. Le 13 janvier, à Coblenz, l’ex-colonel des services de renseignements syriens Anwar Raslan, coupable du meurtre de 27 prisonniers et de la torture d’au moins 4000 autres, a été condamné à la réclusion à perpétuité pour crimes contre l’humanité. Il s’agit du premier procès au monde concernant des exactions du régime d’Assad.

En voie de normalisation ?

ARMÉNIE-TURQUIE — Des émissaires arméniens et turcs se sont retrouvés le 14 janvier à Moscou pour des pourparlers visant à rétablir des relations bilatérales entre les deux pays, rompues en 1993. Et un troisième acteur, Bakou, se tient en coulisse, assure le site arménien *Verelq*. “Une première rencontre depuis 2009”, note le quotidien russe *Kommersant*. Cette année-là, Arménie et Turquie avaient signé un accord de paix, jamais ratifié par Erevan.

176000

VÉHICULES ÉLECTRIQUES ont été vendus en décembre en Europe de l’Ouest. Des ventes dépassant, pour la première fois, celles des voitures Diesel, souligne le *Financial Times*, en raison “des réglementations plus strictes introduites en 2020 pour limiter les émissions de gaz à effet de serre” et “de généreuses politiques de subventions publiques”. Or, jamais le contexte pour l’industrie automobile européenne n’a été aussi difficile, relève *Bloomberg*. Les ventes de voitures (tous moteurs confondus) ont chuté en décembre, pour le sixième mois d’affilée, en recul de 22 %.

GOLFE

Escalade entre les Émirats et les houthistes

Après une attaque inédite des houthistes contre les Émirats arabes unis le 17 janvier, la coalition militaire dirigée par Riyad a mené des frappes meurtrières à Sanaa. Les rebelles houthistes promettent, eux, “d’autres surprises”.

L’attaque terroriste houthiste ne restera pas impunie”, titrait le 18 janvier le journal émirati *Al-Ittihad* au lendemain d’attaques au moyen de drones chargés d’explosifs par les rebelles houthistes au Yémen. Ces attaques ont provoqué l’explosion de trois camions-citernes contenant du pétrole à Mussaffah, zone industrielle près de la capitale émiratie, rapporte le journal d’Abou Dhabi *The National*. Trois personnes, un Pakistanais et deux Indiens, ont été tuées, six autres ont été blessées, selon le bilan officiel.

“Un incendie moins important a également été signalé sur un chantier à l’aéroport international d’Abou Dhabi”, selon le journal. En représailles, la coalition saoudo-émiratienne a lancé, dès la nuit suivante, plusieurs raids sur la capitale yéménite, Sanaa, faisant au moins 20 morts, selon les médias houthistes et des témoins.

Cette escalade fait craindre que la guerre au Yémen n’entre dans un nouveau cycle de violences. Selon Abdul Malik Al-Ajri, membre du bureau politique houthiste, cité par le site du journal *Al-Masirah*, ce “n’est qu’un début. Il y a encore beaucoup de surprises” à venir pour les Émirats. Selon lui, les houthistes ont lancé leur attaque parce que les Émirats “sont revenus sur le devant de la scène militaire” au Yémen.

Jusqu’ici, les Émirats arabes unis avaient été épargnés par des tirs de missiles et attaques de drones d’envergure des houthistes, d’autant qu’ils avaient annoncé, toujours en 2019, le retrait de leurs troupes du Yémen. La situation a changé avec les enjeux de la bataille autour de la ville de Marib. Depuis un an, les houthistes étaient à l’offensive pour prendre cette ville stratégique, dernière grande ville du nord du Yémen à leur échapper et principal bastion des forces fidèles au président Abd Rabbo Mansour Hadi.

Mais “récemment les combats ont repris dans la province voisine de Chabwa”, au sud de Marib, rappelle *The Washington Post*. “Et la semaine dernière, les Brigades des géants [forces spéciales formées avec

le soutien des Émirats dans le sud du Yémen] ont annoncé qu’elles avaient repris le contrôle de cette province aux mains des houthistes.”

Toujours dans *Al-Masirah*, les houthistes déclarent que les Émirats ont désormais deux choix : soit “se dépêcher de ne plus mettre leurs mains dans les affaires yéménites”, soit voir “leurs mains coupées par une force divine”.

Les houthistes avaient déjà joué l’escalade vis-à-vis des Émirats en capturant, le 3 janvier dernier, un navire battant pavillon émirati en mer Rouge. Selon eux, il transportait des armes à destination du Yémen.

Puis, la semaine dernière, des milices pro-iraniennes en Irak avaient elles aussi proféré des menaces contre les Émirats.

Cela s’inscrit dans un contexte régional marqué par les négociations en cours sur le nucléaire iranien à Vienne. En effet, l’Iran, par l’intermédiaire des forces houthistes qu’il soutient, pourrait ainsi faire pression sur ses rivaux régionaux. Et du côté des houthistes, on ne se cache pas de se coordonner avec Téhéran. Mohammed Abdul Salam, un responsable houthiste de premier rang, a annoncé sur son compte Twitter une rencontre le 18 janvier “avec le président de la république islamique d’Iran, Ebrahim Raïssi, à Téhéran”.

Les négociations en cours à Vienne sur le nucléaire iranien affectent le contexte régional.

Cette brusque montée des tensions est d’autant plus surprenante qu’en décembre dernier le conseiller à la sécurité nationale, Tahnoun ben Zayed, frère du dirigeant de facto des Émirats, s’était rendu très officiellement dans la capitale iranienne pour rencontrer le président ultraconservateur, Ebrahim Raïssi, dans un souci d’apaiser les relations bilatérales, rappelle le journal libanais *L’Orient-Le Jour*.

— *Courrier international*



ROYAUME-UNI

Un air de décadence

Fêtes à Downing Street en plein confinement, ennuis judiciaires du prince Andrew... Pour cet hebdomadaire conservateur, Boris Johnson et le fils d'Élisabeth souillent gouvernement et royauté.

—The Sunday Times Londres

Le Royaume-Uni vient de vivre une semaine pénible sur la scène internationale. Tandis que Boris Johnson présentait ses excuses à la reine pour les soirées organisées au 10, Downing Street la veille des obsèques de son époux, la souveraine dépouillait le prince Andrew de ses titres et décorations militaires, ce dernier étant accusé d'avoir eu des relations sexuelles avec une adolescente victime du trafic organisé par le financier pédocriminel Jeffrey Epstein.

Éberlués, les observateurs ont vu une sorte d'écolier aux cheveux en bataille, debout à la tribune du Parlement lors de la séance de questions au gouvernement, qui maintenant, sans grande conviction, qu'il était persuadé que la fiesta arrosée à laquelle il avait assisté au n° 10 était une "réunion de travail". Quant à Andrew, la panoplie de rôles archaïques dont il a dû se défaire a suscité des gloussements chez les commentateurs américains.

Mais le ridicule immédiat de ce double spectacle masque une vérité fondamentale, et inquiétante. Ces deux institutions, le gouvernement et la monarchie, ont été souillées par deux bouffons et leur entourage. On voit mal comment redorer leur blason, et le Royaume-Uni se retrouve désemparé en ces temps dangereux, avec personne à la barre.

Ces institutions ont été érodées par l'arrogance d'une poignée de privilégiés au sommet. Une corruption que rien n'a pu endiguer.

Ces scandales durent depuis trop longtemps. C'est le 30 novembre que le *Daily Mirror* a révélé que Johnson et son équipe étaient soupçonnés d'avoir manqué aux règles anti-Covid en assistant à des fêtes au n° 10, à la veille de Noël 2020. Downing Street a eu des semaines pour s'expliquer sur ces violations et enfin passer à des questions plus sérieuses ; or Sue Gray, la haut fonctionnaire chargée de l'enquête sur ces événements, a dû se dépêtrer de révélations dévoilées au compte-gouttes, ce qui pourrait reporter de plusieurs jours la remise de son rapport [prévue cette semaine].

Ce sont les petits détails qui confèrent à ces affaires leur côté sordide. Dans la soirée qui a précédé les funérailles du prince Philip, deux fêtes qui se tenaient au n° 10 auraient fusionné pour se terminer dans le jardin, où un membre de l'équipe, en s'asseyant dessus, aurait cassé une balançoire utilisée par Wilfred, le fils de Johnson.

Il est pathétique de voir le fonctionnement du gouvernement réduit à une succession de soirées dignes d'une journée d'intégration à l'université. Le fait que personne n'ait été capable de reprendre la main dans cette histoire en dit long sur le calibre des gens qui entourent le

Premier ministre.

La saga d'Andrew et de Virginia Giuffrè est plus grave, et beaucoup plus ancienne. En 2010, le prince s'est rendu à New York pour retrouver Jeffrey Epstein, son ami depuis plus de dix ans, qui venait de purger sa peine pour racolage de mineure. C'est dans des documents d'un tribunal de Floride que sont mentionnées pour la première fois des allégations portant sur le fait que Virginia Giuffrè, alors âgée de 17 ans, aurait été contrainte d'avoir des relations avec Andrew. Buckingham Palace avait alors nié, tandis qu'Andrew continuait à jouer les électrons libres, encadré par de mauvais conseillers.

La devise supposée de la reine – "Ne jamais se plaindre, ne jamais expliquer" – est peut-être efficace quand il s'agit de hisser la famille royale au-dessus des bisbilles du quotidien. Elle laisse en revanche beaucoup à désirer quand, entre les mains d'Andrew, elle sert de mécanisme permettant d'échapper à des accusations aussi crédibles que graves. Il n'a cessé de démentir et de brouiller les pistes, et a effectué une prestation catastrophique à la télévision en 2019, dépourvue de toute empathie, qui a contribué à la chute de sa réputation. Il est aujourd'hui menacé d'une procédure civile aux États-Unis.

Il y a des limites à ce que l'on est en droit d'attendre de la reine. À 95 ans, elle se débat pour assurer la cohésion d'une maison Windsor divisée par des factions rivales, en particulier entre ses petits-fils William et Harry. De même, il ne sert à rien de

blâmer les fonctionnaires qui, aussi insipides soient-ils, rendent des comptes à Downing Street. Ces institutions ont été érodées par l'arrogance d'une poignée de privilégiés au sommet. Une corruption que rien n'a pu endiguer.

Andrew a désormais presque totalement disparu de la vie publique. La longévité de Johnson est un problème plus épineux. On a coutume de dire que les électeurs, qui expriment leur volonté par les urnes, ont les politiciens qu'ils méritent. Quand on se souvient qu'en 2019 l'autre solution avait pour nom Jeremy Corbyn, chef du Labour, le vieil adage prend un sens un peu différent.

Son successeur, sir Keir Starmer, s'il a insufflé une énergie nouvelle aux travaillistes, est encore loin de donner l'impression qu'il remportera les prochaines élections. Il est inutile d'espérer que Johnson change : c'est impossible. On ne peut que prier pour que son règne de décadence destructrice finisse par céder la place à quelque chose de plus positif.

Peut-être que de l'incroyable capharnaüm qu'est le mandat de Johnson émergera un jour une nouvelle tête alliant compétence et fiabilité, ainsi qu'un peu d'ambition et de dynamisme. Serait-ce trop demander ?—

Publié le 16 janvier

✍ Dessin de Niels Bo Bojesen paru dans *Jyllands-Posten*, Danemark.

Et maintenant ?



"Est-il fini ?" s'interrogeait **The Spectator**, proche de Boris Johnson, le 15 janvier. Selon les conclusions

d'un rapport d'enquête attendu fin janvier, la presse britannique envisage trois scénarios pour le locataire du n° 10...

● **Délogé de Downing Street :** le rapport d'enquête publié par la haut fonctionnaire Sue Gray à propos des fêtes illicites dénonce clairement les manquements du Premier ministre. La majorité conservatrice perd définitivement foi en son leader et dépose une motion de défiance. Le texte est voté, et met "fin de manière désastreuse au règne" de Johnson, note l'hebdomadaire de gauche **The Observer**. "À moins qu'il ne démissionne avant..."

● **En sursis :** Sue Gray se montre critique mais pas suffisamment pour retourner les parlementaires conservateurs. Le chef du gouvernement s'excuse une nouvelle fois et fait porter le chapeau à ses conseillers, comme le prédit **The Sunday Times**. Mais l'électorat est furieux et sanctionne le parti de Boris Johnson aux scrutins locaux prévus le 5 mai prochain. Les députés sifflent la fin de la partie : motion de censure et mandat terminé après trois années au pouvoir.

● **Blanchi ou presque :** les conclusions sont mitigées. Les conservateurs reprennent confiance, persuadés que leur dirigeant est un "survivant et un gagnant-né", comme l'écrit **The Observer**. Johnson profite d'un rebond de popularité "lié à la fin de la vague Omicron, voire de la pandémie", et mène son parti jusqu'aux prochaines élections législatives, annoncées pour 2024.



**Nouvel iPhone 13 avec 5G.
Profitez de la qualité cinéma
grâce à Orange reprise.**

orange™



DAS tête : 0,98 W/kg
DAS membres : 2,99 W/kg
DAS tronc : 0,99 W/kg

iPhone 13

150€*
de remise immédiate
avec forfait 5G
et en revendant
votre mobile

**En boutique
et en Click & Collect**

*** Pour l'achat en boutique d'un iPhone 13 avec forfait 5G engagement 24 mois : 50 € de remise + 100 € de bonus reprise (rachat par Orange de votre téléphone 100 € de plus que sa valeur estimée)⁽¹⁾.**

5G : accessible en France métropolitaine avec offre et équipement compatibles, uniquement dans les zones déployées (881 communes couvertes en 5G au 30/11/2021). Débit maximum théorique de connexion en réception jusqu'à 2,1 Gbits/s dans les zones couvertes en 3,5GHz avec agrégation des quatre bandes de fréquences 4G et jusqu'à 615Mbits/s pour les zones couvertes en 2,1 GHz utilisée pour la 4G. Couverture 5G détaillée et différenciée selon les fréquences utilisées sur reseaux.orange.fr

Offre disponible uniquement en boutique Orange.

 **Kit mains-libres recommandé. Offre soumise à conditions, valable en France métropolitaine du 12/01/2022 au 02/02/2022, réservée aux particuliers, propriétaires de mobiles éligibles.**

(1) Rachat et conditions en boutique Orange.

d'un continent à l'autre.

amériques



Europe	16
Asie	20
France	22
Moyen-Orient...	26
Afrique	28

États-Unis.

Ce qu'ils disent de Joe Biden

Un an après la prise de fonctions du président démocrate, cet hebdomadaire britannique a donné carte blanche à des écrivaines et écrivains américains pour esquisser un premier état des lieux.



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

The Observer a ouvert ses colonnes à deux autres écrivains à l'occasion de ce premier bilan de Biden. Pour le célèbre romancier Richard Ford, la première année de Joe Biden à la Maison-Blanche n'a guère été concluante. Si l'écrivain reconnaît que le président américain a su accomplir certaines choses dans un contexte particulièrement difficile, "quelque chose ne passe

décidément pas" avec lui, écrit-il. À l'aube de sa deuxième année de mandat, les Américains ont du mal à se projeter en lui, et c'est "comme si le présent ne comptait pas vraiment". Margo Jefferson, écrivaine et critique littéraire de renom, avoue peiner pour sa part à caractériser le début de mandat du 46^e président américain. Elle souligne un manque "d'élan et d'inventivité" et confesse être "terrorisée à l'idée d'un retour des républicains au pouvoir" lors des élections législatives de mi-mandat de novembre prochain. **Deux textes à lire en intégralité sur notre site Internet.**

"L'Amérique souffre encore du syndrome de la femme battue"

Joe Biden est peu charismatique, mais son plus grand mérite est de ne pas être Donald Trump, estime l'écrivaine Joyce Carol Oates.

—**The Observer** Londres

Pour une majorité d'Américains, tout le mérite de la première année de mandat de Joe Biden à la Maison-Blanche, c'est de ne pas avoir été la cinquième année de mandat de Donald Trump. Le moindre

mécontentement ou déception à l'égard de Biden est immédiatement balayé d'un air de résignation, les yeux levés au ciel : au moins Trump, c'est fini!

Comme des femmes battues sur le champ de bataille domestique, nous sommes tout simplement soulagés d'avoir survécu au

traumatisme des années Trump. N'importe quel démocrate, et n'importe quel politique, même [le sénateur républicain] Mitt Romney, même Jeb Bush, ce rejeton d'un clan politique discrédité, aurait fait l'affaire à la Maison-Blanche. Tout sauf Trump. Jamais je n'avais rencontré un tel désespoir au moment de la présidentielle; mes amis, mes collègues à la fac, les étudiants et même de parfaits inconnus, tous avaient le sentiment que, si Trump était réélu, les États-Unis deviendraient un pays invivable, un État blanc nationaliste semblable à l'Afrique du Sud, avec des dirigeants de droite corrompus qui tyranniserait de nombreuses catégories de population, incapables de s'unir politiquement.

(Il y avait aussi ces envies de quitter le pays en cas de réélection de Trump, mais pour aller où ?

L'Irlande était la destination la plus citée, suivie par la Nouvelle-Zélande et le Canada. D'après ce que je sais, personne n'avait entamé la moindre démarche.)

Malheureusement pour Joe Biden, comme pour nous tous, sa première année a coïncidé avec la seconde année prolongée de la pandémie de Covid-19, pandémie qui s'étend devant nous comme un Sahara cauchemardesque, sans horizon, rien qu'un mirage scintillant d'inquiétudes sinon de terreur pure. Les républicains ont pris le parti d'une stratégie machiavélique (un choix cynique, malintentionné et qui n'a pas manqué de faire des adeptes dans certains cercles) qui consistait à

Il est sans doute appelé à durer et devrait finir par être apprécié à sa juste valeur.

résister aux mesures sanitaires comme l'obligation vaccinale ou le port du masque, afin de "décrédibiliser Biden", ce qui fait que la pandémie est toujours présente, comme un nuage toxique dominant le pays. Les énergies politiques, qui auraient pu être investies ailleurs, sont constamment détournées par le Covid-19, un énorme trou noir absorbant la patience et la bonne volonté de l'électorat.

Les jeunes Américains, ceux qui se considèrent de gauche, sont de plus en plus critiques de Biden à cause de sa volonté de fédérer au-delà des clivages politiques et de faire des compromis avec l'opposition; leurs cœurs penchent toujours vers Bernie Sanders, et ne l'oublieront pas de sitôt. (La fille d'une amie à moi, grande fan de Bernie Sanders, s'est bouché les oreilles quand je lui ai demandé son opinion sur le bilan de Joe Biden à la Maison-Blanche : "Si tu continues à parler de Biden, je quitte la pièce.")

Les partisans de Trump continuent de croire à l'énorme mensonge de Trump – qu'il aurait gagné l'élection de 2020, et non Biden – et leur désir de torpiller Biden est tel qu'ils sont prêts à risquer la mort en refusant de se faire vacciner ou d'adopter les gestes barrières. En effet, résister à Biden, même si ses mesures sont dans l'intérêt de

leurs administrés, est une preuve de loyauté pour les conservateurs : il y a plus de républicains qui meurent du Covid-19 que les démocrates, ce qui démontre bien le caractère absurde de cette polarisation extrême de la vie politique aux États-Unis.

Un grand nombre d'entre nous qui ont voté Biden auraient préféré donner leur voix à d'autres démocrates – Bernie Sanders et Elizabeth Warren pour n'en nommer que deux – mais nous étions ravis, voire exaltés, à l'idée de voter pour le seul démocrate qui pouvait vaincre Trump : "ne pas faire la fine bouche" est un adage qui sied parfaitement à l'efficacité politique. Malgré l'adoption de son grand plan bipartisan sur les infrastructures (sa grande réussite de l'année) sa gestion de la crise du Covid et sa relance nécessaire de l'engagement des Américains dans la lutte mondiale contre le réchauffement climatique, Joe Biden a été désavantage par sa personnalité discrète : contrairement à son prédécesseur, il ne donne pas dans l'hystérie. De par sa nature, il préfère fédérer et non diviser, et "se rapprocher" de tous les Américains avec des mesures généreuses et inclusives ; il n'est pas un bon client pour les médias, qui veulent de l'agitation et de la polémique, et qui trouvent très ennuyeux la compétence, l'honnêteté et l'empathie. Sur les réseaux sociaux, le scandale et les approximations font recette, contrairement aux efforts, au travail bien fait et à l'intégrité. Le journalisme américain a fait sienne cette devise cynique : "s'il y a du sang, ça vend." Par conséquent, depuis le début de sa présidence, ou presque, les médias classiques n'ont pas été tendres avec Biden, et les chaînes câblées ont été sans pitié.

Pourtant, Joe Biden est sans doute appelé à durer, par son idéalisme entêté à défaut d'être charismatique, et devrait finir par être apprécié à sa juste valeur, comme Jimmy Carter, Dwight Eisenhower et Harry Truman avant lui, des présidents sous-estimés et méconnus à leur époque ; raillés, voire méprisés, et qui avec le temps ont eu la reconnaissance et la considération qu'ils méritaient.

—Joyce Carol Oates
Publié le 9 janvier

Les auteurs



NANCY CRAMPTON

JOYCE CAROL OATES

Écrivaine prolifique, elle a publié son premier livre en 1963. Elle a, depuis, publié 58 romans, plusieurs recueils de nouvelles et de poésie, des dizaines d'essais et de pièces de théâtre. Elle a également enseigné l'écriture créative pendant trente-six ans à l'université Princeton, jusqu'en 2014. Son dernier roman traduit en français, *La Nuit. Le sommeil. La mort. Les étoiles*, a été publié aux éditions Philippe Rey en octobre 2021.



DONALD JOHNSON/THE NEW YORK TIMES

S. A. COSBY

Cet auteur de romans policiers et à suspense est originaire de Virginie. Le livre qui l'a fait connaître outre-Atlantique, *Blacktop Wasteland* a été traduit en français et va paraître en avril 2022, aux éditions Sonatine, sous le titre *Les Routes oubliées*. Son dernier roman publié aux États-Unis, *Razorblade Tears* ("Des larmes coupantes comme un rasoir", non traduit en français) est le récit d'une vengeance sur fond d'homophobie dans le Sud profond.

Joe Biden. Dessin d'Ellie Foreman-Peck paru dans *The New York Review of Books*, États-Unis.

"Une Maison-Blanche véritablement adulte"

Vivre sous Biden, c'est "habiter une maison dont le toit a quelques fuites, deux ou trois robinets qui gouttent, [...] mais qui est tout à fait habitable en l'état", estime le romancier S. A. Cosby.

—The Observer Londres

Pour dresser le bilan de la première année de Joe Biden à la Maison-Blanche, il faut d'abord revenir sur la présidence précédente. Les nombreux Américains qui n'ont pas versé dans le culte de Donald Trump ont vécu les quatre années précédentes comme enfermés dans une maison qui était à la fois la proie des flammes, livrée à un démon animé par la soif de tuer et bâtie sur un gouffre béant menaçant de l'engloutir. C'était, tous les jours ou presque, un véritable ascenseur émotionnel oscillant entre la gêne, la colère noire et la sidération que l'on croyait réservées aux derniers survivants de quelque épopée dystopique.

Vivre sous Biden, aujourd'hui, c'est habiter une maison dont le toit a quelques fuites, deux ou trois robinets qui gouttent et une cuisine qui mériterait bien un coup de peinture. Quelques travaux à prévoir, mais tout à fait habitable en l'état.

Joe Biden apporte quelque chose dont les Américains avaient besoin : de la stabilité.

De mon point de vue, Joe Biden apporte à la présidence des États-Unis quelque chose dont les Américains, même ceux qui ont voté pour son adversaire, avaient besoin sans plus s'en rendre compte. Il apporte de la stabilité.

Au-delà de ses problèmes, et il en a, Biden est un président qui respire un calme impressionnant. Il tient le gouvernail d'une main sûre. Certes, la main tremble un peu parfois, mais personne ne redoute que le capitaine décide d'un coup de tête d'aller précipiter le navire sur des rochers.

Il y a dans la gestion façon Biden quelque chose de sympathiquement anachronique, comme s'il avait un ou deux temps de retard. Lui croit encore dans l'art véritable de la négociation [référence au livre de Donald Trump *The Art of the Deal*, *Trump par Trump* pour l'édition française]. Il croit encore en cette exigence de réciprocité qui était le socle du pouvoir législatif en Amérique lorsqu'il était parlementaire, et même encore quand il était le vice-président d'Obama. Il croit encore aux vertus de l'antichambre enfumée ou du bureau tapissé de boiseries où se prennent les vraies décisions.

Or c'est une époque révolue de la vie politique américaine, je le crains. Mais Joe Biden, à certains égards, ne s'y résout pas. Le Parti républicain et le Parti démocrate ne sont plus seulement différents idéologiquement. L'un se déchire, entre pragmatisme centriste et volontarisme progressiste. L'autre feint de ne pas voir que ses partisans ont tenté un coup d'État le 6 janvier 2021 ; il abrite dans ses rangs des suprémacistes blancs et des fascistes qui évoluent dans un univers parallèle où une élection n'est légitime que s'ils la remportent et où la science avérée est celle qui perturbe le moins leurs habitudes.

Dans un contexte marqué par une fracture si abyssale, difficile de vraiment évaluer le travail du président. Il a remporté de belles victoires. Son projet de loi [sur les infrastructures] pour améliorer les routes, les ponts et l'accès à Internet a été adopté, quoique avec un budget nettement moins ambitieux que celui qu'il avait espéré. Il a fait de la vaccination un pilier de sa politique de lutte contre le Covid-19. Le simple fait que le vaccin soit gratuit sur l'ensemble du territoire américain tient déjà de la

→ Joe Biden.
Dessin de De Angelis,
Italie.

prouesse. Il a mis en place des mesures pour combattre la pauvreté des enfants et les inégalités d'accès à la santé. Son ministère de la Justice défend le droit à l'avortement tout en demandant des comptes, partout dans le pays, aux services de police mis en cause pour des violences ou des faits de corruption.

Mais Biden a aussi à son actif des bourdes et des défaites retentissantes. Son grand plan Build Back Better ["Reconstruire mieux"] a été saboté par deux sénateurs de son propre parti [Joe Manchin et Kyrsten Sinema] pour des motifs qui semblent

Jamais je n'ai douté qu'il avait à cœur de faire au mieux pour l'ensemble de notre pays.

flous, voire malveillants. Il a refusé de recourir au décret présidentiel pour effacer la dette des étudiants, imposer un système de santé universel ou en finir avec les entraves au droit de vote.

Mais franchement pour moi, ces bons points et ces mauvais points sont sans importance.

On peut sans doute dire que je suis politiquement à gauche. Je vote généralement démocrate à la présidentielle, surtout depuis que le Parti républicain a perdu la boule. Mais au fond, je suis avant tout un pragmatique. Pour moi, la politique est un théâtre, ni plus ni moins. Toute la vie politique est une succession de numéros sur une scène. Or c'est en ce domaine précisément que Joe Biden m'impressionne le plus.

Il a l'instinct pour ça. Il a le don de la communication et de l'artifice comme seuls l'ont les vrais politiciens. Ses ennemis eux-mêmes ne se rendent pas compte à quel point la performance qu'il livre est phénoménale. Après quatre ans de bouffonneries et de caprices par le roi des sales gosses, là où

Joe Biden se distingue le plus brillamment, c'est dans sa performance... d'adulte. Les républicains se plaisent à railler son âge et sa façon de parler (qui porte encore la trace d'un bégaiement surmonté quand il était tout jeune homme), mais même ses détracteurs les plus acharnés ne parviennent pas à percer l'armure de son sérieux inébranlable. Après quatre ans de colères irrationnelles, enfin, un adulte est aux manettes. Alors que nous vivons la pire pandémie des temps modernes et l'une des pires catastrophes économiques depuis des décennies, le président Joseph Robinette Biden monte sur l'estrade et parle à ses concitoyens en des termes clairs et concis, pesés et choisis à l'aune de la gravité du moment.

Je n'approuve pas tous ses choix, mais jamais je n'ai douté qu'il avait à cœur de faire au mieux pour l'ensemble de notre pays. Nul n'en doute, pas même ceux qui n'ont pas voté pour lui, ou qui militent activement contre lui.

Et en ces temps marqués par les brutes belliqueuses, les chefs sournois faussement effacés et les autocrates à l'autoritarisme assumé, cela tient du petit miracle politique.

—S.A. Cosby
Publié le 9 janvier

SOURCE

THE OBSERVER

Londres, Royaume-Uni
Hebdomadaire, 177 600 ex.
observer.co.uk

Le plus ancien des journaux du dimanche (1791) est aussi l'un des fleurons de la "qualité britannique". Il appartient au même groupe que le quotidien *The Guardian*, mais est d'obédience libérale. Le journal est réputé pour ses enquêtes longues, fouillées et sérieuses.



Pauvre Joe!

Un an après sa prise de fonctions, le président vient de connaître des revers cuisants et semble incapable de faire passer ses projets, estime la presse américaine.

Pauvre Joe. Oh, les malheurs de Joe Biden!" ironise la chroniqueuse du *New York Times* Maureen Dowd. "Près d'un an après son investiture, le président a enduré peut-être la pire semaine de sa présidence, observe le *Washington*

Post. Les démocrates, qui voient approcher avec nervosité les élections [de mi-mandat] en novembre, s'interrogent : a-t-il une stratégie pour corriger le tir?"

Joe Biden est entré en fonctions le 20 janvier 2021, "en pleine crise : le Capitole avait été pris d'assaut le 6 janvier et la pandémie faisait rage". Aujourd'hui, les défis semblent tout aussi grands mais différents, poursuit le journaliste Dan Balz. Ils sont "largement liés à la façon dont il a essayé de gouverner le pays durant sa première année".

"Biden a échoué à faire passer aussi bien ses textes sur le droit de vote que le plan Build Back Better ["Reconstruire mieux"], des priorités de sa première année de mandat. [...] Ni ses plaidoyers publics ni ses facultés de négociateur, cultivées durant trois décennies au Sénat, n'ont suffi à réaliser ce qu'il avait espéré ou promis."

Le projet de loi Build Back Better pour la protection sociale et l'environnement s'est heurté au veto du sénateur démocrate Joe Manchin. Et deux projets de loi pour défendre le droit de vote ont été torpillés par Joe Manchin et par la sénatrice Kyrsten Sinema, une autre démocrate centriste.

Biden avait investi beaucoup dans la défense du droit de vote en prononçant un discours enflammé à Atlanta, le 11 janvier. Mais sa rhétorique, assimilant ses opposants

aux ségrégationnistes, a braqué les conservateurs et "contrastait avec les promesses faites durant sa campagne d'unifier la nation après les turbulences de l'ère Trump", souligne le *Wall Street Journal*.

D'autres mauvaises nouvelles ont ponctué "la semaine où le programme de Biden s'est heurté à un mur", selon le journal conservateur. L'inflation, la plus élevée depuis quarante ans, a remis en cause son programme de soutien à l'économie de mars 2021, qui pourrait avoir entraîné une surchauffe, souligne le *Wall Street Journal*. Et la Cour suprême a retoqué l'obligation vaccinale dans les entreprises, "qui était légalement douteuse et controversée politiquement". C'était cependant "la mesure la plus ambitieuse du gouvernement fédéral [...] pour combler le retard du pays en matière de vaccination", remarque le *Washington Post*.

Même si Biden a connu quelques succès, sa première année a montré "les limites de la fonction de président", écrit Dan Balz dans le *Washington Post*. Il lui est difficile de mobiliser l'opinion avec une popularité en berne. Et sa majorité infime au Sénat "est une base bien fragile pour prétendre transformer le pays. Biden a-t-il fait erreur en croyant le contraire?"

C'est ce que lui reprochent beaucoup de conservateurs et une partie du centre gauche : un excès d'ambition. Beaucoup l'appellent donc à gouverner plus au centre. Ce n'est pas sans risque, observe le journaliste : "Il pourrait réduire certaines ambitions pour glaner de plus petites victoires, mais cela l'obligerait à affronter l'aile gauche de son parti, qui maintient la pression pour qu'il tienne ses grandes promesses."

Une chose est sûre, pour Maureen Dowd, du *New York Times* : s'il ne retourne pas la situation, Biden ouvrira un boulevard pour les républicains. Le président "est tout ce qui nous sépare de l'apocalypse" en 2024, écrit la chroniqueuse, en concluant : "Pauvres de nous."

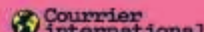
—Courrier international



SIX PIEDS SUR TERRE

D'autres voix
pour un monde
durable

UN NOUVEAU PODCAST SIGNÉ



À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

LE FILM POLITIQUE DONT ON AVAIT BESOIN. PASSIONNANT.

ISABELLE HUPPERT

REDA
KATEB

LES PROMESSES

UN FILM DE
THOMAS KRUIHOF

SCÉNARIO DE JEAN-BAPTISTE DELAFON ET THOMAS KRUIHOF



MOSTRA INTERNAZIONALE
D'ARTE CINEMATOGRAFICA
LA BIENNALE DI VENEZIA 2021

•2cinéma

CAMELIA

CANAL+

CINE+

INDEFILMS


Région
île de France

sacem

 la culture avec
la copie privée

CNC centro nazionale
documentazione
cinematografica

134-15A1

wild bunch

AU CINÉMA LE 26 JANVIER

LCI

LE FIGARO

L'OBs

LA
SEPTIÈME
OBSESSION

Télérama





europe

Bosnie-Herzégovine. L'année de tous les dangers

Cet État d'ex-Yougoslavie a été confronté à la fin de l'année à sa plus grande crise politique depuis la guerre des années 1990. Aujourd'hui, le pays est empêtré dans des différends ethniques qui font planer la menace d'un nouveau conflit, explique ce quotidien croate.



CARTOON MOVEMENT

—Jutarnji List Zagreb

La coalition au pouvoir, formée quatorze mois après les élections d'octobre 2018 par l'Union démocratique croate de Bosnie et Herzégovine (HDZ BiH), le Parti d'action démocratique (SDA, bosniaque) et l'Alliance des sociaux-démocrates indépendants (SNSD, serbe), peine à fonctionner. Mené par un tel gouvernement, le pays n'a pris aucune mesure pour atteindre les principaux objectifs de sa politique étrangère, à savoir une adhésion à l'Union européenne (UE) et à l'Otan, tandis que les divisions internes s'accroissent.

Sur les quatorze priorités fixées par la Commission européenne en 2019 comme conditions préalables à l'obtention du statut de candidat à l'adhésion à l'UE,

la Bosnie-Herzégovine n'en a réalisé aucune l'année dernière. Cela fera bientôt six ans que la Bosnie-Herzégovine est en attente de ce statut, dépassant ainsi le triste record détenu jusqu'alors par l'Albanie.

La pandémie de coronavirus en 2020 a mis à nu le dysfonctionnement total d'un État morcelé par les frontières de ses entités (la Fédération de Bosnie-Herzégovine et la République serbe de Bosnie, ou Republika Srpska). Incapable même d'assurer des vaccins à ses ressortissants, le pouvoir a cherché à s'en sortir en comptant sur les

dons internationaux, alors que le système de santé était à bout de souffle.

En 2021, les divisions administratives ont laissé une marque profonde, au point que les citoyens de la Bosnie-Herzégovine ont été confrontés à l'impossibilité de se

voir délivrer un pass sanitaire commun, indispensable pour voyager à l'étranger.

L'un des rares points positifs, en dépit d'un environnement défavorable, reste l'économie. Selon les estimations de la Banque centrale de Bosnie-Herzégovine, la croissance réelle du produit intérieur brut (PIB) en 2021 était de l'ordre de 3,4 %, le même taux étant prévu pour cette année. Parmi les bonnes nouvelles de l'année figure aussi la reconnaissance du cinéma bosniaque, avec le prix du meilleur film européen attribué à *La Voix d'Aida* et à sa réalisatrice, Jasmila Zbanic.

Ce drame bouleversant portant sur le génocide de Srebrenica, au cours duquel plus de 8 000 Bosniaques ont été tués durant l'été 1995 par l'armée et la police des Serbes de Bosnie, a une fois de plus ravivé les souvenirs d'un traumatisme collectif. Le film rappelle que l'Europe a regardé en silence le plus grand crime commis sur son territoire depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, et que certains en Bosnie-Herzégovine contestent toujours l'ampleur et la nature génocidaire de la tragédie de Srebrenica.

L'année 2021 restera dans les mémoires pour avoir été celle de la nomination d'un nouveau haut représentant de la communauté internationale en Bosnie-Herzégovine [Office of the High Representative, OHR]. En août, l'homme politique allemand Christian Schmidt a succédé à l'Autrichien Valentin Inzko, qui a occupé ce poste pendant douze ans.

Chaos et anarchie. Cette passation de pouvoir a marqué l'entrée de la Bosnie-Herzégovine dans sa plus grave crise depuis la guerre d'ex-Yougoslavie. Depuis des années en effet, la République serbe, dirigée par Milorad Dodik, membre de la présidence collective de Bosnie-Herzégovine, fait pression pour que le Bureau du haut représentant ferme, ce dernier disposant du pouvoir de destituer des élus et d'imposer des décisions et des lois.

Dodik a reçu le soutien de la Russie et de la Chine, pour lesquels la Bosnie-Herzégovine est devenue un nouveau théâtre de bras de fer avec l'Occident. Ils n'ont pas réussi à empêcher la nomination de Schmidt, mais ont refusé de lui donner une approbation formelle au Conseil de sécurité de l'ONU.

Cependant, le plus gros problème est survenu lorsque Valentin Inzko, à la veille de son départ, le 23 juillet, a annoncé, conformément à son mandat,

En 2020, la pandémie de coronavirus a mis à nu le dysfonctionnement total d'un État morcelé par les frontières de ses entités.

des modifications du Code pénal de Bosnie-Herzégovine permettant de sanctionner les négationnistes des crimes de guerre reconnus par les tribunaux nationaux ou internationaux.

La loi, non reconnue par la République serbe, a servi de prétexte aux hommes politiques de l'entité serbe pour lancer une nouvelle campagne contre l'OHR, qui a conduit au blocage de l'État. Par une

Depuis 2009, les minorités nationales attendent que leur droit à l'éligibilité soit reconnu.

décision du mois d'août de l'Assemblée nationale de la République serbe dont le siège se trouve à Banja Luka, la capitale, les responsables de l'entité serbe travaillant dans les institutions de l'État central, à Sarajevo, ont reçu ordre d'arrêter leur travail jusqu'à ce que la "loi d'Inzko" soit retirée.

Ce blocage des institutions étatiques a entraîné de nouvelles tensions et accusations réciproques allant jusqu'à des allégations de tentative de coup d'État et de non-respect de la Constitution. Dodik et sa majorité au pouvoir ont fait un pas de plus vers la sécession de la République serbe le 10 décembre, lorsque l'assemblée de l'entité serbe a retiré son consentement aux lois de l'État portant sur la défense et la sécurité, ainsi que sur le système de fiscalité et le Conseil supérieur de la magistrature et des procureurs.

D'ici à la mi-2022, l'Assemblée de Banja Luka devrait adopter les lois proposées par le gouvernement contrôlé par Dodik, qui permettront à l'entité serbe de se soustraire à l'autorité centrale de Bosnie-Herzégovine sur les questions régaliennes portant sur la défense, la fiscalité et la douane, ainsi que sur la nomination des juges et des procureurs.

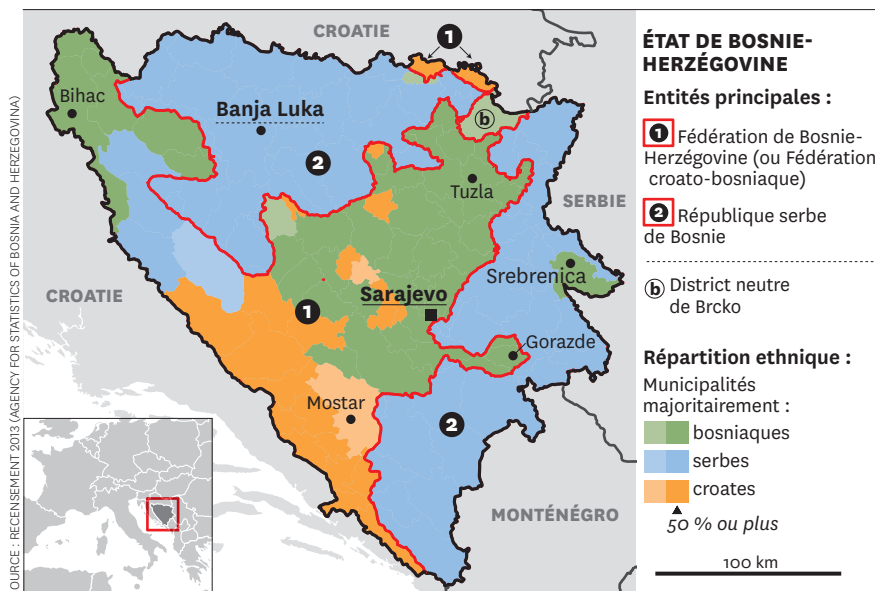
Les analystes avertissent qu'il s'agit d'une loi pouvant mener au chaos juridique et à l'anarchie dans le pays, aux conséquences imprévisibles. La tentative de la République serbe de rétablir sa propre armée, considérée par la communauté internationale comme "la ligne jaune" à ne pas franchir, constitue une véritable menace.

La fin de 2021 a été marquée aussi par de vives discussions sur la modification de la loi électorale, et ce dans la perspective d'élections législatives, prévues cette année.

À ce jour, la Bosnie-Herzégovine n'a toujours pas mis en œuvre cinq arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme portant sur la discrimination de certains citoyens dans le protocole électoral, reposant sur l'appartenance ethnique ou le lieu de résidence. Les membres des minorités

À gauche : Milorad Dodik, l'homme fort de la République serbe de Bosnie. À droite : Bosnie. "Danger sur les accords de Dayton".

Dessin de Maarten Wolterink, Pays-Bas.



nationales attendent depuis 2009 que leur droit à l'éligibilité soit reconnu. À cette date, le premier verdict de ce type, connu sous le nom d'affaire Sejdic-Finci [d'après les noms d'un citoyen rom et d'un citoyen juif qui ont porté plainte pour discrimination], avait été rendu.

Cependant, un grand tollé politique a été provoqué par la revendication persistante du parti croate HDZ BiH de modifier la loi électorale et la Constitution afin de garantir aux Croates le droit d'élire par vote majoritaire un membre croate à la présidence de la Bosnie-Herzégovine. Lors des trois derniers cycles électoraux, Zeljko Komsic, membre croate de la présidence de Bosnie-Herzégovine, a été élu grâce aux voix majoritaires des Bosniaques, et pas des Croates.

le 5 mai. Si aucun accord n'est trouvé, le parti croate HDZ BiH annonce qu'il ne participera pas au scrutin malgré la médiation et les pressions de la communauté internationale. L'homme fort de la République serbe, Milorad Dodik, a indiqué à son tour que, dans un tel scénario, les partis serbes pourraient se joindre au boycott.

L'année 2022 pourrait être un tournant pour la Bosnie-Herzégovine. Le pays est confronté à deux choix : trouver une solution aux problèmes qui s'accumulent depuis des années, ou aggraver la crise au risque de s'enfoncer de manière irréversible dans le bourbier des divisions ethniques.

—Ranko Mavrak

Publié le 27 décembre 2021

Boycott électoral. HDZ BiH propose de résoudre ce problème en créant deux circonscriptions au sein de la Fédération de Bosnie-Herzégovine : l'une majoritairement bosniaque et l'autre croate. Le parti bosniaque, le SDA, de même que les partis d'opposition rassemblant l'électorat bosniaque, considèrent que cette revendication mène à la création d'une "troisième entité croate", nouvelle étape menant à la division ethnique complète du pays.

L'automne dernier, les États-Unis ont mandaté Matthew Palmer comme envoyé spécial pour la Bosnie-Herzégovine et médiateur dans les négociations entre les représentants politiques des Croates et des Bosniaques. Rejoint par la Néerlandaise Angelina Eichhorst, directrice de l'action extérieure de l'UE (SEAE), il n'a toutefois pas réussi à régler le problème de la modification de la loi électorale.

Le problème de la modification de la loi électorale restera une priorité pour 2022, les élections prévues en octobre devant être convoquées avant

SOURCE

JUTARNJI LIST

Zagreb, Croatie
Quotidien, 52 700 ex.

jutarnji.hr

Créé après l'indépendance de la Croatie, le "Journal du matin", d'orientation libérale, est le deuxième quotidien du pays. On y trouve des reportages et chroniques de qualité, le journal ayant ouvert ses colonnes à de nombreux écrivains croates. *Jutarnji List* fait partie du principal groupe de presse croate, Hanza Media, qui rassemble l'influent hebdomadaire croate *Globus*, le plus grand quotidien local *Slobodna Dalmacija*, ainsi que plusieurs titres de la presse féminine.

Repères

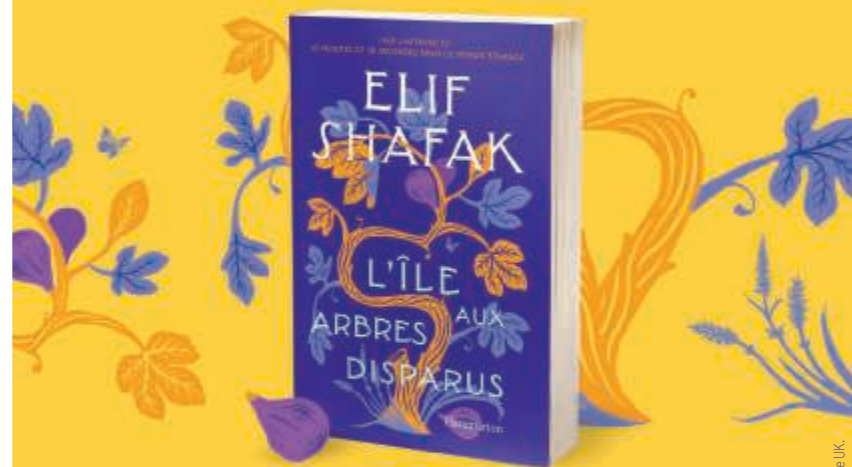
Que reste-t-il des accords de Dayton ?

●●● Signés le 14 décembre 1995, à Paris (par les présidents bosniaque, Alija Izetbegovic, croate, Franjo Tudjman, et serbe, Slobodan Milosevic), les accords de Dayton ont mis fin à quatre années de guerre en Bosnie-Herzégovine. "Arrachés" après vingt jours d'âpres négociations menées dans la base aérienne Wright-Patterson, près de Dayton, sous la houlette du diplomate américain Richard Holbrook, ces accords ont entériné l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine, tout en prenant acte de sa partition issue de la guerre, le pays étant constitué dès lors de deux entités, la république serbe de Bosnie et la Fédération croato-bosniaque, qui possèdent un Parlement et des institutions respectives. Annexée aux accords de Dayton, la Constitution commune de l'État bosnien régit

le fonctionnement politique du pays. Les multiples mécanismes de veto et de partage des pouvoirs entre les représentants des trois peuples constitutifs, Bosniaques, Croates et Serbes, dans toutes les institutions communes – la présidence tripartite, la Chambre des peuples ou celle des représentants – ont accentué la fragmentation politique du pays et renforcé le dysfonctionnement de ses institutions. Depuis les accords de Dayton, la Bosnie-Herzégovine vit sous tutelle internationale, par le biais du Bureau du haut représentant (OHR), qui assure l'administration civile. L'OHR aurait dû disparaître en 2008, mais reste en fonction. Prévu pour octobre 2022, les prochaines élections générales doivent être précédées par une modification de la loi électorale avant le mois de mai.

ELIF SHAFAK

JE DÉDIE CE ROMAN AUX EXILÉS DE TOUS LES PAYS, AUX DÉRACINÉS, ET AUX ARBRES QUE NOUS AVONS LAISSÉS DERRIÈRE NOUS, ENRACINÉS DANS NOS MÉMOIRES.



« Les mots d'Elif Shafak créent un nouveau monde, à notre intention. »

COLUM MCCANN

« Un roman magique et merveilleux qui lève le voile sur notre histoire récente. »

WILLIAM BOYD

« Un roman bouleversant. »

MARGARET ATWOOD

Flammarion

ALLEMAGNE

Cherche antivax... et plus si affinités

Les utilisateurs allemands de la plateforme suisse Impffrei:Love recherchent exclusivement des partenaires non vaccinés et opposés aux restrictions sanitaires. Un entre-soi problématique, analyse cette journaliste.



—Cicero Berlin

Prénom : Kim. Âge : 39 ans. Occupation : *“beaucoup de temps libre, à cause du pass sanitaire”*. Recherche : une femme. Le moyen le plus rapide est de passer par des applications de rencontre, du type Tinder ou Bumble. Mais Kim sait exactement ce qu’il veut – ou, plus précisément, ce qu’il ne veut pas : une femme vaccinée.

Kim n’est pas vacciné et explique que ce choix lui vaut d’être *“mal vu”* par les membres de sa famille. Ne souhaitant plus débattre de cette décision, il cherche son bonheur sur une plateforme de *“mise en relation”* créée en Suisse et baptisée *“Impffrei:Love”* (que l’on pourrait traduire par *“l’amour sans le vaccin”*).

Kim m’y est présenté comme un potentiel *“match”*. J’ai en effet créé un compte sur la plateforme, afin de voir comment se rencontrent des gens qui ne choisissent pas leur partenaire en fonction de sa taille de vêtement, de sa couleur de cheveux, de son métier ou de sa religion, mais sur son absence d’anticorps contre le Covid-19.

Voilà qui peut paraître un peu prosaïque. En amour, le statut vaccinal de l’autre devrait être secondaire. L’objet d’une divergence d’opinions, au même titre que le tabac ou le véganisme. Sauf que, dans les faits, la vaccination pèse plus lourd.

Les applications de rencontre comme Tinder ont ajouté de nouvelles options ces derniers mois, afin que leurs utilisateurs puissent indiquer s’ils sont vaccinés contre le Covid-19. Il est par exemple possible de préciser dans sa description que l’on est blond aux yeux bleus, et que l’on a reçu plusieurs doses de vaccin.

Pour les utilisateurs d’Impffrei:Love, le statut vaccinal est un sujet non négociable. Une ligne de fracture est apparue au sein de la société. Elle traverse les entreprises, les clubs sportifs et les familles. D’un côté, les vaccinés, de l’autre, les non-vaccinés. Et sur Impffrei:Love, ces derniers comptent bien rester entre eux. Et former une communauté fermée.

Les membres de ce réseau ont entre 20 et 50 ans et seraient presque 8 000 inscrits. On y

trouve des gens comme cet utilisateur : PaperPlanePilot, un homme de 33 ans, aux cheveux ébouriffés, originaire de Herrenalb, dans le Bade-Wurtemberg, qui écrit *“je suis au naturel, c’est-à-dire NON VACCINÉ !!!”* et qui liste comme qualité principale sa capacité à *“déblatérer”*. On peut également le contacter sur Telegram.

Ésotérisme. Des études montrent que près de la moitié des utilisateurs y ont un compte personnel. Cette communauté se retrouve également autour d’une forme d’ésotérisme. Bon nombre de ses adhérents ont pour modèle Rudolf Steiner, le fondateur de l’anthroposophie dont la conception du monde reposait sur ses visions de médium, et disent avoir pour loisirs *“le yoga, la spiritualité et la guérison émotionnelle”*.

“Se tenir la main, plutôt que rester à distance”, tel est leur credo. Pour beaucoup, le refus de se faire vacciner ressemble à un projet de vie, pour ne pas dire une religion. Andrea, mère de deux enfants, originaire de Starnberg, en Bavière, vendeuse dans un magasin bio, végétarienne ne possédant ni télévision ni smartphone, fait partie de ces personnes. Quand on l’interroge sur ses valeurs, elle répond : *“Vivre toute ma vie sans vaccin.”* Comme les temps changent. Le *“faites l’amour, pas la guerre”* a laissé la place à *“le plus important, ne pas se faire piquer”*.

“Nous contre le reste du monde”. C’est le sentiment que partagent Andrea et ses camarades. C’est aussi une tendance inquiétante. Car où va la démocratie quand le refus du vaccin devient le premier critère de sélection des gens pour trouver l’âme sœur ? Quand ils se renferment dans leur univers parallèle et refusent tout échange avec des personnes ne pensant pas comme eux ? Des psychologues de l’université du sud de la Californie ont démontré qu’un fort consensus sur

Le rejet vaccinal des 8 000 membres, âgés de 20 à 50 ans, est un projet de vie, une religion même.

Selon des chercheurs, un fort consensus sur des questions morales peut mener un groupe à se radicaliser.

des questions morales pouvait conduire à une radicalisation des groupes, quelles que soient leurs idées. Un niveau élevé de conformité sur les questions de ce qui est juste ou non peut finir par légitimer la haine et la violence comme moyens d’atteindre des objectifs politiques.

Le danger est présent autant à gauche qu’à droite, autant pour les personnes religieuses que pour les non-croyants. Ces communautés trouvent notamment des chambres d’écho sur l’application de messagerie Telegram. Les restrictions imposées par la crise sanitaire ont poussé des citoyens exaspérés à se retrancher dans des canaux fermés et rarement modérés. C’est un terrain fertile pour la diffusion de fausses informations et de théories du complot.

Réseaux et soupçons. Une tragédie survenue en novembre à Wusterhausen, dans le Brandebourg, a montré à quoi cela pouvait aboutir dans le pire des cas. Un père de famille quadragénaire a abattu sa femme et ses trois filles – par crainte des répercussions à la suite d’une infraction : l’homme, opposé au vaccin, avait falsifié un justificatif sanitaire pour sa femme. Une opération dont il avait appris les étapes sur Telegram.

Le service de messagerie a permis aux opposants au vaccin de se constituer en réseau avec leurs propres services, du portail d’offres d’emploi pour les non-vaccinés à la délivrance de tests négatifs [non certifiés] après autodiagnostic. Mais qui gère cette opération ? Il ne s’agit pas d’une offre commerciale mais d’une association à but non lucratif baptisée *“Generation Freiheit”* (soit *“Génération Liberté”*), installée en Suisse. On ne trouve ni adresse ni numéro de téléphone ou intermédiaire à contacter parmi les mentions obligatoires. De quoi éveiller des soupçons.

Car le service collecte des informations sensibles qui ne relèvent pas seulement de l’âge,

✓ Dessin de Chiara Dattola paru dans Internazionale, Rome.

de la taille, de la couleur des yeux ou du signe astrologique, mais des valeurs, des inspirations et des idéaux de ses utilisateurs. Tous ces gens qui accordent une grande importance à leur intégrité physique ne seraient-ils pas aussi soucieux de leurs données personnelles ?

Peur des puces. L’association dit œuvrer pour *“la bonne santé et la fertilité des êtres humains, des animaux et des sols”*, et souhaite *“promouvoir de vraies rencontres et de vraies relations entre individus éclairés”*. Cela ne ressemble pas au discours d’une application de rencontre, mais plutôt à celui d’une secte ou d’un parti pour la défense de l’environnement. Cette fonctionnalité d’application de rencontre n’est peut-être qu’un moyen d’attirer des gens pour obtenir leurs informations personnelles.

Parmi ses partenaires, l’association cite notamment l’initiative suisse Stopp Impfpflicht [*“STOP à la vaccination”*], qui compte plusieurs personnalités comme l’humoriste Marco Rima. Cette initiative ne s’érige pas seulement contre l’obligation vaccinale. Son président, Richard Koller, l’a affirmé dans une vidéo de l’agence de presse suisse Keystone-SDA. L’objectif est également de lutter contre *“l’implantation de puces numériques dans le corps”*.

—Antje Hildebrandt

Publié le 26 décembre 2021

SOURCE



CICERO

Berlin, Allemagne

Mensuel, 45 000 ex. (2021)

cicero.de

Ce magazine mensuel de culture politique, comme il se définit lui-même, a été lancé en mars 2004 par le groupe suisse Ringier. Son fondateur, Wolfram Weimer, a choisi un design épuré pour ce titre qui, à l’instar de Cicéron voulant sauver la République, mise sur le pouvoir des idées. Personnalités politiques, artistes, économistes ou philosophes se relaient dans les pages pour faire revivre des débats tels que Berlin en connaissait avant 1933.



Télérama'

FESTIVAL

CINEMA

CINEMA

CIN

FESTIVAL

CINEMA

FESTIVAL

CIN

CHAQUE SÉANCE

**3,50€ AVEC
LE PASS**

DANS TELERAMA / SUR TELERAMA.FR

**19-25
JANVIER 2022**

DANS LES SALLES ART ET ESSAI

EN PARTENARIAT AVEC L'AFCAE

**VOIR
ET REVOIR**

LES MEILLEURS FILMS DE L'ANNÉE

DÉCOUVREZ LE FILM

**COUP DE
CŒUR
DES - 26 ANS**

AVEC BNP PARIBAS

ANNETTE
DRIVE MY CAR
JULIE (EN DOUZE
CHAPITRES)
FIRST COW
LA LOI DE TÉHÉRAN
COMPARTIMENT N°6
LE DIABLE N'EXISTE PAS
ALINE
MADRES PARALELAS
LE SOMMET DES DIEUX
ILLUSIONS PERDUES
LA FRACTURE
LES OLYMPIADES
NOMADLAND
INDES GALANTES
DUNE ♡ - 26 ANS
UN AUTRE MONDE AV. P.
NOS ÂMES D'ENFANTS AV. P.
ILS SONT VIVANTS AV. P.
LES JEUNES AMANTS AV. P.
VOUS NE DÉSIREZ
QUE MOI AV. P.
UN MONDE AV. P.



CANAL+

BNP PARIBAS

AFCAE
CINÉMAS ART & ESSAI



asie

Kazakhstan. Une nation composite et clivée

Les divisions tribales, culturelles et sociales, qui parcourent et structurent l'ancienne république soviétique peuvent aussi expliquer les émeutes actuelles, précisent des experts kazakhs.



—Fond Strateguitcheskoï Kouloury (extraits) Moscou

Toutes ces années d'indépendance n'ont pas permis au Kazakhstan de devenir une nation unifiée. La population de cette république d'Asie centrale se divise en trois territoires tribaux appelés *jüz* : la Grande Jüz, la Jüz moyenne et la Petite Jüz.

La plus peuplée est la Jüz moyenne, qui s'étend sur les régions industrielles et prospères du Nord et de l'Est. Hormis les Kazakhs, la population compte des Russes, des Ukrainiens, des Allemands, des Tatars et des Tchétchènes et le russe est la langue de communication. La Jüz moyenne bénéficie de sols de qualité pour l'agriculture comme pour l'extraction de minerais. Une sorte de Sibérie – cuivre, fer, bauxite, plomb, magnésium, titane, charbon et terres rares.

Les villes se présentent comme des centres industriels développés, habités par une population cosmopolite.

La Grande Jüz, moins étendue, occupe le sud-est du pays. Elle fut la dernière à intégrer l'Empire russe, et l'influence de la Chine voisine y est très perceptible. Géographiquement,

Dès les années 1990, le territoire tribal de la Petite Jüz a eu des envies de sécession.

c'est un réseau d'oasis avec des villages cossus au milieu d'un désert sans vie. Ces terres arides abritent la principale richesse du Kazakhstan, l'uranium, ainsi que des gisements de zinc et de plomb. Les villages abritent de nombreuses mosquées. L'atmosphère

y est patriarcale et le costume traditionnel largement porté au quotidien. Outre les Kazakhs, de nombreux Ouzbeks et Ouïgours vivent dans la Grande Jüz. Le russe y est peu parlé. Noursoultan Nazarbaev [ex-président du pays et "dirigeant à vie"], Kassym-Jomart Tokaev [actuel président] et l'élite économique kazakhe en sont tous originaires.

La Petite Jüz rassemble quatre unions tribales, elles-mêmes divisées en plusieurs clans, et occupe la partie occidentale du Kazakhstan. Il s'agit des régions d'Aktioubé, d'Atyraou, du Kazakhstan-Occidental et de Mangistaou, des territoires occupés par de rares villages disséminés au milieu d'un vaste désert. C'est ici que l'on trouve les plus riches gisements de pétrole, mais aussi de chrome et d'uranium. La densité de population

est basse. Les Kazakhs ont coutume de dire : "Donne à la Grande Jüz un bâton pour qu'elle garde le bétail, à la Jüz moyenne une plume pour qu'elle arbitre nos différends, à la Petite Jüz une lance pour qu'elle nous défende de l'ennemi." Les membres de la Petite Jüz parlent rarement le russe. Le niveau d'éducation y est relativement faible; tant à l'époque soviétique que depuis l'indépendance du Kazakhstan, ils ont été majoritairement privés d'ascension sociale. Tout cela a alimenté le mécontentement des notables locaux, d'autant que le pouvoir central a toujours désigné des personnalités d'autres *jüz* pour diriger les entreprises locales.

Dès juin 1989, à Janaozen (région de Mangistaou), des émeutes ont éclaté pour des raisons ethniques. Résultat : 25 000 "invités" du Caucase du Nord ont dû quitter Mangistaou. Dès les années 1990, des envies de sécession parcouraient la Petite Jüz ; elles se sont à nouveau fait sentir en 2011, lorsque les grèves des travailleurs du pétrole ont conduit à des émeutes de masse, réprimées par la force. Notez que les grèves de janvier 2021 dans cette région ont commencé dans les mêmes villes, dans les mêmes champs pétroliers qu'il y a dix ans.

L'un des principaux problèmes, non seulement à Mangistaou, mais dans tout le Kazakhstan-Occidental, n'est pas tant le niveau des salaires dans le secteur pétrolier que le délabrement de la sphère publique. Les compagnies pétrolières, dont les capitaux sont étrangers pour la plupart, siphonnent des montants gigantesques, mais

✓ Dessin d'Arcadio paru dans La Prensa Libre, Costa Rica.

n'investissent pratiquement rien dans le développement du pays. Le prix de l'essence a doublé au début du mois de janvier 2022, ce qui a déclenché instantanément une grève des travailleurs du pétrole à Janaozen, soutenue par les travailleurs du pétrole d'autres districts de la région, puis d'autres régions. Cette propagation rapide de la contestation avait ses raisons.

Ces dernières années, de nouveaux venus se sont installés sur le territoire de la Petite Jüz, et plus généralement au Kazakhstan. Après l'indépendance du Kazakhstan, un programme migratoire baptisé "Nurly Kosh" ("Migration radieuse") a été mis en place. Près de 750 000 Kazakhs originaires d'Ouzbékistan, de

Un programme migratoire a entraîné le retour au pays d'un million de Kazakhs, et la désunion nationale.

Mongolie, du Turkménistan, de Chine, de Russie, du Kirghizistan, d'Iran, de Turquie, d'Afghanistan, du Pakistan, du Tadjikistan et d'autres pays sont rentrés au pays entre 1991 et 2010 dans ce cadre. Ce programme visait à augmenter la part de Kazakhs au sein de la population globale et, au total, près de 1 million d'*oralman* ("compatriotes", "rapatriés") sont ainsi rentrés au pays. Depuis décembre 2019, il est officiellement préconisé de les appeler *kanda* ("congénères", "frères").

Auyt Mukibek, Kazakh originaire de Chine et membre du



Conseil national de la confiance publique, explique : *“Le mot oralman créait une distinction entre les Kazakhs d’origine étrangère et les locaux. L’idée a commencé à germer dans l’imaginaire collectif qu’ils représentaient un fardeau pour la société. Comme si ce mot censé rapprocher les gens les avait au contraire divisés. C’est pourquoi il a fallu le changer.”* En réalité, note l’analyste politique kazakh Maxim Kaznatcheev, la plupart des Kazakhs qui sont rentrés au pays étaient ceux qui n’avaient pas réussi à l’étranger. Les autorités leur assurent un soutien matériel et un large éventail d’aides publiques, ce qui provoque un vif mécontentement parmi les locaux, en particulier dans la Petite Jüz. *“Ce ressentiment s’est ancré dans les coins reculés du Kazakhstan au moins depuis la fin des années 1990.”*

Comme l’écrit le politologue kazakh Daniar Achimbaev, l’arrivée massive d’une main-d’œuvre non qualifiée, peu instruite et aux attentes sociales excessives a été l’une des raisons principales des grèves de Manguistaou. Après le mouvement social de 2011, le programme Nurly Kosh a été progressivement arrêté. Mais au million d’oralman qui se sont installés au Kazakhstan, il faut ajouter les mouvements de population à l’intérieur du pays dus à l’exode rural. Un pouvoir dont la politique divise la population entre “citoyens” et “arriérés” condamne son pays à des troubles comme ceux que traverse actuellement le Kazakhstan.

—Vladimir Prokhvatilov
Publié le 11 janvier

SOURCE

FOND STRATEGUITCHESKOÏ KOULTOURY

Moscou, Russie
fondsk.ru

Le site russe du Fonds de culture stratégique (FSK), fondé en 2005 et enregistré en tant que média électronique, se définit comme un “centre d’analyse indépendant, réunissant des spécialistes de différentes disciplines”, afin de jeter des “passerelles entre les sciences, le monde des affaires et le pouvoir”. Il est considéré comme proche des intérêts du Kremlin.

Repères



QUI EST TOKAEV ?

Considéré au départ comme “un suiveur” inoffensif, placé à la présidence du Kazakhstan par Nazarbaev, Tokaev, fils d’une famille de l’intelligentsia soviétique, est issu de la Grande Jüz [voir ci-contre]. Ce diplomate de carrière, ayant œuvré contre la prolifération nucléaire au sein des Nations unies, docteur en sciences politiques, sinologue et polyglotte, anciennement ministre des Affaires étrangères et Premier ministre, est propulsé “personnalité centrale au Kazakhstan”, note le quotidien moscovite en ligne **Gazeta**. Ayant promis “de sérieux changements dans les relations entre le pouvoir et la société”, cet homme discret, policé et conservateur n’y va pas de main morte : son programme de réformes, dévoilé devant le Parlement le 11 janvier, prévoit une forte limitation de “l’accès des oligarques à l’économie”, ainsi que la réforme des ministères de l’Intérieur et de la Défense. *“Il peut répondre ainsi à la revendication du peuple, assoiffé de justice sociale”*, analyse **Gazeta**.

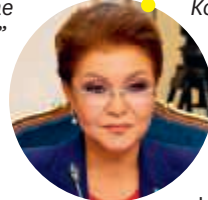
LE CLAN NAZARBAEV, POUVOIR ET HYDROCARBURES

Grâce à Noursoultan Nazarbaev, “un ensemble de compagnies très rentables et une couche de personnes riches même à l’échelle internationale sont apparus dans notre pays”. Mais “le temps est venu de rendre au peuple du Kazakhstan ce qui est à lui”, a soutenu le président, Kassym-Jomart Tokaev, devant le Parlement, le 11 janvier. Un appel à la “redistribution des richesses” lancé à son prédécesseur, qui, après avoir quitté la présidence en 2019, a continué à diriger le pays dans l’ombre, relève le journal russe



Moskovski Komsomolets.

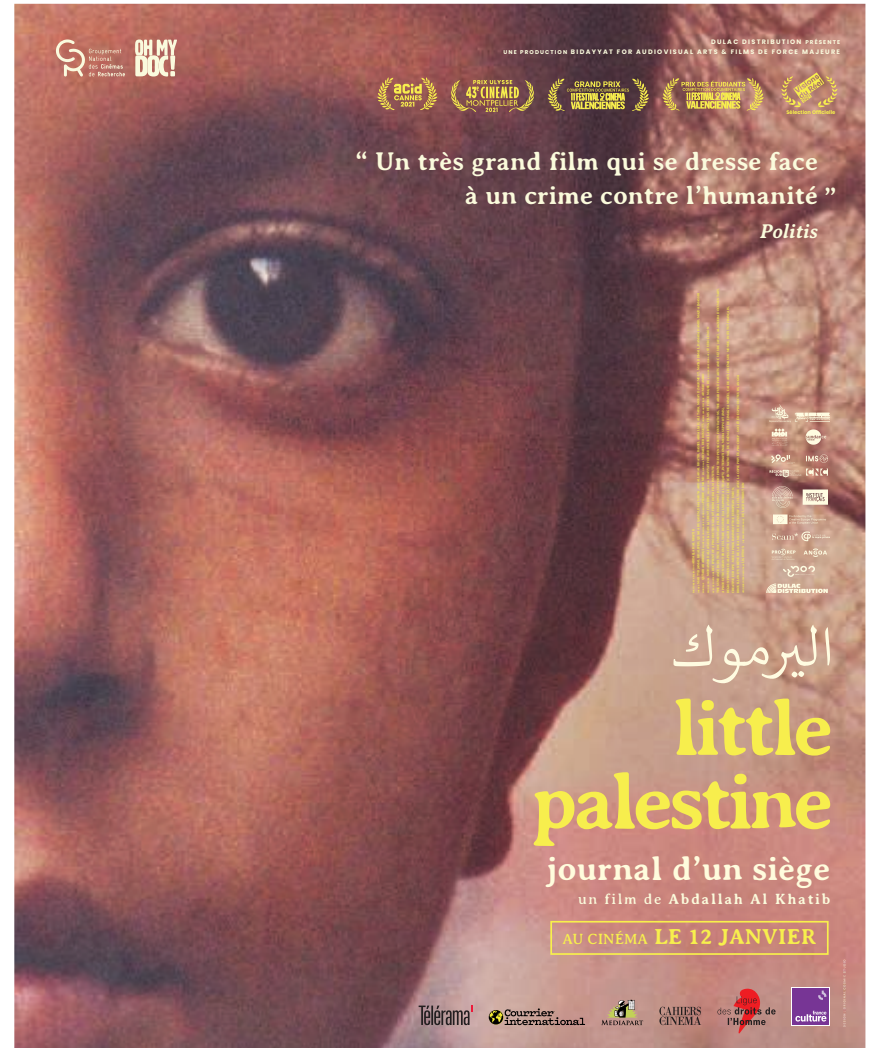
Les adversaires des Nazarbaev estiment leur fortune à 100 milliards de dollars. Ceux-ci sont présents dans les principaux secteurs : médias, usines, pétrole, gaz, banque. La fille aînée, Dariga, 57 ans, “la femme la plus influente” du pays, présidente du Sénat en 2019-2020, a déployé ses talents de femme d’affaires dans les médias. En 2013, “sa fortune était estimée à 595 millions de dollars”, dont une grande partie acquise avec son ex-mari, mort en prison en Autriche en 2015. Le deuxième époux de Dariga, Kairat Charipbaev, [était jusqu’au 15 janvier] président du conseil d’administration de la compagnie gazière KazTransGaz, dont la capitalisation s’élève à 5,4 milliards de dollars.



Le fils aîné de Dariga, Nourali, ancien vice-maire de la capitale, Noursoultan (ex-Astana), codétent[ait] la compagnie Unit Telecom, le deuxième plus grand fournisseur de téléphonie mobile au Kazakhstan. Selon **Forbes**, cité par **Moskovski Komsomolets**, “Nourali pèse 195 millions de dollars”. Dariga est coiffée au poteau par sa sœur Dinara, 53 ans, la femme la plus riche du Kazakhstan, détentrice d’actifs pour 2,9 milliards de dollars. Son mari, l’homme d’affaires Timour Koulibaev, détient lui aussi 2,9 milliards de dollars. Le couple est propriétaire de la Banque populaire, la “plus importante” du Kazakhstan, et contrôle la production du gaz liquéfié et les stations-service.



Koulibaev préside l’union pétro-gazière KazEnergy, qui réunit les compagnies kazakhes de production d’hydrocarbures. Alia, la benjamine de Nazarbaev, productrice de cinéma, possède, à 41 ans, la compagnie de recyclage de déchets Operator ROP, dont le revenu net s’élevait, en 2020, à 500 millions de dollars. Son mari, Dimach Dossanov, est président de KazTransOil, compagnie nationale des infrastructures de transport de pétrole et de gaz. “Les actifs gazières de la famille”, qui concernent également le frère cadet et plusieurs neveux de Nazarbaev, sont “profondément intéressants”, car c’est justement le doublement du prix du gaz le 1^{er} janvier qui a provoqué les protestations, observe **Moskovski Komsomolets**.





france



✓ Valérie Pécresse et Nicolas Sarkozy.
Dessin de Hachfeld, Allemagne.



Politique. Valérie Pécresse, retour vers le passé



FOCUS

En 2019, elle avait quitté un temps Les Républicains, fustigeant la “droitisation” du parti. Cette fois-ci investie candidate de la droite, la présidente de la région Île-de-France n’hésite pas à donner à sa campagne des accents traditionalistes et nationalistes, comme l’explique cette journaliste allemande.

—Die Zeit Hambourg

Quelques jours après avoir été désignée candidate des Républicains, Valérie Pécresse, 54 ans, a consacré quelques mots au foie gras, qui est un produit de Noël traditionnel dans le pays. “La France, c’est la France et le foie gras, c’est la France”, a-t-elle déclaré lors d’un entretien télévisé.

Pour sa campagne pour l’élection présidentielle du mois d’avril, la candidate des Républicains mise sur la nostalgie des valeurs et des goûts du passé. Le foie gras en dit long sur notre voisin si chargé de traditions : ce produit animal est interdit

depuis un an dans l’Union européenne, mais la France a contourné l’interdiction en déclarant qu’il faisait partie de son patrimoine culturel gastronomique. On en sert toujours, ou presque, à Noël et à la Saint-Sylvestre, en général tiède et avec de la compote de figues – vestige d’une époque où personne ou presque ne s’intéressait au bien-être animal.

Typiquement parisienne. Valérie Pécresse a, dans le même souffle, loué l’élection de Miss France, qui permet à chacun de voir des “filles belles [et intelligentes]” une fois par an. Ses solutions lui réussissent. À en croire les sondages,

elle pourrait fort se retrouver au second tour contre Emmanuel Macron. Valérie Pécresse a été élue candidate après un vote interne au parti où elle était opposée à quatre hommes, et se décrit elle-même comme “deux tiers Merkel, un tiers Margaret Thatcher”.

La candidate des Républicains affiche une biographie politique typiquement parisienne : née à Neuilly-sur-Seine, une banlieue chic de la capitale, elle a fréquenté un lycée catholique avant d’intégrer l’ENA, l’établissement d’élite dont sortent encore la plupart des membres du gouvernement et des députés. Elle a travaillé pour Jacques Chirac puis pour

Nicolas Sarkozy. Et la voilà qui vient jouer les trouble-fêtes dans le duel qui semblait pourtant inéluctable entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen.

Ces derniers s’y étaient fermement préparés parce que les choses paraissaient avantageusement claires : les libéraux contre les nationalistes, les progressistes contre les rétrogrades, proclamait Macron. La patriote contre les traîtres, la protectrice contre le mondialisateur, proclamait Le Pen. Et maintenant ? Pour le moment, ils gardent le silence à propos de Valérie Pécresse, en espérant que la grosse couverture médiatique provoquée par sa désignation ne lui profitera que brièvement.

Séduction. La candidate des Républicains a réussi ce que ses prédécesseurs n’avaient pas pu faire : enrôler ses anciens rivaux dans son équipe. Elle appelle amicalement ses quatre adversaires de la primaire les “quatre mousquetaires”. Le jour même où elle affrontait Éric Ciotti, de l’aile droite du parti, elle l’a invité à un déjeuner composé de plusieurs plats très photographié. [Une fois les résultats connus], elle l’a félicité au lieu de savourer sa nette victoire.

Elle dit d’elle-même : “Pour la première fois de son histoire, le parti du général de Gaulle, de Georges Pompidou, de Jacques Chirac et de Nicolas Sarkozy, notre famille politique va se doter d’une candidate à l’élection présidentielle”. Valérie Pécresse appartient à l’aile sociale progressiste du parti, elle a même quitté Les Républicains temporairement quand leur programme lui paraissait trop à droite. Sa campagne prend cependant des accents de plus en plus nationalistes, certainement en partie pour faire concurrence à Éric Zemmour, l’étoile montante de l’extrême droite, qui a été condamné pour propos racistes.

Le programme de Valérie Pécresse est encore au stade des mots-clés, mais montre comment elle entend séduire les Français : par un voyage dans un passé présenté comme glorieux. Elle fait appel au vieux modèle français d’une nation nucléaire aux familles nombreuses, dont on peut supprimer les allocations si leurs rejetons se comportent mal à l’école. Un pays où les normes environnementales relatives à l’agriculture et la construction de logements seront supprimées et les parts de l’État dans des entreprises comme Renault seront vendues.

Les points les plus détaillés sont l’immigration et la lutte contre le terrorisme, même si la pandémie de Covid-19 les a fait passer à l’arrière-plan. Valérie Pécresse entend par exemple regrouper tous les demandeurs d’asile dans de grands centres pour pouvoir les expulser plus facilement, mettre en place des quotas pour les réfugiés et les immigrés en fonction de leur “utilité” éventuelle

→ Jean-Luc Mélenchon. Dessin de Glez paru dans *Le Journal du jeudi*, Ouagadougou.

pour l'État français, et fixer un plafond d'"enfants étrangers" dans les classes.

En ce qui concerne l'urgence climatique, elle mise à fond sur l'énergie nucléaire – elle ne mentionne les énergies renouvelables que dans une demi-phrase, selon laquelle les citoyennes et les citoyens doivent être davantage associés aux décisions en matière d'éolien. Elle compte donc faire construire six EPR supplémentaires. Ce qui n'est en fait pas un sujet porteur puisque le seul EPR que la France est en train de construire, à Flamanville, prend de plus en plus de retard et devient de plus en plus cher. Prévu à l'origine pour entrer en service en 2012, il fonctionnera au plus tôt en 2023, en raison de problèmes de sécurité, et coûtera six fois plus cher que prévu. Il n'en reste pas moins que l'électorat conservateur tient au nucléaire, qu'il considère comme une industrie locale. Macron, Le Pen et Zemmour souhaitent eux aussi construire des centrales nucléaires supplémentaires.

Ce désir de renforcer le recours au nucléaire reflète au fond la nostalgie d'un bon vieux temps idéalisé – qui n'a jamais existé –, mais que beaucoup, à droite, regrettent. Un sentiment qu'on retrouve également dans la politique familiale de

Elle fait appel au vieux modèle français d'une nation nucléaire aux familles nombreuses.

Valérie Pécresse. La France était jadis célèbre pour faire beaucoup d'enfants, grâce entre autres à un système de crèches et de garderies qui permettait de les faire garder toute la journée pour presque rien. Ceci n'a pas empêché le taux de natalité de tomber bien en dessous du seuil de deux enfants par couple. Pécresse promet de verser à chaque famille, quels que soient ses revenus, 900 euros par an pour son premier enfant et ce, jusqu'à sa majorité. "Nous voulons faire remonter le taux de natalité", déclare-t-elle.

Elle s'en prend à Macron avec un sujet prisé des conservateurs : l'endettement excessif. "Macron nous emmène dans un mur de dette", fulmine-t-elle. Elle compte supprimer 150 000 postes de fonctionnaires. Une promesse très appréciée chez nos voisins : François Fillon, dont plusieurs affaires avaient coulé la candidature [en 2017], voulait en supprimer trois fois plus. Cela dit, cette proposition ne devrait pas vraiment plaire en ces temps de pandémie, où les services publics comme les hôpitaux et les écoles jouent un rôle particulièrement important. Mais les vieilles solutions marchent toujours bien, du moins pour le moment. D'ailleurs, on consomme plus de foie gras que jamais.

—Annika Joeres

Publié le 28 décembre 2021

La dernière cartouche du soldat Mélenchon

Le 10 avril, Jean-Luc Mélenchon peut arriver au deuxième tour. Ce sera sa dernière chance d'accéder à la présidence de la France, estime ce site espagnol de gauche.

—El Salto (extraits) Madrid

Les Allemands de Die Linke ont failli rester en dehors du Bundestag en septembre. En Espagne, Unidas Podemos tente de rattraper son retard avec la figure de Yolanda Díaz. En Grèce, Syriza est relégué dans l'opposition, tandis qu'au Royaume-Uni, le corbynisme a été défenestré de l'état-major socialiste. Autant dire que les mouvements populistes de gauche (ou la gauche alternative) apparus ces dix dernières années en Europe sont en recul. Observe-t-on la même tendance en France ?

D'après certains sondages, aucun des candidats de gauche ne dépasse les 10 % pour la présidentielle de 2022. Mais ces sombres perspectives doivent être nuancées. À moins de quatre mois de la consultation du 10 avril, on ne saurait exclure la présence au second tour d'un candidat à la gauche des "socialistes".

Malgré l'usure du personnage, le candidat de La France insoumise (LFI), Jean-Luc Mélenchon (républicain et socialo-écologiste), tient bon : il est le mieux placé sur les thématiques d'égalité et de justice sociale, même s'il est encore loin des 19 % qu'il a obtenus il y a cinq ans.

Vote utile. "Je pense que Mélenchon a de vraies chances d'être présent au second tour, estime le politologue Manuel Cervera-Marzal, professeur à l'université de Liège. Il y aura cinq candidats qui vont se disputer l'accès au second tour, le président Emmanuel Macron, Marine Le Pen et Éric Zemmour à l'extrême droite, Valérie Pécresse à droite, et le dirigeant de La France insoumise. Or le seuil pour accéder au second tour se situera dans une fourchette étroite, entre 15 % et 17 %."

Même si la situation de La France insoumise n'est pas non plus reluisante, son candidat est le seul dans le camp progressiste à avoir des chances [d'être présent au second tour]. Après une campagne terne, la socialiste Anne Hidalgo est tombée sous les 5 % d'intentions de vote. L'écologiste Yannick Jadot prend semble-t-il le même chemin.

L'équipe de Mélenchon espère que la faiblesse de ses adversaires déclenchera un vote utile, comme cela s'est déjà produit en 2017. Comme le note le politologue Christophe Bouillaud : "Les chances de Mélenchon dépendront du fait qu'il soit

perçu par les électeurs comme le seul candidat de gauche ayant une chance d'accéder au second tour."

Le dirigeant des Insoumis a donné le coup d'envoi de sa campagne le 5 décembre avec un grand meeting de 5 000 personnes à Paris. LFI prévoit une campagne avec des rassemblements publics nombreux, ce qui ressemble à une réédition de 2017.

Début novembre, il a fait paraître en librairie son programme électoral, intitulé *L'Avenir en commun*. Les mesures proposées dans [son ouvrage] et la politisation de ses partisans sont les aspects les plus intéressants de la campagne de Mélenchon. Elles traduisent un réformisme radical qui vise à mettre en œuvre une

transformation écolo-socialiste. Parmi ses propositions emblématiques, citons : l'abaissement de l'âge du départ à la retraite à 60 ans, l'augmentation du salaire minimum qui passerait à 1 800 euros bruts – il est actuellement de 1 600 euros –, le passage à la semaine de 32 heures, l'instauration du travail garanti pour combattre la pauvreté et le chômage, ou encore la planification de la "bifurcation écologique".

Modération. Sur le plan institutionnel, il défend le droit de vote des étrangers aux élections locales, ainsi que la proclamation d'une VI^e République qui mette fin au modèle présidentieliste actuel. En politique étrangère, la sortie de l'Otan constitue le principal objectif.

La plus grande différence par rapport à 2017 tient au fait que Mélenchon a modéré sa position sur l'Europe. Il n'est plus question d'organiser un référendum sur le maintien de la France dans l'Union européenne en cas d'échec → 24



PETIT MONTPARNASSE

MYRIAM FERRIE DE COLOMBI & BERTINARDI THAMIN
nos coproducteurs avec: KIM ALAIN, BEN TILKES, les Théâtres Comédiens Collèges et le Théâtre Le Puckler

TOUT ÇA POUR L'AMOUR !

D'EDWIGE BAILY & JULIEN PONCET
MISE EN SCÈNE
JULIEN PONCET
AVEC
EDWIGE BAILY
SCÉNARIOGRAPHIE ET COSTUMES
RENATA GORKA
LUMIÈRES
JULIEN PONCET
MUSIQUE & SOUNDDÉSIGN
RAPHAËL CHAMBOUVET

© 2021 La Libreria - Paris

"Un bijou d'intelligence, de finesse, de dérision et d'humour, ode magnifique à la littérature" La Libreria

LOCATION 01 43 22 77 74
10€ de 20 ans

www.petitmontparnasse.com



23 ← des négociations destinées à modifier les traités. Aujourd'hui, le candidat se contente de défendre *"une confrontation avec les institutions européennes"* et prône la dénonciation des traités comme ultime recours.

Après la profonde déception du mandat du socialiste François Hollande, *"la gauche ne peut gagner qu'avec un programme de rupture"*, affirme Aurélie Trouvé, ancienne porte-parole d'Attac, et l'un des recrues les plus prestigieuses de Mélenchon pour cette campagne.

Elle préside le parlement de l'Union populaire, une instance composée de 100 membres de LFI et de 100 personnes de la société civile, qui conseillent le candidat pendant la campagne. Parmi ces dernières, on note la présence de la romancière Annie Ernaux, de la militante altermondialiste Susan George ou encore de l'économiste Cédric Durand.

Dans les autres partis, *"on parle beaucoup d'union de la gauche, mais nous sommes les seuls à créer les conditions d'une telle unité"*, fait valoir Thomas Portes, lui aussi membre de ce parlement. À l'heure où les hautes sphères de la gauche sont très divisées, les Insoumis cherchent à construire l'unité

depuis la base. Après avoir misé en 2017 sur un discours populiste, truffé de références au *"tous pourris"*, et avoir remplacé l'Internationale par la Marseillaise, LFI commence à privilégier l'axe gauche-droite, sans pour autant se rallier de nouveau avec ferveur aux symboles traditionnels du gauchisme.

Toutefois, la volonté de Mélenchon de se présenter comme le candidat de toute la gauche contraste avec sa personnalité controversée. D'autant qu'au cours des cinq dernières années son image s'est beaucoup dégradée.

Son attitude colérique lors de perquisitions [à son domicile et au siège de LFI], en octobre 2018, ses habituelles disputes avec la presse, les mises en examen de plusieurs personnes de son entourage en raison d'irrégularités supposées dans le financement des campagnes électorales, ses déclarations contradictoires sur la vaccination contre le Covid-19... La liste des polémiques le concernant est longue.

"Son image souffre aussi du fait qu'il a de grandes difficultés à se renouveler", soutient Christophe Bouillaud, professeur à Sciences Po Grenoble. De plus, pour cette élection, il ne dispose pas du soutien

du Parti communiste, formation historique qui présente comme candidat son secrétaire général, le peu charismatique Fabien Roussel.

L'appel de la maire socialiste de Paris [à organiser une primaire populaire] a suscité peu d'enthousiasme. Les Insoumis, les Verts et les communistes ont dit non à plusieurs reprises. Tout porte à croire que cette primaire n'aura pas lieu, ou du moins qu'elle n'aura pas l'aval des principaux partis.

Au cours des cinq dernières années, son image s'est beaucoup dégradée.

Cette proposition avait pour but d'en finir avec la division de la gauche ; elle n'aura fait qu'ajouter une candidate à une gauche déjà fragmentée et affaiblie : Christiane Taubira, une personnalité idolâtrée dans certains milieux progressistes pour avoir légalisé le mariage homosexuel, mais dont la candidature pêche par une absence de programme et la trajectoire erratique de l'ancienne garde des Sceaux.

Plus que la prolifération des candidatures progressistes – un grand classique

des présidentielles françaises –, ce qui préoccupe les Insoumis, c'est la question de savoir si les classes populaires vont aller voter ou non.

Après des municipales en 2020 et des régionales en juin 2021, aux taux de participation historiquement faibles, on voit planer le spectre d'une abstention massive parmi les classes sociales les plus enclines à voter à gauche lors de la présidentielle de 2022, même si, généralement, [près de] 80 % des citoyens se rendent aux urnes pour élire le nouveau président. Comme le reconnaît Aurélie Trouvé : *"Il va falloir un travail de fourmi pour convaincre les jeunes, les habitants des banlieues, de voter."*

Les possibilités de Mélenchon dépendront en grande partie de cela. C'est seulement avec une participation massive de ces citoyens qu'il pourrait créer la surprise et conquérir l'une des premières places dans cette élection, sachant que, le plus souvent, les présidentielles aboutissent à un affrontement entre la droite et l'extrême droite. Et c'est seulement ainsi qu'il constituerait l'exception dans cette fin de cycle du populisme de gauche.

— **Enric Bonet Torra**

Publié le 5 janvier

500 000

400 000

300 000

200 000

100 000

2011
195 000
abonnés

2016
234 000
abonnés

En décembre 2021,
vous êtes plus de
500 000
abonnés*

Le Monde est fier de fêter ses 500 000 abonnés, un cap historique ! En moins de 6 ans, ce chiffre a plus que doublé. Dans le même temps, la rédaction du Monde est passée de 300 à 500 journalistes qui ont à cœur d'apporter, jour après jour, une information rigoureuse, approfondie et complète. Ce succès est rendu possible grâce au soutien de nos abonnés que nous remercions chaleureusement.

Le Monde



* Nombre total d'abonnés à nos offres papier, numériques et servicielles.

ÉCONOMIE

Peut-on vraiment croire en une réindustrialisation ?

À l'heure où la relocalisation est devenue une thématique politique majeure, la France entend réinventer son secteur industriel, en crise. Mais ce quotidien britannique a des doutes.



—Financial Times Londres

En 2020, quand le Covid-19 a commencé à se propager dans toute l'Europe, une entreprise française de textile a annoncé sur Twitter qu'elle allait se lancer dans la fabrication de masques chirurgicaux. Quelques heures plus tard, le ministère de la Santé lui demandait combien elle pouvait en produire. Deux jours plus tard, Les Tissages de Charlieu avaient cousu 100 000 masques à destination des hôpitaux et des fonctionnaires.

“Notre objectif était de fabriquer en France un produit très simple, de prouver que c'était possible”, explique Antoine Saint-Pierre, codirecteur de l'entreprise, implantée à Charlieu [dans la Loire], une ville où l'industrie du textile est ancrée depuis plus de cinq cents ans. La manufacture fabrique aussi des millions de sacs en tissu, dont la production crée cinq fois moins d'émissions

de gaz à effet de serre que ceux qui sont importés de Chine, selon la direction.

Les perturbations de la chaîne d'approvisionnement provoquées par la pandémie ont popularisé dans l'industrie occidentale des termes comme “résilience économique nationale” et “relocalisation” de produits essentiels, que ce soit les vaccins, les semi-conducteurs ou les équipements de protection. Mais c'est d'autant plus le cas en France, où le rapatriement d'usines et d'emplois dans l'industrie est devenu un grand thème de la campagne présidentielle, à l'approche du scrutin de 2022.

Les candidats, quelle que soit leur sensibilité politique, s'emploient à convaincre l'électorat

Dans l'Hexagone, 90 % des textiles et vêtements achetés sont fabriqués à l'étranger.

qu'ils sauront inverser le déclin industriel du pays. Entre 1970 et 2020, la contribution de l'industrie à l'économie française a été divisée par deux, pour atteindre 11 %.

Pendant ce temps, le gouvernement [du président Emmanuel] Macron, convaincu de longue date que l'Europe devrait reconquérir sa souveraineté économique, ne se prive pas de souligner qu'il a affecté 830 millions d'euros aux entreprises françaises depuis 2020 afin de financer des projets de relocalisation.

Hors sujet. “Nous avons donné un coup de pouce pendant la crise pour veiller à ce que les industriels ne suspendent pas leurs investissements. C'était notre obsession et il me semble que ça a très bien fonctionné”, explique la ministre de l'Industrie, Agnès Pannier-Runacher. Elle ajoute que plus de 10 000 entreprises industrielles ont obtenu des aides dans le cadre du plan de relance français, dont plus de 620 ont précisément été aidées à relocaliser leur activité.

Malgré tout, des économistes doutent que l'injection massive de liquidités soit le meilleur moyen de relancer l'industrie nationale. Cet argent pourra doper des PME comme Les Tissages de Charlieu, mais pourra-t-il transformer le tissu industriel français ?

Le secteur du textile est révélateur des défis à relever et explique le scepticisme de certains économistes.

Pilier de la révolution industrielle française, la confection a été dévastée à la fin du xx^e siècle par la délocalisation en Asie et en Europe de l'Est, où les coûts sont plus faibles et les réglementations moins strictes. Aujourd'hui, 90 % des textiles et vêtements achetés en France sont fabriqués à l'étranger, selon des données de 2015 publiées par l'Insee. Les personnes soucieuses d'une consommation éthique ont par ailleurs peu d'informations sur les conditions de travail dans les usines ou la provenance des matières premières.

Cette conjoncture a quelque peu changé pendant la pandémie, en raison de l'effondrement des importations. Grâce à plus de 1 million d'euros d'aides publiques reçues pour la fabrication de sacs en tissu, Les

Tissages de Charlieu ont pu doubler leurs effectifs, soit 180 personnes, l'équivalent de 5 % de la population de Charlieu. Les sacs en question sont aussi plus écologiques.

L'Etat français a été “à la hauteur de ses engagements” vis-à-vis de la relocalisation, selon Antoine Saint-Pierre : “Les discours comme les actions du gouvernement ont véritablement changé.”

Quant à savoir si la relocalisation de la confection en France peut inverser le déclin industriel, c'est hors sujet selon plusieurs économistes.

La “relocalisation” est souvent “une façon polie de parler de protectionnisme”, explique Isabelle Méjean, professeure d'économie à Sciences Po. “On ne sait pas précisément ce que ça veut dire”, ajoute-t-elle, même si le concept est souvent présenté comme la “panacée”, que ce soit pour garantir la souveraineté

Au lieu de distribuer de l'argent, la France doit réduire plus encore les impôts sur les sociétés.

économique, la création d'emplois ou la résistance au changement climatique.

Isabelle Méjean et Xavier Jaravel, membres du Conseil d'analyse économique, qui réalise des études indépendantes et publiques pour le gouvernement, ont indiqué dans une note en avril que le gouvernement relancerait plus efficacement l'industrie française et protégerait mieux les chaînes logistiques en donnant priorité aux “intrants vulnérables à fort contenu technologique”.

Ils ont averti que “des politiques industrielles imparfaitement ciblées seraient coûteuses pour le consommateur, sans fondamentalement renforcer la résilience” économique. Ils citent les secteurs selon eux prioritaires, comme l'aéronautique, l'électronique et la chimie. Le textile arrive en avant-dernière place, juste avant la catégorie “autres”.

Quand bien même, Agnès Pannier-Runacher défend le bilan de Macron en matière d'industrie. Outre l'efficacité du plan de relance, dont les effets se feront sentir plus tard, elle note une

✎ Dessin de Joe Magee paru dans Newsweek, New York.

hausse nette du nombre d'emplois industriels entre 2017 et 2019, alors que la pandémie a inversé la tendance. “Nous avons mis en place les conditions nécessaires au renforcement de la compétitivité française”, souligne-t-elle.

Exemple allemand. Des enquêtes montrent que le climat des affaires en France s'est amélioré grâce à des baisses d'impôts sur les sociétés et à des réformes sur le marché du travail mises en place par Macron, mais l'industrie reste en berne et le déficit commercial des produits industriels se creuse.

Patrick Artus, économiste principal à Natixis, fait valoir que la France doit s'inspirer de l'Allemagne, qui a conservé sur son territoire les branches les plus lucratives de sa puissance industrielle, notamment son réseau de PME, la construction automobile et les initiatives en recherche et développement.

Au lieu de distribuer de l'argent, la France doit réduire plus encore les impôts sur les sociétés, dont le total annuel est supérieur de 50 milliards d'euros à celui de l'Allemagne, mais aussi améliorer les compétences techniques, et risquer plus d'argent public pour financer les innovations et les start-up de pointe.

“Il est possible de mettre en œuvre un grand nombre de délocalisations sans renoncer à la protection de l'industrie nationale”, affirme Gilles Moëc, économiste principal pour l'assureur Axa. “Étant favorable au libre-échange, je ne pense pas qu'il faille abandonner l'idée que, dans l'ensemble, le commerce international est une bonne chose, et il repose sur la spécialisation. On ne saura pas tout mieux faire sur notre territoire national.”

À Charlieu, Antoine Saint-Pierre n'est qu'à moitié d'accord. Selon lui, il serait “fou de dire que toute la production doit être rapatriée en France”. Mais il fait aussi valoir que de nombreux procédés industriels peuvent être relocalisés, pour ainsi créer des milliers d'emplois et réduire l'empreinte environnementale de la production. “Nous n'avons pas besoin d'inverser la mondialisation, il nous faut simplement trouver le juste milieu”, résume-t-il.

—Anna Gross

Publié le 12 décembre 2021



Égypte. Troquer sa nationalité contre sa liberté

L'activiste égypto-palestinien Ramy Shaath a dû renoncer, sous la pression, à sa citoyenneté. Une pratique déjà éprouvée par le régime de Sissi.

— **Mada Masr** (extraits)
Le Caire

Le 8 janvier, le militant égypto-palestinien Ramy Shaath a atterri à Paris après avoir été libéré et expulsé par les autorités égyptiennes au terme d'une détention arbitraire de plus de neuf cents jours [pour "troubles contre l'État"]. Il a été accueilli à l'aéroport Charles-de-Gaulle, avec son épouse, Céline Lebrun-Shaath, sous une pluie d'applaudissements. Les conditions de sa libération ne sont pourtant pas matière à célébration : Shaath a dû renoncer à sa nationalité égyptienne pour recouvrer la liberté. Dans la déclaration annonçant sa libération, sa famille rappelait que "personne ne devrait avoir à choisir entre sa liberté et sa nationalité. Ramy est né égyptien, il a grandi en tant qu'Égyptien et l'Égypte a toujours été – et sera toujours – sa patrie. Aucune renonciation obtenue sous la pression ne changera jamais cela."

Céline Lebrun-Shaath, ressortissante française expulsée d'Égypte après l'arrestation de son mari, n'a pas cessé de se battre pour la libération de ce dernier. Le président Macron avait même demandé la libération de Shaath en présence du président égyptien, Abdel Fattah Al-Sissi, en décembre 2020, à l'Élysée.

Cela fait près de six mois que l'Agence nationale de sécurité égyptienne est en contact avec la famille du militant pour superviser sa renonciation à la nationalité égyptienne et organiser son expulsion, indique une source anonyme proche du dossier. La procédure est arrivée à son terme le 1^{er} janvier, lorsque l'avocat de

Shaath a envoyé à la Cour suprême administrative l'attestation officielle que son client renonçait à la nationalité égyptienne, précise la source. Shaath a été libéré le 6 janvier, indique sa famille, et livré à un représentant de l'Autorité palestinienne à l'aéroport international du Caire, d'où il a embarqué pour Amman, la capitale de la Jordanie, avant de prendre un vol pour Paris.

Cette pratique très controversée est fondée sur un décret – la loi 140 – publié par le président Sissi en novembre 2014 et l'autorisant à rapatrier des prisonniers étrangers dans leur pays d'origine pour purger leur peine ou repasser devant un tribunal.

Ce décret a été pris cinq mois après la condamnation à sept et dix ans de prison de trois journalistes d'Al-Jazeera. Accusés de terrorisme, l'Australien Peter Greste, l'Égypto-Canadien Mohamed Fahmy et l'Égyptien Baher Mohamed ont fait l'objet de condamnations qui ont suscité une vague d'indignation internationale ainsi que les critiques des organisations de défense des droits humains, de plusieurs gouvernements occidentaux et des Nations unies. Selon Negal Al-Borai, avocat de Fahmy dans cette affaire, la loi 140 a été adoptée pour permettre la libération et l'expulsion de Greste vers son Australie natale. De fait, trois mois après la publication du décret, Greste était expulsé d'Égypte. Parallèlement, Fahmy a renoncé à sa nationalité égyptienne dans l'espoir d'être expulsé vers le Canada. À l'époque, Fahmy avait déclaré que plusieurs hauts responsables étaient venus le voir en prison pour lui dire que l'abandon de la nationalité égyptienne

était "sa seule issue". Le journaliste a d'abord refusé, mais il s'est senti sous pression et voulait sortir de prison. Sa renonciation n'a pas toutefois donné le résultat escompté, puisqu'il n'a été libéré qu'en septembre 2015, en même temps que Baher Mohamed, après avoir reçu une grâce présidentielle à l'issue d'un second procès. Depuis, Fahmy a pu récupérer sa nationalité égyptienne.

En mai 2015, Mohamed Soltan, un militant égypto-américain emprisonné pendant plus de six cent quarante jours, a été contraint de renoncer à la nationalité égyptienne pour être libéré et expulsé vers les États-Unis, et ce après des demandes de l'administration Obama. Le cas de Soltan a

"La loi 140 va à l'encontre du principe d'égalité devant la loi."

Gamal Eid,
AVOCAT

connu un rebondissement supplémentaire. En juillet 2021, lors d'une visite au Capitole, le chef du renseignement égyptien, Abbas Kamel, a rappelé en présence de hauts fonctionnaires américains la promesse faite par Washington en 2015, à savoir que si l'Égypte libérait Soltan, celui-ci purgerait le reste de sa peine de prison à perpétuité aux États-Unis, selon *Politico*. Kamel a même présenté au personnel du Congrès ce qui semblait être un accord signé entre des responsables égyptiens et américains prévoyant de telles dispositions. Certaines sources ont déclaré à *Politico* qu'un membre du département d'État avait signé

ce document sous la contrainte à l'aéroport, alors que les Américains essayaient de faire quitter le pays à Soltan. Ces mêmes sources précisent que ce document n'était pas légalement applicable.

Quoi qu'il en soit, obliger des Égyptiens à renoncer à leur nationalité afin d'être expulsés reste une pratique fort douteuse, et probablement illégale. L'avocat Gamal Eid, de l'Arab Network for Human Rights [Réseau arabe de défense des droits de l'homme], affirme que la loi 140 est anti-constitutionnelle, car elle crée un privilège pour les non-Égyptiens. "[Avec cette loi], il s'agissait pour les autorités égyptiennes de se faire bien voir des États étrangers et de redorer l'image du régime, mais ce dispositif va à l'encontre du principe d'égalité devant la loi, qui est un principe supraconstitutionnel", souligne-t-il.

Eid ne justifie pas le maintien en détention des dissidents, il souhaite au contraire qu'ils soient tous libérés, et pas seulement les ressortissants étrangers. Si la loi 140 n'oblige personne à renoncer à sa nationalité, le choix entre la citoyenneté et la liberté est un leurre. Hussein Baoumi, un chercheur égyptien qui travaille pour Amnesty International, estime qu'il est plus exact de dire que Shaath et Soltan ont été obligés d'abandonner leur nationalité égyptienne, ce qui est anti-constitutionnel. "Cette pratique qu'on observe maintenant en Égypte et qui consiste à échanger sa nationalité contre sa liberté est contraire à la Constitution et au droit de la nationalité, et va manifestement à l'encontre des dispositions du droit international relatives à l'abandon de

la nationalité", fait valoir Baoumi. La loi de 1975 sur la nationalité prévoit un certain nombre de conditions à remplir avant que l'État puisse déchoir de sa nationalité un citoyen égyptien. Pourtant, cette loi ne s'applique ni à Shaath ni à Soltan, dans la mesure où ils ont renoncé eux-mêmes à leur nationalité. Et par ailleurs, l'un et l'autre soutiennent qu'on ne leur a pas laissé le choix.

Après la libération de Shaath, Soltan a tweeté : "Quand on vous donne le choix entre votre liberté et votre citoyenneté, il n'y a pas à hésiter : la liberté passe avant tout, et vous n'en continuerez pas moins d'appartenir à votre pays, car c'est une affaire de cœur. Et un régime qui conditionne vos droits de citoyen les plus élémentaires, le droit à la vie et à la liberté, à l'abandon de votre nationalité ne fait que réaffirmer sa philosophie répressive : pour être un citoyen, il faut nécessairement ne pas être libre."

— **Osman El-Sharnoubi**

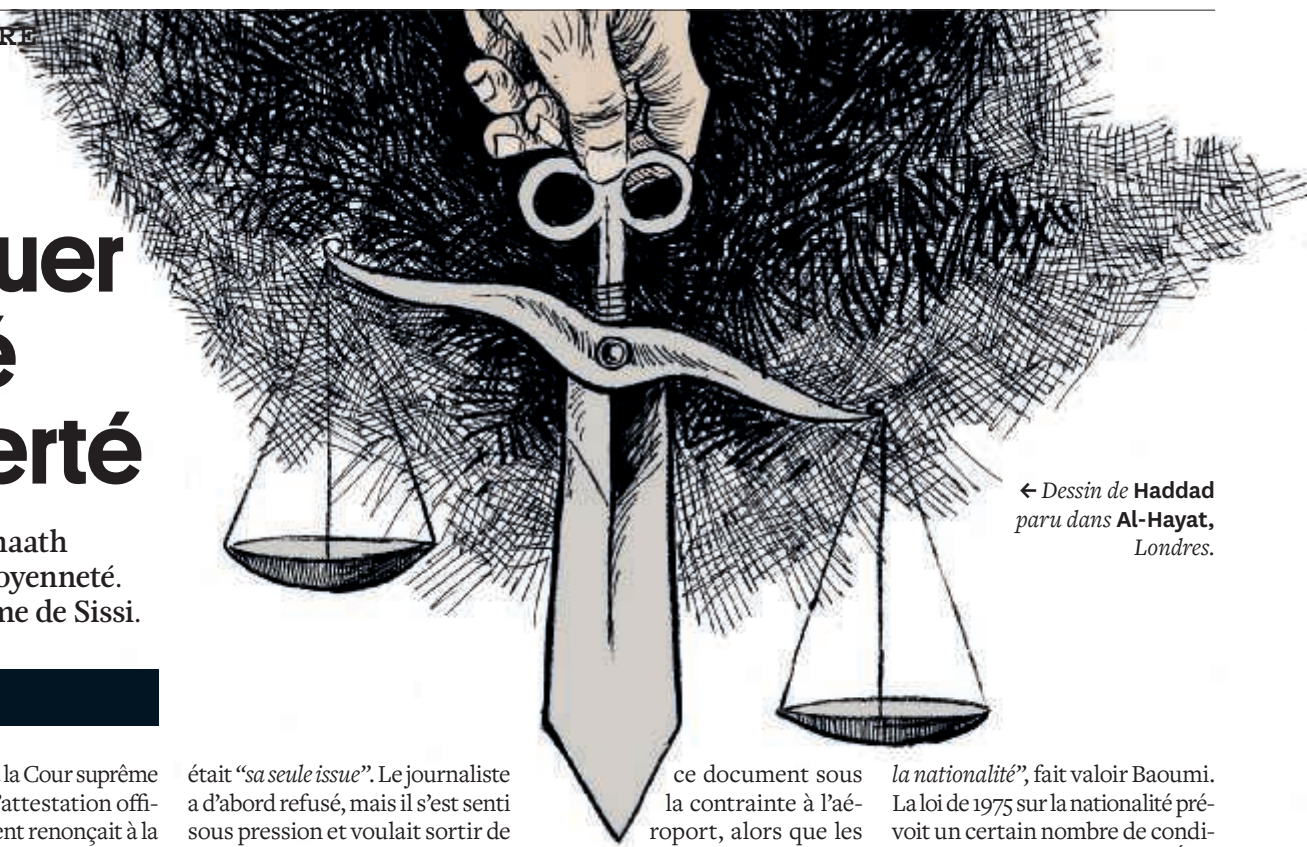
Publié le 10 janvier

SOURCE

MADA MASR

Le Caire, Égypte
madamasr.com

Né le 30 juin 2013, au moment où l'Égypte vivait une extrême polarisation et où le retour de la censure se faisait sentir dans les médias cairotes, *Mada Masr* s'est voulu un site d'information indépendant et libéral. Il est considéré aujourd'hui comme l'un des médias les plus fiables concernant l'Égypte. Depuis juin 2017, *Mada Masr* est censuré en Égypte.



← Dessin de Haddad paru dans *Al-Hayat*, Londres.

↓ Dessin de Boligán paru dans *El Universal*, Mexico.

La religion, un passeport pour trouver un logement

Pour louer ou acheter un bien au Caire, il faut, selon les quartiers et immeubles, être soit chrétien, soit musulman. Un phénomène qui se propage dans les quartiers huppés de la ville.

—Raseef22 (extraits)
Beyrouth

Mariam se rendait dans le quartier Al-Daher, en plein cœur du Caire, abritant un grand nombre d'églises et d'habitants coptes, pour visiter des appartements à vendre, pensant y trouver son bonheur. Son amie Chayma, qui habite ce vieux quartier, l'accompagnait vers des logements en construction. L'un des immeubles appartenait à un chrétien, les habitants et le gardien étaient de la même religion. "Il vaut mieux que je ne t'accompagne pas, parce que le gardien pourrait croire que je suis l'acheteuse et refuser de vendre parce que je suis musulmane, lui dit-elle. Les musulmans sont une minorité persécutée ici, et vous une majorité", ajouta-t-elle en riant.

Ces mots ne faisaient que dévoiler une réalité tangible en Égypte, notamment dans les quartiers à majorité copte, une réalité que Mariam n'avait pas perçue. Les propriétaires musulmans tiennent à ce que les habitants soient tous de religion musulmane, et les chrétiens de même. Le phénomène se propage dans les quartiers les plus huppés du Caire. Mais ce clivage n'est pas une règle absolue, il existe des résidents coptes habitant dans des propriétés détenues par des musulmans et vice versa, quoiqu'il s'agisse d'une minorité. Les Égyptiens ont

coutume de se vanter des quartiers qu'ils considèrent comme des symboles de cohabitation religieuse, où les minarets des mosquées embrassent les clochers d'églises de différents rites. Or on y trouve des regroupements de coptes habitant près de l'église ou de musulmans vivant à côté de la mosquée. Et au-delà du caractère mixte du quartier, la polarisation se fait sentir en profondeur.

Chérine Chérif, une jeune journaliste copte, raconte à Raseef22 être allée avec une agence immobilière dans un quartier des plus chics du nouveau Caire, dans l'intention d'y acheter un bien : "J'ai rencontré [le propriétaire] et sa sœur, et nous avons convenu d'un prix. Le soir même, j'ai reçu un appel de l'époux de la sœur me disant : 'Nous ne pouvons pas vous vendre le bien, car vous êtes chrétienne', avant d'ajouter : 'Vous ne serez pas à l'aise, les habitants ici sont tous musulmans.'"

Mixité de façade.

Majdi Sameh avait décidé de louer un appartement dans le quartier d'Ain Al-Shams. Sur la propriété s'élevait une croix. Dans l'entrée, près de l'ascenseur, des photos de saints étaient accrochées. "Après la visite de

l'appartement et le passage en revue de tous les détails, [le propriétaire et moi-même] nous sommes mis d'accord pour signer le contrat le soir même. Ma fiancée est venue avec moi pour visiter l'appartement que nous étions censés habiter après notre mariage. Le propriétaire était stupéfait de voir que ma fiancée était voilée, comme si je l'avais trompé. Il s'est mis à m'interroger sur mon nom patronymique et aussitôt qu'il a entendu 'Husseïn' à la fin du nom, il a rompu l'accord (de location), sous prétexte qu'il avait décidé de vendre."

Choubra est un quartier chic d'apparence parfaitement mixte, ses habitants étant également répartis entre coptes et musulmans. Dans ses rues, églises et mosquées sont côte à côte, les restaurants et les pâtisseries affichent "aliments spéciaux pour le carême", c'est-à-dire sans graisses animales, pour le jeûne des coptes. Mais au-delà de cette façade, la réalité est tout autre. "La religion du nouveau propriétaire est un pré-requis pour qu'il soit accepté parmi les habitants", confie à Raseef22 Nabil Hakim, courtier à Choubra. "Il y a dix-huit ans, au début de

ma carrière de courtier, l'exigence religieuse était mal reçue. Avec le temps, j'ai découvert que des propriétés coptes étaient exclusivement réservées aux coptes. Parallèlement, des immeubles portent des noms à consonance religieuse pour afficher d'emblée qu'il s'agit d'une propriété appartenant à un musulman et ne convenant par conséquent pas aux non-musulmans."

Déclin intellectuel. Selon Ahmad Abdel Fattah, agent immobilier de 86 ans, "les coptes ont commencé à s'isoler et à se regrouper autour des églises dans des immeubles pseudo familiaux après les événements [confessionnels] survenus en 1981 à Al-Zawiya Al-Hamra [durant lesquels plusieurs édifices coptes ont été brûlés], et à la suite du célèbre discours de Sadate au Parlement, dans lequel il s'est présenté comme musulman. Cependant, les musulmans n'ont eu cette tendance à s'isoler qu'après les attentats du World Trade Center, en 2001."

De son côté, Assem Ad-Dassouki, professeur d'histoire contemporaine, souligne que l'Égypte n'avait jamais connu de discrimination religieuse avant la colonisation britannique, en 1882, lorsque les Anglais ont essayé de reproduire le même schéma qu'en Inde, entre hindous et musulmans, explique-t-il. Par la suite, la révolution de juillet 1952 a éclaté "pour

confirmer l'unité nationale entre les différentes catégories du peuple, jusqu'à l'arrivée de Sadate, qui a procédé à la mise en œuvre de son discours en amendant l'article 2 de la Constitution, qui précise que l'islam est la religion officielle de l'État et que la charia islamique est la source de la législation."

Pour Mounir Moujahed, fondateur de l'association Égyptiens contre la discrimination religieuse, "le déclin intellectuel et culturel qui a gagné certains esprits" est indéniable. "C'est pourquoi une action commune des institutions éducatives, médiatiques et culturelles est essentielle pour y remédier. Les partis doivent également s'engager dans cette lutte", dit-il. Saoussan Al-Fayed, professeure de psychologie sociale au Centre national de recherches sociales, tient le même discours. D'autant que "le clivage ne concerne pas seulement les personnes de religions différentes. Nous sommes confrontés à une crise sociétale. Aujourd'hui, nous assistons à une discrimination au sein des classes et des catégories professionnelles, voire entre personnes de même profession", renchérit-elle.

"Il n'existe aucune loi interdisant au propriétaire de choisir l'acheteur sur quelque base que ce soit", regrette pour sa part l'avocate Hoda Nasrallah. Mais "le propriétaire peut être sanctionné" par la loi s'il s'avère que le motif de refus (d'une transaction) est religieux, nuance l'avocat Tarek Al-Awadi. Pour cela, il faut pouvoir le prouver, ce qui n'est pas chose évidente. Pour le professeur de sociologie politique à l'université américaine du Caire Saïd Sadek, l'inversion de cette tendance confessionnelle "doit d'abord être imposée par la loi. Les changements culturels et intellectuels nécessitent du temps".

—Faten Sobhi

Publié le 15 novembre 2021





afrique

Namibie. Une première dame face au patriarcat

Elle aurait pu se contenter de poser tout sourire et en silence à côté de son président de mari. Au lieu de cela, Monica Geingos a choisi de plaider pour les droits des femmes, dans une Namibie encore conservatrice.



—The Continent (extraits)
Johannesburg

Les épouses des chefs d'État sont généralement protégées par le protocole, mais quand Monica Geingos est devenue première dame de Namibie, elle s'est retrouvée prise dans un tourbillon de haine et accusée de n'en vouloir qu'à l'argent de son mari.

Pour la Journée internationale des femmes, les premières dames du monde entier écrivent généralement sur les réseaux sociaux des posts sur l'égalité hommes-femmes, la sororité et leurs réussites personnelles en tant que femmes. La première dame de Namibie, qui est aussi avocate et femme d'affaires, a partagé une vidéo dans laquelle elle parle ouvertement du harcèlement dont elle est victime, notamment sur les réseaux sociaux.

À l'écran, on pouvait voir s'afficher des tweets et des posts avec des commentaires blessants,

insultants et misogynes à son égard, pendant qu'elle racontait en voix off : *“Quand je ne suis pas occupée à courir après l'argent de mon mari en bonne manipulatrice que je suis, c'est moi qui tiens les rênes du pays. Il faut dire que j'ai ensorcelé mon vieux mari, complètement aveuglé par mes charmes.”*

La vidéo a fait le buzz et a été relayée dans de nombreux médias. Si les femmes qui participent à la vie publique évoquent volontiers les commentaires sexistes dont elles sont victimes, notamment sur les réseaux sociaux, il est rare d'entendre une première dame s'exprimer de la sorte.

Femme d'affaires. Elle évoque avec une franchise rafraîchissante et presque inédite les pressions engendrées par sa position, et les foudres qu'elle s'est attirées pour avoir brisé certaines règles tacites. *“Quand on est une femme et qu'on ose s'exprimer sur*

ces sujets, il y a toujours un retour de bâton. Quand on est première dame, on vous fait comprendre qu'il y a des sujets plus importants. Les gens vont dire : ‘Vous parlez de femmes aux mœurs légères, de prostituées, c'est scandaleux.’”

Monica Geingos a épousé Hage Geingob peu avant son élection, en 2015. Elle était déjà, à 38 ans, l'une des femmes d'affaires les plus en vue du pays : elle était à la tête d'un fonds d'investissement, membre du Conseil consultatif

économique du président et présidente du Conseil d'administration d'EBank Namibia, ce qui faisait d'elle la première femme du pays à diriger une banque commerciale.

Quand Geingob a été élu président, le couple a volontairement fait une déclaration de patrimoine, qui s'élevait à 110 millions de dollars namibiens [environ 6,5 millions d'euros], dont près de la moitié appartenait à Geingos.



PORTRAIT

Malgré sa carrière impressionnante, Geingos savait qu'elle allait être la cible d'attaques quand ils se sont installés au palais présidentiel, à Windhoek. Il y a, explique-t-elle, *“une misogynie latente dans la plupart de nos pays. La position de première dame est un rôle très genré, et c'est une fonction que vous ne devez qu'à votre proximité avec un homme et non à votre mérite. C'est un rôle officiel, et pourtant vous n'êtes pas élue. C'est un rôle public, mais vous n'avez pas à rendre de comptes. Cette position est donc compliquée parce qu'il n'y a pas vraiment de règles sur la façon dont vous devez la tenir.”*

Des trolls déchaînés. C'était d'autant plus difficile pour elle qu'elle ne se sentait pas très à l'aise de se retrouver à ce poste sans y avoir été élue. *“Le premier choc, c'était la crise de légitimité. Je me suis retrouvée du jour au lendemain avec des privilèges que je n'avais pas mérités.”* Ces privilèges ont été évidemment très critiqués en ligne, le plus souvent sous le couvert de l'anonymat, lui reprochant de vouloir faire fortune grâce à son mari. Geingos n'en revenait pas : [les trolls] n'avaient apparemment pas lu sa déclaration de patrimoine, qui montre une *“détérioration matérielle”* de sa fortune personnelle depuis qu'elle est première dame.

La différence d'âge entre elle et son mari – Geingos a 44 ans et le président Geingob, 80 ans – a aussi fait beaucoup jaser.

L'idée sous-jacente, c'est qu'une femme ne peut accéder au pouvoir qu'en couchant ou à cause de sa proximité avec un homme de pouvoir ; que les femmes n'ont ni les talents ni les compétences pour réussir seules. Geingos est ainsi accusée d'influencer les décisions du gouvernement de son mari.

En Namibie, comme ailleurs, le harcèlement en ligne se concrétise parfois de manière terrible pour d'autres femmes. En avril 2020, une jeune femme de 22 ans, Shannon Wasserfall, a disparu à Walvis Bay. Six mois plus tard, son corps a été retrouvé, enterré dans des dunes de sable non loin de la ville. Le meurtre brutal de Shannon Wasserfall a entraîné des manifestations contre les violences faites aux femmes. Selon les données disponibles les plus récentes, qui

remontent à 2013, entre 32 et 35 % des femmes et des mineures de plus de 15 ans ont subi une forme ou une autre de violence de la part de leur partenaire : sur le plan physique, sexuel ou émotionnel.

Au moment du meurtre de Shannon Wasserfall, le combat contre les violences sexuelles *“commençait à être en perte de vitesse sur le plan politique”*, raconte Geingos. Mais c'était le féminicide de trop et les femmes sont descendues dans la rue.

Monica Geingos a fait de la lutte contre les violences sexuelles et sexistes sa priorité. Et ses campagnes ont encore déchaîné davantage les trolls.

Elle redoute que ses enfants ou ses parents soient témoins du harcèlement dont elle est victime, ou, pire, qu'ils soient directement visés par les trolls.

Depuis que Monica Geingos est première dame, sa fortune personnelle s'est détériorée.

“Toutes les femmes ont été victimes de commentaires désagréables sur leur corps à un moment ou à un autre de leur vie, ce qui leur a donné des complexes. Les trolls vont donc d'abord s'attaquer à votre apparence, puis ils vont s'en prendre à votre argent parce qu'ils savent que c'est un sujet sensible pour beaucoup de femmes. Et si rien ne vous touche, alors viennent les commentaires du type ‘avec qui avez-vous couché pour réussir ?’”

Elle est catégorique : les femmes harcelées en ligne doivent pouvoir appeler à l'aide et s'exprimer. *“Je pense que le patriarcat est un système pyramidal qui repose sur le silence d'une femme, parce que si personne ne se tait, il ne peut pas prospérer”*, déclare Geingos. Mais il est également important que les femmes soient conscientes des difficultés, qu'elles se préparent à une riposte et qu'elles se trouvent un réseau pour les soutenir – car ce même système patriarcal veut faire croire aux femmes que ce sont elles qui posent problème.

“Dès que nous commençons à partager nos histoires et que nous comprenons que nous ne sommes pas les seules, nous ne nous laissons plus faire.”

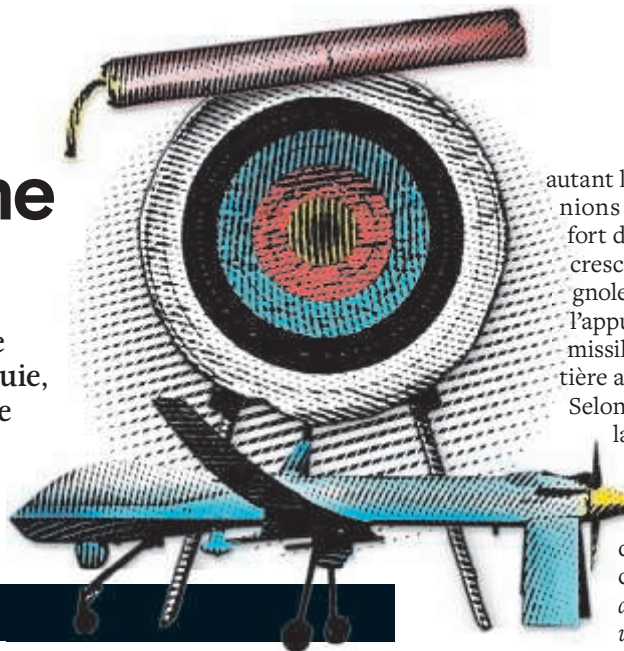
—Samira Sawlani

Publié le 4 décembre 2021

MAROC

Vers un royaume des drones

Le Maroc s'équipe à tout-va d'une flotte de drones auprès de la Turquie, d'Israël, des États-Unis ou encore de la Chine. Le but ? S'affirmer en tant que puissance militaire, pour faire face aux défis et aux tensions de la région.



—TelQuel (extraits) Casablanca

Le Maroc devient-il une puissance montante en termes de drones ? Avec les dernières acquisitions par le royaume de ces appareils sans pilote, capables de mener des missions de surveillance ou d'embarquer des charges explosives, la flotte de drones des Forces armées royales (FAR) s'étoffe au gré des livraisons en provenance des États-Unis, d'Israël, de Turquie et même de Chine, et du projet de création d'une industrie à vocation exportatrice.

L'appétence des forces armées marocaines pour les drones n'est pas nouvelle. Leur première utilisation par les FAR remonte à 1986, lorsque l'armée de l'air a expérimenté le SkyEye R4E-50, un drone de surveillance produit par la firme britannico-américaine BAE Systems. *“Le Maroc est le premier pays de la région à avoir introduit un drone militaire dans son arsenal dans la seconde moitié des années 1980, rappelle Abdelhamid Harifi, chercheur sur les questions de défense. Depuis l'expérience de la guerre du Sahara (1975-1991), l'intérêt accordé par le Maroc aux drones n'a cessé de prendre de l'ampleur, car cet outil très efficace permet d'épargner des vies humaines et de limiter les pertes de matériels militaires”,* complète-t-il. Entre-temps, le Maroc a acquis d'autres aéronefs sans passager ni pilote.

Mais c'est le théâtre d'opérations d'une guerre moderne situé à plus de 6 000 kilomètres du royaume qui va peser dans le choix de la modernisation de la flotte de drones des FAR. *“Avec les analyses faites lors de la guerre dans le Haut-Karabakh, le Maroc a mis l'accent sur des drones plus performants pour les missions de surveillance, la désignation de cibles pour l'artillerie, l'introduction de drones pour des missions de guerre électronique ou encore des drones à vocation d'attaque”,* résume le chercheur.

Lors de la guerre dans le Haut-Karabakh entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, en septembre 2020, les drones Harop israéliens et Bayraktar turcs auraient été un

avantage décisif pour les forces azéries, notamment en causant des dommages importants en Arménie, malgré les équipements aériens et antidrones essentiellement russes [du pays]. Ce conflit, devenu un cas d'école pour les armées du monde, a aussi replacé le drone dans les conflits modernes.

Pour Nizar Derdabi, analyste en stratégie internationale, défense et sécurité, l'intérêt du Maroc pour les drones réside non seulement dans les capacités ISR (intelligence, surveillance et reconnaissance), mais aussi d'attaques contre des cibles terrestres et maritimes, ou pour réduire les systèmes de défense anti-aériens ennemis. Si leur coût relativement accessible en comparaison d'avions de chasse a aussi pesé dans la balance, l'avantage de la formation au pilotage de drones et du renouvellement des équipes a fini de convaincre.

“La stratégie du Maroc n'est pas de s'affirmer en tant que puissance de drones, mais de s'affirmer en tant que puissance.”

Abdelhamid Harifi, CHERCHEUR SUR LES QUESTIONS DE DÉFENSE

Ce choix procède aussi de la stratégie militaire. *“Les FAR ont intégré le fait que le drone est l'arme de rupture par excellence dans les conflits futurs. Ainsi, dans la même démarche anticipative qui avait permis au Maroc de se doter de satellites de surveillance en toute confidentialité, le commandement des FAR a investi sur des armes et technologies militaires avancées telles que les drones bien avant les autres forces armées de la région. Ce qui leur procure un avantage tactique et stratégique déterminant”,* souligne Nizar Derdabi.

La rupture des relations diplomatiques entre le Maroc et l'Algérie et le contexte acrimonieux qu'elle a entraîné font peser des risques d'un conflit entre les deux voisins maghrébins qui inquiètent

autant la presse que les opinions publiques. Au plus fort des tensions qui vont crescendo, la presse espagnole rapportait, photos à l'appui, le déploiement de missiles algériens à la frontière avec le Maroc.

Selon Abdelhamid Harifi, la présence de drones d'attaque serait suffisamment dissuasive face à ce déploiement belliste. *“Aux frontières du Maroc, nous avons un pays très bien équipé*

avec des missiles S-300, S-350E et, bientôt, des S-400 en provenance de Russie, mais aussi en systèmes de défense antiaérienne avec des Pantsir-S1/SM, Buk-M2 et Tor-M2”, liste l'expert dans le domaine militaire.

“Cela peut présenter une menace contre notre aviation dans l'hypothèse de la création d'une zone d'interdiction. Pour contrer une attaque algérienne, le Maroc doit s'équiper de moyens adéquats pour faire face à cette défense et se doter de moyens pour empêcher d'activer leur système de dissuasion

ou les brouiller dans le cas où ces systèmes seraient activés”, ajoute-t-il.

De l'intérêt grandissant pour les drones à son positionnement géostratégique, il n'y a qu'un pas pour que le Maroc s'affirme comme une puissance montante de drones dans la sous-région ou au niveau continental. Lorsque TelQuel l'interpelle sur la question, Abdelhamid Harifi se garde bien de franchir [ce pas], articulant sa réponse sur le fait que le drone n'est pas le seul élément du “hard power” marocain. *“La stratégie du Maroc n'est pas de s'affirmer en tant que puissance de drones, mais de s'affirmer en tant que puissance, au vrai sens du terme, pour être l'interlocuteur privilégié des puissances mondiales et un pôle de stabilité et de paix dans cette région”,* relève-t-il.

Pour le chercheur, le royaume se doit d'avoir les moyens pour protéger aussi bien son territoire que ses intérêts en Afrique. Et de conclure : *“Le Maroc doit aussi pouvoir rassurer les investisseurs extérieurs que leurs implantations sur ce sol marocain sont suffisamment protégées. Il en va de la crédibilité du Maroc pour soutenir ce projet de puissance en devenir.”*

—Ibrahima Bayo Jr.

Publié le 30 janvier

Le Monde | L'OBS | Télérama | Courrier international

Quelles études après un Bac +3/4 ?

LE SALON DES MASTERS & MS SAMS

SAMEDI 29 JANVIER 2022

Paris Event Center - Paris 19^e

INSCRIPTION GRATUITE
SAMS.GROUPELEMONDE.FR

à la une

ET SOUDAIN LE NUCLÉAIRE EST DEVENU VERT



Longtemps ostracisé par les politiques et les écologistes, l'atome semble revenir à la mode. Grâce aux progrès technologiques, mais surtout pour répondre à l'exigence de décarboner notre production d'énergie, avançait en novembre *The Atlantic*. C'est l'option vers laquelle se dirige aujourd'hui l'Union européenne, qui s'apprête à labelliser comme "énergies vertes" non seulement le nucléaire, mais aussi le gaz naturel. Une conception de la transition énergétique qui fait grincer des dents une partie de la presse européenne.

—The Atlantic (extraits) Washington

Pendant des années, les représentants du secteur de l'énergie nucléaire se sont plaints d'une même voix : "Pourquoi est-ce que personne ne nous aime ?" Après tout, le nucléaire n'est-il pas le dieu Atlas de l'énergie neutre en carbone ? N'est-ce pas lui qui porte le monde sur ses épaules, produisant depuis de nombreuses années des milliers de mégawatts d'électricité sans utiliser le moindre combustible fossile. Aujourd'hui encore, à l'échelle mondiale, les centrales nucléaires fournissent davantage d'énergie décarbonée que le solaire et l'éolien réunis.

Malgré cela, les professionnels du secteur se sont longtemps sentis ignorés, détestés, marginalisés. "Le nucléaire pourrait sauver le monde, grommelaient-ils alors, du moins si on nous en laissait la possibilité."

Comment cette énergie est-elle sortie de cette mauvaise passe ?

Comme pour tant d'autres problèmes dans la vie, la solution était simple : il fallait garder le cap et attendre.

Depuis quelques mois, en effet, le nucléaire est devenu un élément incontournable des stratégies de décarbonation du monde entier, et ce dans les régimes de droite comme de gauche. Il figure dans les projets de réduction des émissions américains, britanniques et chinois, et semble devoir jouer un rôle plus important encore dans les pays pauvres, qui souhaitent conserver leur industrie lourde. Désormais, le nucléaire suscite, si ce n'est de l'amour ou de l'admiration, du moins une certaine affection mêlée de ressentiment.

Ce nouvel élan pour le nucléaire est apparu clairement lors de la COP26 [qui s'est tenue en novembre dernier] à Glasgow. La simple présence de représentants du secteur lors de la conférence constitue une évolution notable. "On m'avait déconseillé de venir à la COP25", se souvient Rafael Mariano Grossi, directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, dans *Bloomberg*. Mais cette fois-ci, des membres des délégations américaine, russe et brésilienne ont présenté l'énergie nucléaire comme une composante essentielle de leur stratégie de décarbonation.

Dispositifs plus petits. La diplomatie climatique de l'administration Biden, par exemple, s'appuie sur la multitude de start-up américaines spécialisées dans le "nucléaire de pointe" et sur leurs réacteurs, plus petits et plus sûrs (espérons-le !) que les réacteurs traditionnels.

Lors de la COP26, les États-Unis et la Roumanie ont d'ailleurs annoncé un partenariat prévoyant l'installation, par la start-up américaine NuScale, de cinq réacteurs modulaires dans d'anciennes centrales à charbon en Roumanie. Des dispositifs [plus petits et moins puissants que les réacteurs conventionnels] qui sont construits en usine. Ainsi, Bucarest espère pouvoir fermer progressivement l'ensemble de ses centrales à charbon d'ici à 2032, alors que près de 15 % de son mix énergétique provient aujourd'hui du charbon. Ces réacteurs permettront de réduire les émissions de dioxyde de carbone de 45 millions de

tonnes par an, estime Third Way, un lobby américain centriste qui a salué la signature de l'accord.

Mieux, depuis quelques années, les défenseurs du climat se laissent eux aussi convaincre par le nucléaire. En 2018, l'Union of Concerned Scientists [Union des scientifiques inquiets], conçue à l'origine comme un gendarme de la sûreté nucléaire (les scientifiques qui l'ont créée sont d'ailleurs des experts du secteur), a annoncé que plus d'un tiers du parc nucléaire américain était destiné à fermer prochainement, avant le terme de leur agrément. Or, en cas de mise à l'arrêt, ces centrales seront certainement remplacées par des centrales à gaz et à charbon, alertaient à l'époque les scientifiques.

Les élus américains – républicains comme démocrates – sont quant à eux désormais suffisamment favorables au nucléaire pour lui octroyer de généreuses subventions. Le plan d'infrastructures de Joe Biden [adopté le 15 novembre dernier], prévoit plus de 8,47 milliards de dollars [plus de 7,5 milliards d'euros] pour les centrales nucléaires déjà en activité (avec, notamment, une nouvelle subvention destinée à les maintenir ouvertes jusqu'au milieu des années 2020) et des projets pilotes tournés vers le nucléaire de pointe. Le plan de relance Build Back Better ["Reconstruire en mieux"], projet phare de Joe Biden, prévoit quant à lui un nouveau crédit d'impôt, lié à la production, pour les centrales nucléaires. Et cette tendance ne se limite pas aux États-Unis.

UN FACTEUR SERAIT SUSCEPTIBLE DE RAVIVER LA MÉFIANCE DES PARTISANS DU NUCLÉAIRE : UN ACCIDENT GRAVE.

Pékin prévoit la construction de 150 nouveaux réacteurs dans les quinze prochaines années – c'est plus qu'il n'en a été construit dans le monde entier depuis 1986. Le président français, Emmanuel Macron, a quant à lui annoncé le 9 novembre dernier, que Paris allait "relancer la construction de réacteurs nucléaires", pour la première fois depuis des décennies. De même, la Commission européenne se propose d'intégrer le nucléaire à sa "taxonomie verte" [lire pages suivantes], un long texte qui définit les activités économiques ayant un impact favorable sur la planète afin de guider les investisseurs.

Parallèlement, certaines start-up américaines spécialisées dans l'énergie nucléaire se lancent dans le long processus d'accès au marché. Deux d'entre elles, TerraPower et X-energy, ont soumis leurs projets à la Commission américaine de réglementation du nucléaire. TerraPower, une entreprise de Washington fondée et présidée par Bill Gates, utilise de l'uranium enrichi dans un liquide de refroidissement à base de sels fondus. X-energy, installée dans le Maryland, propose quant à elle des réacteurs utilisant des sphères de graphite de la taille d'une boule de billard, appelées "boulets".

SOURCE



THE ATLANTIC

Washington, États-Unis

Mensuel, 462 000 ex. theatlantic.com

L'anticipation est l'un des points forts de *The Atlantic* depuis sa création, en 1857. Cette vénérable publication, où écrivent les plumes les plus prestigieuses du moment, a su mieux que tout autre magazine américain prendre le tournant Internet, en faisant de son site un très dynamique lieu de réflexion et de débat.

← Dessin de Bénédicte paru dans 24 Heures, Lausanne.

Comme moi, vous entendez sans doute parler des "réacteurs avancés" depuis des années, sans vraiment savoir de quoi il s'agit, ni quand ils seront mis en service. Ces dispositifs semblent appartenir à une étrange zone grise : aucun réacteur de ce type n'a jamais été construit, les premiers projets pilotes ne seront pas opérationnels d'ici plusieurs années, mais les technologies en question sont déjà en cours d'examen par les organes de réglementation. Il peut donc sembler déraisonnable de compter sur ces installations pour verdifier le mix énergétique américain d'ici à 2035, date à laquelle Joe Biden espère obtenir un réseau électrique neutre en carbone.

Lenteurs. Mais dans le secteur des technologies du nucléaire, les lenteurs sont étonnamment concentrées au début du calendrier de mise sur le marché. D'ordinaire, il faut attendre des années, voire des décennies, entre la première mention d'une découverte scientifique capitale, ou d'une nouvelle technologie, et sa commercialisation. La raison, c'est qu'habituellement, les ingénieurs apprivoisent en partie le fonctionnement d'une technologie en la testant et en l'adaptant à une production de masse. Or, en raison du risque d'accidents, les technologies nucléaires doivent être homologuées par les autorités de réglementation avant même leur construction.

Une fois approuvé, néanmoins, un réacteur nucléaire avancé pourrait passer très rapidement du stade de plan à celui de la production. En l'espace de quelques années, TerraPower ou X-energy pourraient recevoir une homologation officielle pour leur projet, construire un exemplaire de démonstration, puis – à supposer que ce dernier fonctionne – remplir leur carnet de commandes.

Bien sûr, un facteur serait néanmoins susceptible de raviver la méfiance des partisans du nucléaire : un accident grave. Les catastrophes de Three Mile Island, Tchernobyl et Fukushima ont ainsi dissuadé certains gouvernements, fournisseurs d'énergie et investisseurs de se tourner vers cette source d'énergie. Après l'accident de Fukushima, le Japon a fermé ses 50 réacteurs – et ne s'est réengagé que récemment sur le chemin du nucléaire. Quant à l'Allemagne, elle a décidé de mettre à l'arrêt ses centrales nucléaires plusieurs années avant ses centrales à charbon.

Mais désormais, le temps est compté. "Il faut passer à l'action face au changement climatique et remplir les carnets de commandes des fournisseurs d'énergie avant 2030", prévient Jackie Toth, du collectif pronucléaire Good Energy. Les fournisseurs devront notamment déterminer rapidement ce qu'ils mettront en place pour respecter leurs engagements sur la neutralité carbone. "Les premières utilisations de réacteurs avancés aux États-Unis devront se dérouler sans accroc pour convaincre les clients d'opter pour le nucléaire au détriment du gaz naturel."

Le nucléaire se défait progressivement de ses stigmates. Fini la mise à l'écart, il joue désormais dans la cour des grands. À lui désormais d'être à la hauteur.

—Robinson Meyer

Publié le 10 novembre 2021

L'EUROPE A TRAHİ LE GREEN DEAL

La France et l'Allemagne ont fait pression pour inclure le gaz et l'atome au projet européen de labellisation verte. Les deux pays ont priorisé leurs intérêts particuliers, au détriment de la lutte contre la crise climatique, selon ce journal allemand.

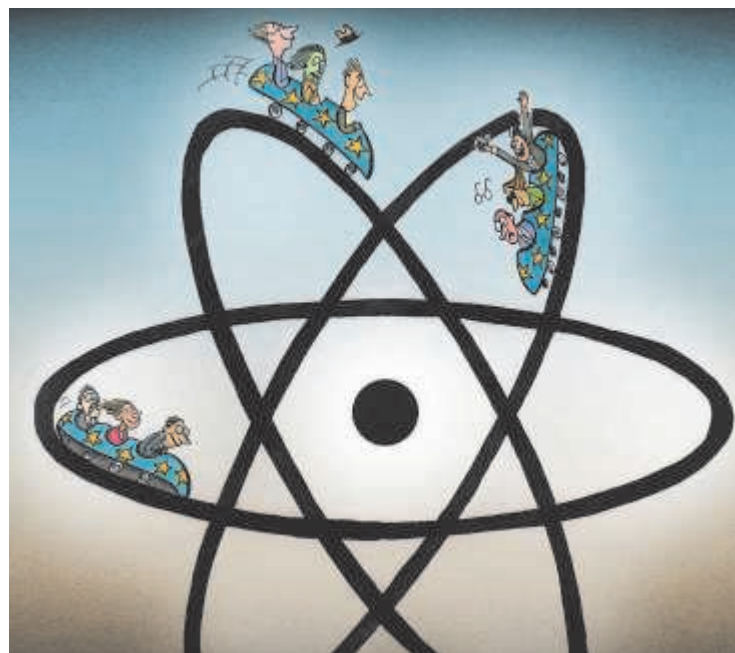
—Die Zeit (extraits) Hambourg

Il y a trente ans, ce texte aurait été novateur. Mais dans les conditions actuelles, les règles proposées le 31 décembre [par la Commission européenne] pour définir les investissements durables en Europe s'apparentent à une régression. Bruxelles souhaite intégrer le gaz et le nucléaire à la liste des énergies vertes qui permettront de mener à bien la transition énergétique – ils seront alors considérés comme presque aussi durables que le solaire et l'éolien.

Comment le gaz, néfaste pour le climat, et le nucléaire, qui n'est pas sans danger, ont-ils pu intégrer la "taxonomie verte" ? L'eurodéputé Pascal Canfin, élu de La République en marche, résume la situation : "L'Allemagne se bat depuis le début pour que le gaz soit intégré à la taxonomie, la France se bat pour le nucléaire, et la Pologne pour les deux." Canfin salue la proposition de Bruxelles. La Commission est obligée de trouver un compromis, affirme-t-il, sous peine de mettre en péril les futures négociations, notamment celles du Green Deal [Pacte vert], un ensemble législatif consacré à l'environnement.

La taxonomie était censée marquer le point de départ de la transition vers la neutralité climatique de l'Europe, prévue pour 2050. Ses règles devaient servir de modèle pour la finance verte du monde entier, en incitant les banques et les investisseurs à placer dorénavant leurs milliards dans des projets durables – pour éviter de causer du tort aux générations futures. Mais c'est un échec. Avec le gaz et le nucléaire dans la liste, les générations futures hériteront de deux grands problèmes : le gaz entraîne bien plus d'émissions de CO₂ que les énergies renouvelables, tandis que le nucléaire génère, entre autres désagréments, des déchets toxiques [lire p. 36-37].

L'Allemagne cherche encore – en vain – un lieu de stockage pour enfouir les siens,



↑ Dessin de Schrank paru dans The Economist, Londres.

tandis qu'en France le futur site de stockage de Bure ne peut accueillir qu'une infime partie des déchets nationaux. Au total, Paris doit trouver suffisamment d'espace pour stocker 1,7 million de mètres cubes de déchets radioactifs, soit près de 450 bassins olympiques. Par ailleurs, les réacteurs français sont vieillissants et présentent de graves problèmes de sécurité. Près d'un tiers du parc nucléaire français a dû être mis à l'arrêt à la suite de la détection de défauts de sécurité. Certains réacteurs doivent être remis en marche, mais leur maintenance n'est pas encore terminée, a récemment admis la ministre de la Transition écologique, Barbara Pompili.

En Allemagne, tous les partis du gouvernement de coalition souhaitent mettre un terme au nucléaire – mais ont néanmoins décidé de construire de nouvelles centrales à gaz. [Le 2 janvier], un porte-parole du gouvernement a déclaré que le gaz était "une énergie de transition primordiale" pour atteindre la neutralité climatique. Le gouvernement doit aujourd'hui réaliser un grand écart périlleux : officiellement, il s'oppose à l'intégration → 34

Verbatim

"Tant qu'il n'y aura pas suffisamment d'énergies renouvelables, comme l'hydrogène vert, nous aurons besoin du gaz et du nucléaire. [...] Nous n'arriverons pas à l'objectif de 100 % d'énergies renouvelables en claquant des doigts, ou avec des vœux pieux. Nous devons proposer

une voie réaliste et utiliser les investissements privés dans ce sens : c'est là qu'intervient la taxonomie."

Ursula von der Leyen,
PRÉSIDENTE DE LA COMMISSION
EUROPÉENNE,
DANS UNE INTERVIEW
ACCORDÉE À Die Zeit,
le 12 janvier

Glossaire

Réacteur nucléaire

Dispositif produisant de l'électricité à partir de la fission de noyaux d'atomes d'uranium naturel enrichi en uranium 235 (ou de plutonium). Sous l'effet d'une collision avec un neutron, le noyau atomique se casse en deux en libérant des neutrons qui provoquent des réactions de fission en chaîne. La fission dégage une grande quantité de chaleur, et la vapeur d'eau produite entraîne une turbine qui produit un courant électrique alternatif. La vapeur est ensuite refroidie par un circuit contenant de l'eau issue de la mer ou d'un fleuve.

Deuxième génération

Réacteurs à eau pressurisée et à eau bouillante entrés en service à partir des années 1970. L'eau y sert à la fois de modérateur (elle ralentit les neutrons libérés) et de caloporteur (elle transporte la chaleur produite). Un réacteur de 900 MW produit en moyenne 6 TWh par an, soit la consommation de 400 000 ménages environ.

Troisième génération

Le plus connu en Europe, l'EPR (European Pressurised Reactor), est un réacteur à eau pressurisée de 1 650 MW (contre 1 450 MW pour les plus puissants de deuxième génération). Conçu par Framatome-Siemens dans les années 1990, ce géant équipe deux centrales opérationnelles en Chine ; en France, la mise en service de l'EPR de Flamanville ne cesse d'être repoussée. Le coût total du chantier s'élèverait déjà à 19 milliards d'euros.

Quatrième génération

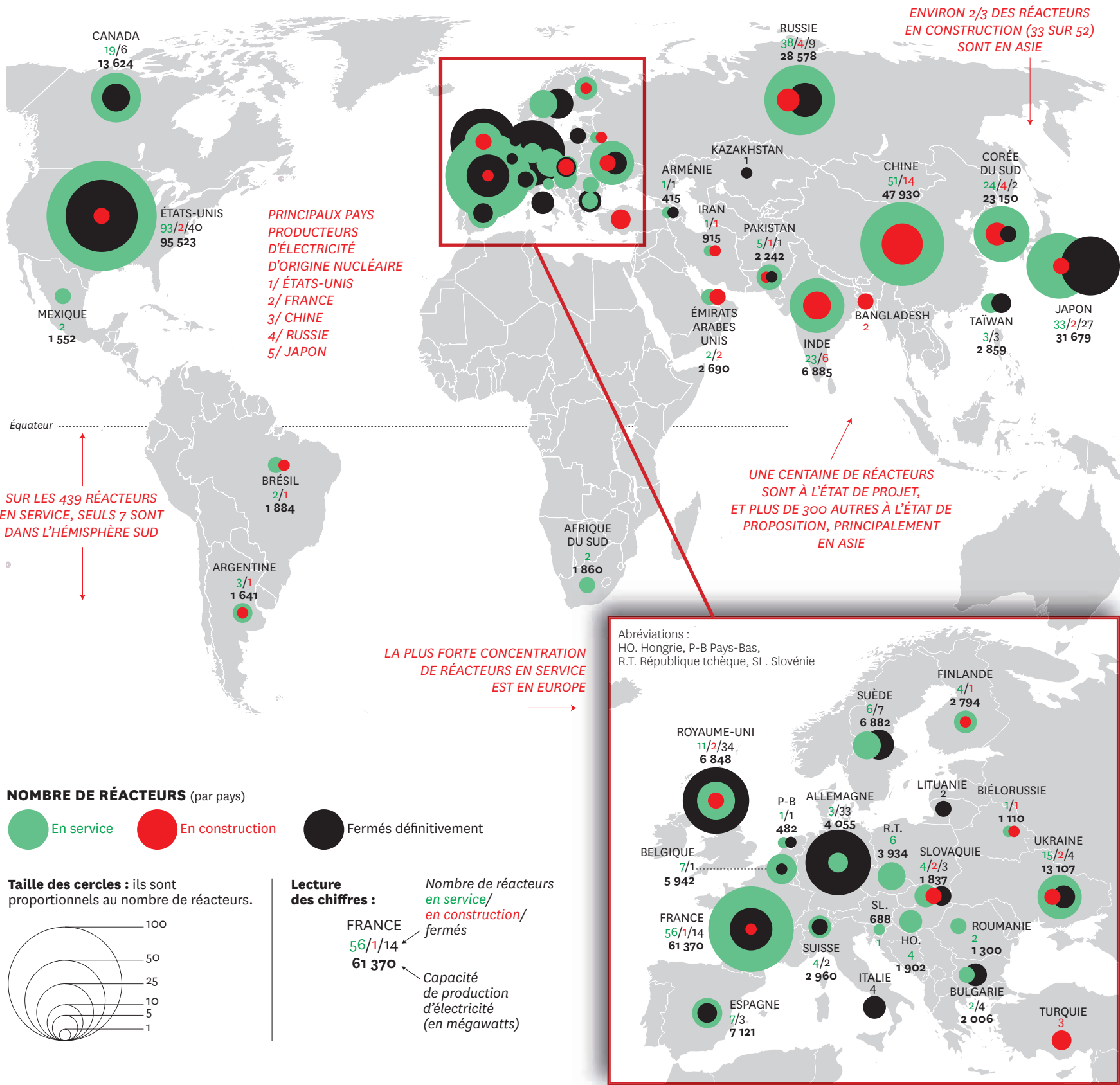
Encore à l'état de prototypes (comme Superphénix et Astrid, en France), ils utilisent des combustibles pouvant être retraités directement par la centrale et des systèmes de refroidissement (sodium, sels fondus, etc.) visant à éviter la surchauffe.

Petit réacteur modulaire (PRM)

Plus petits et moins puissants (10 à 300 MW), ils sont construits en usine. Conçus pour alimenter des sites isolés ou des navires, ils sont désormais considérés comme une solution de remplacement aux gros réacteurs plus efficace et plus sûre. Une cinquantaine de projets sont à l'étude, dont certains de quatrième génération.

Parc nucléaire mondial (situation à la mi-janvier 2022)

SOURCES : AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE (PRIS.IAEA.ORG),
WORLD NUCLEAR ASSOCIATION (WORLD-NUCLEAR.ORG)



Vu d'Autriche

Un débat malhonnête

●●● “Le débat sur la taxonomie est empreint de malhonnêteté”, affirme **Der Standard**. Pour le journal viennois, la classification européenne aura des conséquences plus limitées que ne l'affirment ses détracteurs, notamment autrichiens. “Au vu des rapports de durabilité, les investisseurs institutionnels font déjà preuve de retenue, explique-t-il. Banques et assurances vont y regarder à deux fois avant de fourguer des placements dans le nucléaire.” D'autant que les critères d'attribution du label vert sont stricts. “La résistance héroïque de Vienne contre Bruxelles est compréhensible”, concède le titre de gauche. Depuis 1978, le pays est radicalement opposé au nucléaire – à tel point qu'il a inscrit ce refus de l'atome dans sa Constitution. Mais sans l'appui d'autres États, son combat relève davantage du folklore que de l'opposition frontale. “Il n'a aucune chance d'aboutir.”

32 ← du nucléaire dans la liste des énergies vertes, mais pendant les négociations, Berlin a soutenu l'accord – acceptant le nucléaire en échange du gaz. L'ancien ministre des Finances et actuel chancelier, Olaf Scholz, a participé à l'élaboration de ces mesures, qui suscitent aujourd'hui la rébellion de ses nouveaux partenaires écologistes.

Les Verts, qui sont nés du mouvement anti-nucléaire et ont été élus pour leur programme climatique, ne peuvent pas se prononcer publiquement en faveur du gaz, nocif pour l'environnement, ni de l'énergie nucléaire. À Berlin, ils concentrent donc leurs critiques sur l'énergie atomique, sans évoquer le gaz. Ils laissent le soin à leurs collègues bruxellois de condamner cette énergie fossile. “Les investissements dans le gaz seront reconnus durables jusqu'en 2030. On va donc perdre huit années durant lesquelles l'argent aurait pu être investi dans le renouvelable,

qui en a bien plus besoin”, déplore l'eurodéputée allemande Les Verts Jutta Paulus. Son collègue Michael Bloss a lancé une pétition contre l'intégration du gaz et du nucléaire dans la taxonomie verte. Les écologistes autrichiens vont encore plus loin. La ministre de l'Environnement, Leonore Gewessler, a annoncé vouloir déposer plainte contre l'inclusion du nucléaire dans les “énergies vertes”.

Si les deux pays les plus peuplés de l'Union européenne, l'Allemagne et la France, sont encore dépendants du gaz et du nucléaire, c'est le résultat de décennies de ratés politiques. Berlin a trop longtemps misé sur le charbon et n'a pas fait assez pour réduire sa consommation, de sorte que les besoins en gaz vont encore augmenter

SI L'ALLEMAGNE ET LA FRANCE SONT ENCORE DÉPENDANTES DU GAZ ET DU NUCLÉAIRE, C'EST LE RÉSULTAT DE DÉCENNIES DE RATÉS POLITIQUES.

pendant quelques années. Paris, de son côté, n'a même pas entamé sa transition énergétique – la France produit encore près de 75 % de son électricité grâce au nucléaire, un record mondial.

Avec les critères proposés par l'UE, le remplacement du gaz et du nucléaire par des énergies renouvelables pourrait prendre encore plusieurs décennies. Il est vrai que l'octroi de subventions pour la construction et la rénovation de centrales nucléaires requiert la présentation d'un plan concret de gestion du stockage des déchets hautement radioactifs, mais sa mise en œuvre peut aller jusqu'à “en 2050 au plus tard”.

Les prescriptions au sujet du gaz sont tout aussi floues : d'après le projet de la Commission, les centrales en activité devront évoluer pour

ne plus produire que de “faibles émissions” d'ici à 2035. Dans le meilleur des cas, il s'agirait d'hydrogène provenant des énergies renouvelables, mais selon la définition de l'UE, il pourrait tout aussi bien s'agir de biogaz, des substances controversées obtenues [par fermentation] de monocultures de maïs.

“Le gaz et le nucléaire n'ont rien à faire dans la taxonomie européenne”, rappelle Constantin Zerger, expert en énergies auprès de l'association de protection de l'environnement Deutsche Umwelthilfe. Les États membres devraient plutôt légiférer afin que les projets d'infrastructures gazières ne soient tolérés, en guise d'expédients, que pour une durée limitée, et que les centrales nucléaires soient obligées de fermer leurs portes, comme c'est actuellement le cas en Allemagne. “Accorder une image écolo à des énergies nocives pour la planète portera préjudice à l'ensemble de la politique climatique pendant plusieurs décennies, annonce-t-il. Cela met déjà en péril nos objectifs climatiques européens pour 2050.”

Le débat qui entoure la classification des investissements financiers déterminera également la tournure que prendra la transition écologique dans les décennies à venir. Si le nucléaire et le gaz deviennent officiellement partie intégrante de la transformation écologique, cela se répercutera sur l'ensemble du Green Deal européen. Ce pacte doit être négocié durant les deux prochaines années, avec pour objectif de voir les 27 États membres atteindre la neutralité climatique d'ici à 2050 – à cette date, toutes les émissions de gaz à effet de serre devront donc être évitées ou compensées. Dans les faits, le pétrole et le charbon sont les seules sources d'énergie que l'UE compte rayer de sa liste des secteurs d'investissement durable.

—Annika Joeres
Publié le 2 janvier

Repères

Gaz ou atome? Les stratégies de chaque pays

●●● Certains États misent à nouveau sur le nucléaire afin d'atteindre leurs objectifs climatiques. Mais pas tous. Quelques exemples décryptés par la **Frankfurter Allgemeine Zeitung**.

CHINE — “Plus que dans tout autre pays, c'est en Chine que l'énergie nucléaire revient sur le devant de la scène.” Pour atteindre la neutralité carbone d'ici à 2060, le pays veut construire au moins 150 nouveaux réacteurs sur une période de quinze ans. “Dans quelques années, la Chine aura remplacé les États-Unis en tant que premier producteur mondial d'énergie nucléaire.”

ALLEMAGNE — Sa stratégie “fait figure d'exception dans le monde”. Le pays doit fermer ses trois dernières centrales nucléaires en 2022 et sortir du charbon en 2038 “au plus tard”. D'ici à 2030, il entend tripler la part d'énergies renouvelables, pour atteindre la neutralité carbone en 2045. Cette “tâche gigantesque” sera mise en place grâce au gaz naturel, utilisé comme énergie de transition.

JAPON — Malgré l'accident de Fukushima de 2011, “le pays n'a jamais totalement renoncé au nucléaire”. Ce pays pauvre en matières premières souhaite faire

passer la part du nucléaire dans son mix énergétique à 20 % et doubler celle des énergies renouvelables d'ici à 2030, pour un objectif zéro carbone fixé à 2050. Actuellement, le charbon et le gaz représentent 70 % des sources d'énergie du pays. “Ce chiffre devrait descendre à 40 % durant cette période.”

ÉTATS-UNIS — Pour l'administration Biden, la diminution des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030 passe par l'atome. “Elle a déjà prévu d'allouer près de 1,8 milliard de dollars pour la construction de nouvelles centrales et l'entretien du parc existant.” Mais des réacteurs

doivent aussi fermer, ce qui pourrait ouvrir la voie au gaz naturel, actuellement la première source d'électricité du pays.

ROYAUME-UNI — Outre-Manche, le gaz naturel est roi, mais sa part doit progressivement diminuer d'ici à 2050. Dans l'intervalle, le gouvernement britannique mise sur le nucléaire – et surtout sur la construction de minicentrales, avec l'aide de Rolls-Royce. Pour le Royaume-Uni, le nucléaire doit faire partie du mix énergétique, faute de quoi ses objectifs de réduction du CO₂ ne pourront pas être atteints, souligne la FAZ.



← Pacte vert.
Dessin de Schot,
Pays-Bas.

Le gaz naturel, une solution temporaire

La Commission européenne a fait preuve de pragmatisme en classant le gaz comme une énergie de transition permettant d'atteindre la neutralité carbone en 2050, estime le quotidien libéral.

—Financial Times Londres

Le but de la taxonomie verte proposée par la Commission européenne est clair. Pour atteindre ses objectifs climatiques ambitieux (zéro émission nette de gaz à effet de serre d'ici à 2050), l'Union européenne doit mobiliser des capitaux afin de financer les investissements nécessaires en orientant les prêts bancaires, les obligations et les marchés boursiers vers les technologies "vertes", respectueuses de l'environnement, au lieu des technologies "brunes". Fixer des règles est moins évident. L'ampleur de la tâche exige une approche radicale : si elle veut parvenir à la neutralité carbone d'ici trente ans, l'UE doit sortir des combustibles fossiles, et vite. Mais il faut également admettre qu'il sera difficile de déployer suffisamment d'énergie renouvelable.

Inclure le gaz naturel dans la taxonomie en tant que "combustible de transition" est justifié, mais seulement à titre temporaire et avec des conditions strictes. Attribuer le label vert à cette énergie fossile est en partie motivé par des raisons politiques. La Commission anticipe la nécessité d'une négociation entre la France

(dépendante du nucléaire), les pays de l'Est (qui sont plus dépendants du charbon et qui auront besoin du gaz pour s'en affranchir) et l'Allemagne (où l'opposition à l'énergie nucléaire, que la Commission classe également et à juste titre comme "verte", est largement répandue). Bien que la majorité qualifiée [15 États sur 27, représentant au moins 65 % de la population totale de l'UE] soit suffisante pour que son projet soit adopté, la Commission préfère n'imposer sa décision à aucun pays membre important. Trouver un compromis est le meilleur moyen d'avancer.



ÉDITO

L'Europe doit commencer tout de suite à sortir du charbon et à utiliser le gaz naturel comme un "pont" provisoire. De fait, le gaz représente environ un quart de la consommation totale d'énergie de l'UE, et, pour atteindre son objectif en 2050, l'Europe devra réduire ses émissions de gaz à effet de serre d'au moins 55 % d'ici à 2030. La Commission fait donc bien d'insister sur les conditions à remplir par les éventuelles futures centrales à gaz, en fixant un seuil d'émissions très bas, et de ne pas présenter le gaz naturel comme une source d'énergie supplémentaire.

Les nouvelles centrales au gaz pourront bénéficier du label vert de deux manières. La première,

en émettant moins de 100 g d'équivalent CO₂ par kWh d'électricité produite [pour celles qui obtiendront leur permis de construire à partir du 1^{er} janvier 2031], contre, aujourd'hui, 230 g de gaz à effet de serre par kWh en moyenne en Europe. La seconde, en remplissant plusieurs critères : les installations qui seront construites avant la fin de 2030 devront générer moins de 270 g de CO₂ par kWh, et leur capacité de production ne devra pas être sensiblement supérieure à celles des centrales qu'elles remplaceront. Ces conditions impliquent que l'utilisation du gaz devra être associée à des technologies de capture du CO₂ lorsque son rôle de "pont" sera terminé.

ATTRIBUER LE LABEL VERT À CETTE ÉNERGIE FOSSILE EST EN PARTIE MOTIVÉ PAR DES RAISONS POLITIQUES.

Ces conditions devront être de plus en plus strictes. La taxonomie ne doit pas être rigide et doit admettre que les technologies visant à atténuer le changement climatique ne sont pas soit vertes, soit brunes, mais couvrent un spectre incluant le vert olive, le vert vif et le marron foncé. Les progrès technologiques, notamment en matière de captage et de stockage du CO₂, pourraient influencer sur la justification de certains projets. La politique de l'UE devra suivre le rythme.

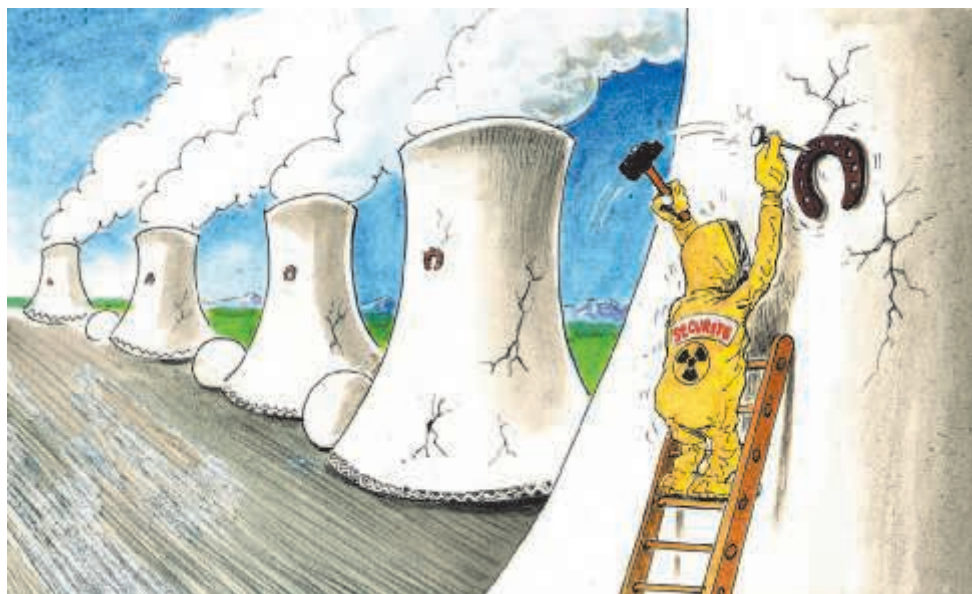
Le gaz naturel n'est pas une source d'énergie verte. L'inclure dans une taxonomie destinée à devenir "la" référence internationale risque de mettre en péril le leadership de l'Europe en matière de climat et d'encourager d'autres pays à construire des centrales à gaz (la Corée du Sud vient d'intégrer le gaz naturel liquéfié dans sa propre taxonomie). Les pays riches et démocratiques, comme ceux de l'UE, doivent montrer comment arriver à la neutralité carbone de la meilleure façon, du point de vue non seulement technologique mais aussi politique, en gérant et en répartissant les coûts.—

Publié le 4 janvier

Contrepoint

Insuffisant pour le climat

●●● De "belles intentions", mais l'effet sur le climat de la taxonomie européenne sera marginal, estime **The Economist**. Ces "règles vertes sont insuffisantes pour lutter contre le changement climatique", juge le magazine britannique. "Compter sur les investisseurs pour sauver la planète à l'aide d'une taxonomie a des limites évidentes." D'autant que "moins d'un tiers des émissions mondiales proviennent d'entreprises cotées en Bourse". L'Union européenne, qui "veut être le leader mondial en libérant le pouvoir de la finance pour lutter contre le changement climatique", devrait plutôt "concentrer ses efforts" sur le marché du carbone, ce système d'échange des droits d'émissions de CO₂. La fixation d'un prix du carbone enverrait un signal "à l'ensemble de l'économie, pas seulement aux entreprises cotées en Bourse", et permettrait d'"aligner la quête du profit sur l'objectif de réduction des émissions".



← Dessin de Burki paru dans 24 Heures, Lausanne.

Vu du Royaume-Uni

D'INQUIÉTANTS RETARDS

L'annonce de six mois de retard supplémentaires dans la construction de l'EPR de Flamanville, le 12 janvier, soulève des inquiétudes au Royaume-Uni, souligne **The Telegraph**.

En effet, "EDF est le principal développeur nucléaire du Royaume-Uni et est responsable de la construction de Hinkley Point C dans le Somerset ainsi que du projet Sizewell C dans le Suffolk – les deux seront basés sur le même concept". Alors que la compétition s'intensifie pour produire de nouvelles centrales, plus modernes, tous les regards seront tournés vers Flamanville 3 et Taishan, en Chine, où EDF doit faire les preuves de son EPR, ajoute le quotidien britannique.

des déchets radioactifs, SKB, a demandé l'autorisation de l'utiliser en Suède en 2011 pour un site de stockage définitif à Forsmark, à 140 kilomètres au nord de Stockholm, et un site d'encapsulation à Oskarshamn, à 340 kilomètres au sud de la capitale. Mais la décision se fait attendre. La demande du finlandais Posiva, elle, est arrivée en 2012. Quatre ans plus tard, en 2016, le chantier d'Onkalo – "caverne" ou "cavité", en finnois – débutait.

"Je dirais que nos politiques sont un peu plus réactifs. Notre Parlement a pris comme décision de principe, voilà vingt ans, que le stockage géologique serait la solution ad hoc pour notre combustible usé. Résultat, la question n'a pas été de savoir quoi faire, mais plutôt quand le faire", résume Tiina Jalonen, directrice du développement à Posiva.

Comment savoir si le dispositif fonctionnera toujours dans cent mille ans et s'il résistera à une nouvelle ère glaciaire ? "Nous avons bien entendu testé tous nos matériaux et leurs interactions avec

"NOUS NOUS APPUYONS SUR QUARANTE ANNÉES DE RECHERCHES APPROFONDIES. À UN MOMENT DONNÉ, IL FAUT PRENDRE UNE DÉCISION."

Pasi Tuohimaa, RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION DE POSIVA

la couche géologique, et nous avons choisi d'implanter le site de stockage définitif à près de 500 mètres de profondeur, afin que ce qui se passe à la surface n'ait pas d'incidence sur ce qui est en bas. Et ici, à Olkiluoto, la montagne a 2 milliards d'années, donc il y a peu de chances qu'elle bouge."

Pasi Tuohimaa, le responsable de la communication, ajoute : "Nous nous appuyons sur quarante années de recherches approfondies. À un moment donné, il faut prendre une décision. Elle est là, la solution, pour le stockage définitif des déchets – l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a d'ailleurs parlé de 'révolution technologique'."

Olkiluoto, c'est le pays du nucléaire. À quelques minutes de route de là, on aperçoit les trois réacteurs de la société de production d'électricité TVO. OL1 et OL2 sont du même type que le réacteur suédois de Forsmark et sont entrés en service

🚫 Site de stockage définitif de déchets nucléaires



STOCKER POUR L'ÉTERNITÉ, L'OPTION FINLANDAISE

C'est à Olkiluoto, à 500 mètres sous terre, que la Finlande stockera ses déchets nucléaires. Elle deviendra ainsi le premier pays à opter pour leur stockage définitif. Le quotidien suédois *Dagens Nyheter* a visité les lieux.

— **Dagens Nyheter** Stockholm

Olkiluoto, Finlande. Quatre pastilles d'uranium de la taille d'un ongle suffisent à produire assez d'électricité pour chauffer une maison de taille moyenne pendant un an. Mais cette énergie colossale a un prix – et c'est pourquoi Jonas Leino lui construit une enceinte spécifique. Quand elle sera opérationnelle, personne n'aura plus le droit d'y entrer.

"Les murs, le toit et le sol sont en béton de 1,30 mètre d'épaisseur. Au-dessus, il y aura la salle des commandes, d'où on guidera les robots", explique-t-il.

Jonas Leino est le représentant de Skanska (l'entreprise de BTP suédoise), qui construit ici une usine d'encapsulation pour le compte de Posiva, la société finlandaise de gestion des déchets radioactifs, à Olkiluoto, à un peu plus de trois heures de route au nord-ouest d'Helsinki.

C'est là que le combustible usé de haute activité sera enrobé de fonte et scellé dans d'énormes tuyaux de cuivre de cinq centimètres d'épaisseur, cinq mètres de long et un mètre de diamètre. Les cylindres seront acheminés à 500 mètres de profondeur au moyen d'un ascenseur, dans la roche primitive, pour une durée d'au moins cent mille ans.



REPORTAGE

Cinq kilomètres d'une route en pente [parcours dans un long tunnel], et nous arrivons. Il flotte dans l'air une odeur de poussière de roche et de dynamite. Il faut dire que les forages et les percements vont bon train. Dans quatre ans, le site sera en mesure d'accueillir les premiers cylindres. Jyrki Liimatainen, l'un des géologues de Posiva, indique une galerie noyée dans la pénombre : "D'ici à cet été, on aura terminé le percement de cinq tunnels de ce type, de 300 mètres de long, et on pourra commencer à calculer précisément le nombre de trous dont on aura besoin et où il faudra les forer dans les tunnels."

Ces tunnels seront à terme une centaine, disposés en arête de poisson sur un plan horizontal. Chacun sera percé de trous verticaux dans lesquels des engins commandés à distance viendront déposer les cylindres de cuivre. Quand un tunnel sera plein, à raison d'une trentaine de cylindres par tunnel, il sera rempli de bentonite. Dans cent ans, le site arrivera à capacité et sera scellé pour l'éternité.

La Finlande est le premier pays au monde à organiser le stockage définitif de ses combustibles usés de haute activité, talon d'Achille du nucléaire partout dans le monde. La méthode, suédoise, se nomme KBS-3. La société suédoise de gestion

Contexte

Des Verts convertis à l'atome

●●● C'est une "bonne chose" que le nucléaire soit considéré comme une énergie de transition dans la taxonomie européenne, explique le président du groupe des Verts au Parlement finlandais au **Welt am Sonntag**. Pour Atte Harjannes, "il est juste que l'énergie nucléaire soit ainsi classée". La Ligue verte a renoncé dès 2020 à sa position antinucléaire, car "nous devons utiliser toutes les technologies durables pour nous débarrasser des énergies fossiles". Quand on lui fait remarquer que les déchets nucléaires "pollueront l'Europe pendant des siècles", l'écologiste répond : "Bien sûr que [l'énergie nucléaire] est durable. La quantité de déchets est très faible par rapport à l'énorme quantité d'énergie neutre en CO₂ que produit une centrale nucléaire. On peut stocker ces déchets en toute sécurité, contrairement aux gaz à effet de serre émis par une centrale à charbon ou à gaz." La priorité des Verts finlandais, poursuit-il, consiste à "atteindre la neutralité carbone" dès 2035. "Si l'intégration de l'énergie nucléaire nous y conduit plus rapidement, la fin justifie ce moyen."

voilà respectivement quarante-deux et trente-neuf ans. Le troisième, OL3, a fait parler de lui pour avoir été l'un des plus chers et des plus longs à entrer en service [c'est le premier EPR à avoir été commercialisé par le français Areva, la mise en service était prévue en 2009, mais le chantier a cumulé douze ans de retard]. Il devrait être raccordé au réseau en janvier-février. [Le réacteur a démarré le 21 décembre 2021, avec l'aval de l'autorité de sûreté finlandaise]

Le combustible utilisé en provenance de ces réacteurs et des deux réacteurs de Loviisa, sur la côte sud de la Finlande, sera progressivement stocké ici pour l'éternité, à Olkiluoto. "Nous, les Finlandais, on est des pragmatiques. On ne voulait pas dépendre de l'électricité de l'étranger et, comme on est devenus tributaires du nucléaire, on doit s'occuper de ses déchets", résume Pasi Tuohimaa. Il marque une pause, avant d'ajouter : "Je veux dire, même Greenpeace n'y trouve rien à redire !"

Politiquement parlant, il y a une différence qui saute aux yeux entre les partis écologistes suédois et finlandais. En Finlande, les Verts soutiennent le développement de la filière nucléaire et veulent voir le nucléaire classé parmi les énergies vertes [lire ci-dessus].

En Suède, le Parti écologiste affirme sur son site Internet que "le nucléaire est polluant et dangereux à toutes les étapes, de l'extraction au stockage définitif des déchets radioactifs, en passant par l'enrichissement de l'uranium". Et c'est à un ministre Vert, Per Bolund, qu'incombait jusqu'à présent la lourde responsabilité de trancher la question du stockage définitif des déchets. En 2021, une polémique a fait rage en Suède sur les risques de corrosion des cylindres de cuivre et de friabilisation de la fonte qui se trouve à l'intérieur. Et les communes d'Oskarshamn et d'Östhammar, qui accueillent toutes deux des centrales, ont accusé le gouvernement de temporiser sur la question des déchets. Ce à quoi Per Bolund a rétorqué que le gouvernement se penchait sur la question.

Per Bolund a quitté ses fonctions pendant notre visite du site de stockage des déchets finlandais. La question est de savoir si la Suède se déciderait plus rapidement sous un gouvernement 100 % social-démocrate. Johan Dasht, le

président de la société suédoise de gestion des déchets radioactifs (SKB), répond : "Tout est sur la table. Voilà un mois, l'Autorité de sûreté nucléaire a répondu au gouvernement qu'aucune étude supplémentaire n'était nécessaire. Quel que soit le futur gouvernement, toutes les conditions sont réunies pour une prise de décision."

Que sait la Finlande que la Suède ne sait pas ? "Il n'y a pas de différences en matière de savoir-faire : après tout, c'est une méthode suédoise. Je peux simplement supposer que les questions n'ont pas fait la navette plusieurs fois comme chez nous, y compris pour revenir aux mêmes instances. Quand l'Autorité de sûreté nucléaire finlandaise a donné son feu vert, ils lui ont fait confiance."

À côté de lui, dans l'énorme caverne qui servira de sépulture aux déchets nucléaires finlandais à 500 mètres sous terre, le géologue Jyrki Liimatainen acquiesce. Il est persuadé que l'idée est bonne : "Nous ne décelons aucun mouvement dans la montagne alors que nous prenons des mesures en temps réel. Des petits tremblements de terre peuvent avoir lieu dans la région, mais leur magnitude tourne autour de 1,5. Les cylindres de cuivre peuvent résister à des mouvements géologiques de 5 centimètres sans casser. Ce qui équivaut à une magnitude de 6 environ."

—Hans Strandberg

Publié le 30 novembre 2021

SOURCE

DAGENS NYHETER

Stockholm, Suède

Quotidien

dn.se

Fondé en 1864, c'est le grand quotidien libéral du matin. Sa page 6 est célèbre pour les grands débats d'actualité. "Les Nouvelles du jour" appartiennent au groupe Bonnier, le plus grand éditeur et propriétaire de journaux en Suède. Au milieu des années 2010, le journal a frôlé le gouffre. Il a su rebondir grâce à une stratégie offensive innovante sur les réseaux sociaux.

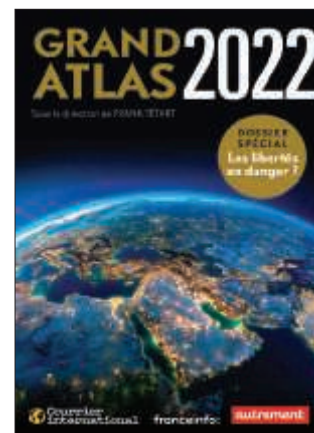
NOTRE SÉLECTION

Pour commander, scannez le QR code



Ou sinon rendez-vous sur notre site : <https://abo.courrierinternational.com/vpc>

ou par téléphone : 03.21.13.04.31 (du lundi au vendredi, de 8h à 18h)



Collection dirigée par Franck Tétart
Format : 20 X 29,5 cm - 144 pages

Grand Atlas 2022

Toutes les questions d'actualité et les enjeux qui vont faire 2022, avec des cartes, des infographies et des synthèses efficaces. Edition Autrement en partenariat avec *Courrier international* et *France Info*.

19,90€*

L'agenda 2022

La rédaction de *Courrier international* à imaginé pour vous un agenda original.

- Format : 145 mm x 210 mm
- 144 pages
- Une double page par semaine
- Couverture rigide
- Ruban marque page

9,90€*



Coffret 10 DVD Téléràma volume 11

Regroupe les dix films marquants de 2020 à voir ou à revoir chez vous. Offre réservée aux abonnés de *Courrier international*.

45€*

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 30/06/2022
* Frais de port en sus en fonction du produit.
Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande.
Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet : <https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>

trans-
versales.

économie

Environnement .. 39
Signaux 41La difficile quête
du masque
biodégradable

Innovation. Chaque mois, 129 milliards de masques à usage unique sont jetés. Des entreprises testent de nouveaux matériaux qui les rendraient moins nocifs pour la planète.



—Bloomberg Businessweek
New York

Depuis le début de la pandémie, il y a deux ans, la production mondiale de masques a explosé, dépassant 129 milliards d'unités par mois contre 8 milliards (estimés) pour l'ensemble

de l'année 2019. S'ils contribuent à protéger les êtres humains du Covid-19, ces équipements – composés pour l'essentiel de fibres plastiques qui peuvent prendre des siècles à se désintégrer – constituent une menace pour les êtres vivants qui peuplent les lacs, les rivières et les océans.

Près de 1,6 milliard de masques ont probablement fini dans les océans en 2020, selon une hypothèse minimale de l'ONG de protection marine OceansAsia, qui estime que seuls 3 % des masques fabriqués cette année-là ont été jetés dans des poubelles. Dans la nature, leur décomposition engendre la formation, beaucoup plus rapide que pour les sacs plastique, de microplastiques impossibles à récupérer. Résultat, selon une étude de l'université du sud du Danemark, les masques sont une plus grande source de pollution que les sacs plastique.

“La pollution plastique représentait déjà l'un des dangers majeurs pour notre planète avant l'épidémie, souligne Pamela Coke-Hamilton, dans un rapport de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced). La hausse brutale de l'utilisation de certains produits quotidiens pour protéger les gens et limiter la diffusion de la maladie aggrave la situation.”

Sucre de canne. Pour résoudre ce problème, des dizaines de fabricants dans le monde planchent sur des masques biodégradables. Certains utilisent des plastiques d'un nouveau genre censés se décomposer naturellement au bout de quelques mois. D'autres recourent à des substituts à base d'amidon de maïs, de sucre de canne ou autres. Certains intègrent même des graines dans les mailles de leur tissage pour pouvoir faire éclore des fleurs sauvages.

“Les masques biodégradables vont devenir un marché très important avec une forte demande des gouvernements qui comprennent la gravité de la pollution engendrée par les masques classiques, explique François Dalibard, directeur exécutif du Groupe Lemoine, une entreprise française qui a fabriqué près de 500 millions de masques en 2021. Les premiers à proposer une solution de ce type auront un gros avantage.”

La start-up britannique Polymateria a fait breveter une formule associant une dizaine de substances chimiques (caoutchoucs, huiles et dessiccants) à des plastiques. Le mélange peut être adapté pour produire des fibres plastiques souples utilisées dans les masques, les films alimentaires ou certains matériaux plus rigides employés pour fabriquer des gobelets ou des poches à boire. Ces produits peuvent être conçus pour s'autodétruire au bout d'un certain temps, les substances additives permettant de transformer le plastique en un type de cire que des champignons et bactéries naturelles sont capables de digérer dans sa totalité en un an environ.

Polymateria a travaillé avec la British Standards Institution (BSI), l'organisme britannique de normalisation et de certification, pour mettre au point les premières normes de l'industrie en matière

de biodégradabilité du type de plastique le plus massivement rejeté dans la nature, les polyoléfinés. Les produits peuvent être certifiés conformes par des laboratoires [partenaires de la BSI] dans le monde entier en mesurant combien de plastique a été transformé en cire et en vérifiant que leur décomposition ne produit pas de substance dangereuse.

Il est difficile de vérifier qu'un plastique est biodégradable. *“La biodégradation des plastiques est un processus complexe qui dépend à la fois du type de matériau et de l'environnement où il se trouve pour sa décomposition”,* explique Nicole Grobert, présidente du groupe de conseillers scientifiques de la Commission européenne. Pour évaluer si un polymère est biodégradable, il est important de créer des *“règles cohérentes de test et de certification évaluant la biodégradation des produits plastiques dans des environnements spécifiques. À l'heure actuelle, de telles règles n'existent pas.”*

Ce qui n'empêche pas les entreprises de tenter leur chance. La société pétrochimique thaïlandaise Indorama Ventures a acheté la licence de la technologie de Polymateria et prévoit de l'utiliser dans les fibres destinées à la fabrication de masques. Elle est en discussion avec le Groupe Lemoine et plusieurs fabricants de masques en Inde et en Malaisie pour leur fournir ce nouveau matériau biodégradable. *“Cela fait longtemps que nous cherchons une solution comme celle-là, qui ne produit pas de microplastiques”,* déclare Prashant Desai, responsable de l'innovation chez Indorama. L'entreprise dit avoir testé ses masques selon les critères de la BSI pour la biodégradabilité. Et les premiers résultats sont positifs.

Selon une étude danoise, les masques jetables sont une plus grande source de pollution que les sacs plastique.

Installée à Waterloo au Canada, The Canadian Shield produit chaque semaine des millions d'équipements de protection sanitaire. L'entreprise, qui a signé un contrat de fourniture de masques avec le gouvernement canadien, a du mal à répondre à la demande pour son BioMask. Ce masque biodégradable comprend un additif qui permet à des microbes et à des enzymes de *“digérer le plastique traité”* une fois jeté à la poubelle. Elle affirme qu'à l'exception des attaches pour les oreilles et de la languette renforcée pour le nez, son masque certifié est biodégradable à 6,5 % en quarante-cinq jours dans des conditions similaires à celles d'une décharge. Cependant, les masques de Canadian Shield ne se transforment pas en cire

digérable et n'ont pas été testés dans les conditions de plein air, qui sont celles où finissent la plupart des masques.

Alors qu'un masque chirurgical jetable peut coûter moins de 5 centimes, le masque biodégradable le moins cher coûte 30 centimes – et souvent bien plus. Les fabricants de ces masques respectueux de la planète disent avoir besoin d'une demande plus forte pour faire baisser les coûts. À Hong Kong, ReMatter vend plus d'un million de masques chirurgicaux par mois et commence à en proposer des versions biodégradables certifiées pouvant être entièrement décomposées au bout de cinq ans dans une décharge. Ces produits sont vendus 55 centimes pièce, soit 80 % plus cher que le modèle de base.

ReMatter vend l'essentiel de ses masques haut de gamme, aux traits de personnages Disney et au design coloré, sur Internet ainsi que dans ses boutiques spécialisées à Hong Kong. La marque cible à présent les entreprises et les écoliers. *“Nous voudrions baisser un peu plus nos prix pour que davantage de personnes essaient nos masques, explique le fondateur de la société, Alex Lee. Cela passe en bonne partie par la sensibilisation. Il faut faire comprendre aux gens en quoi leurs choix ont des conséquences pour l'environnement. On organise des ateliers dans les écoles pour apprendre aux enfants pourquoi c'est important.”*

Stratégie marketing. Les détracteurs soulignent pour leur part que le fait de présenter comme biodégradables des masques et d'autres produits plastiques relève d'une stratégie marketing irresponsable qui pourrait encourager les gens à jeter ces produits dans la nature. En outre, même avec les additifs qui les rendent biodégradables, les masques peuvent toujours produire des microplastiques s'ils se décomposent en petits morceaux qui restent coagulés, avertit David Newman, directeur de l'Association des industries biologiques et biodégradables, qui regroupe des entreprises britanniques.

Toutes ces réserves n'empêchent pas les entrepreneurs du monde entier d'imaginer de nouvelles solutions. La société néerlandaise Marie Bee Bloom vend des masques en papier de riz dans lesquels sont emprisonnées des centaines de graines de fleurs. Si le masque est jeté dans un parc ou un pot de fleurs, le papier se désintègre rapidement pour libérer les graines. Marie Bee Bloom emploie 30 personnes et a fabriqué – à la main – près de 70 000 masques en 2021, vendus 2,60 euros pièce dans toute l'Europe. Ils n'ont pas encore de certification médicale, mais les démarches sont en cours, explique Marianne de Groot-Pons, graphiste et fondatrice de l'entreprise. *“Personne ne voulait porter de masques et on les jetait sur les trottoirs, alors j'ai voulu*

changer le discours et l'attitude des gens, dit-elle. Les masques que nous devons porter peuvent se transformer en quelque chose de beau et de bon pour la planète.”

Des start-up indiennes ont, elles aussi, adopté l'idée et incorporent des graines de tomate, de gombo et autres légumes dans leurs masques en tissu recyclé. Certains s'inquiètent du risque de propagation de plantes invasives dans d'autres pays si ces masques se retrouvaient à bord d'avions.

La société Marie Bee Bloom vend des masques en papier de riz dans lesquels sont emprisonnées des centaines de graines de fleurs.

Marianne de Groot-Pons affirme qu'elle n'utilise que des graines de fleurs ordinaires comme les coquelicots, les bleuets et les pétunias, qui ne sont pas envahissantes.

Au Vietnam, ShoeX, un fabricant de chaussures reconverti dans les masques, vend ce qu'il présente comme le premier masque à base de café. Il contient une couche extérieure en fil de café ainsi qu'un filtre biodégradable fait à partir de grains de café et de nanoparticules d'argent. En Floride, Elo Industries utilise des bioplastiques à base de maïs et de manioc, et, au Royaume-Uni, The Pure Option propose des masques en plastique issu de maïs et de papier recyclé.

“Nous avons besoin de masques réutilisables là où leur usage est possible, mais la plupart des gens continueront à préférer les articles jetables”, estime Yeen Seen Ng, fondatrice du Centre de recherche, de conseil et de technologie, un think tank qui conseille plusieurs gouvernements d'Asie du Sud-Est en matière de développement durable. “Nous avons besoin des technologies et de l'innovation liées aux masques biodégradables pour relever le défi de cette pollution.”

—K. Oanh Ha

Publié le 23 décembre 2021

SOURCE



**BLOOMBERG
BUSINESSWEEK**

New York, États-Unis
Hebdomadaire, 566 000 ex.
businessweek.com

Créé en septembre 1929
– quelques semaines avant le krach –, le magazine des affaires *Business Week* est resté pendant quatre-vingts ans dans le giron de l'éditeur américain McGraw-Hill. Il a été racheté en 2009 par le groupe Bloomberg, qui l'a rebaptisé.

ENVIRONNEMENT



La mangrove, poumon vert d'Hô Chi Minh-Ville

Protection. La forêt de Can Gio, classée réserve de biosphère, protège la métropole du sud du Vietnam contre la montée des eaux.



→ Sang Thi Phung et Lan Thi Truong patrouillent dans la mangrove de Gan Gio.
Photo Thanh Nguyen

—Mekong Review (extraits)
Sydney

Sang Thi Phung enfile des bottes en caoutchouc, un fait assez rare pour celle qui passe la plupart du temps pieds nus. *“Ici, il suffit de faire quelques pas d'un côté ou de l'autre pour être dans l'eau, dit-elle. Je ne mets des chaussures que lorsque je me rends sur la terre ferme.”*

Âgée de 39 ans, Sang habite une maison forestière au bord de l'une des rivières qui traversent Can Gio, une immense mangrove à 40 kilomètres au sud-est d'Hô Chi Minh-Ville. Une zone classée réserve de biosphère par l'Unesco [en 2000]. Ses pieds sont noircis, couverts d'argile séchée. Ici l'eau propre est rare, tout

comme les visites. L'eau de pluie que son mari et elle recueillent dans des barils en plastique suffit à peine à leurs besoins quotidiens.

Sang se dirige vers le sampan amarré devant la maison pour attendre un appel téléphonique. Un vieux Nokia est suspendu au toit de l'embarcation. C'est le seul endroit où il y a du signal. Derrière le bateau s'étend la vaste

enchevêtrement de rivières formant les 30 000 hectares de mangrove. La nature est très calme en cette matinée sans vent. Il est 8 heures et personne n'a appelé, ce qui signifie que tout se passe comme prévu.

Le bruit d'une pirogue à moteur se fait de plus en plus proche et Sang finit par apercevoir le non la [chapeau conique] rose vif de sa collègue, Lan Thi Truong, 42 ans, avançant sur l'eau argentée. Lan, à la tête du groupe de protecteurs de la forêt de Can Gio, vient accueillir avec Sang une nouvelle collègue, une troisième femme



REPORTAGE

qui va les rejoindre dans leur mission de gardiennes de la forêt. Bien qu'elles aient grandi près de la rivière, aucune ne sait nager. Alors

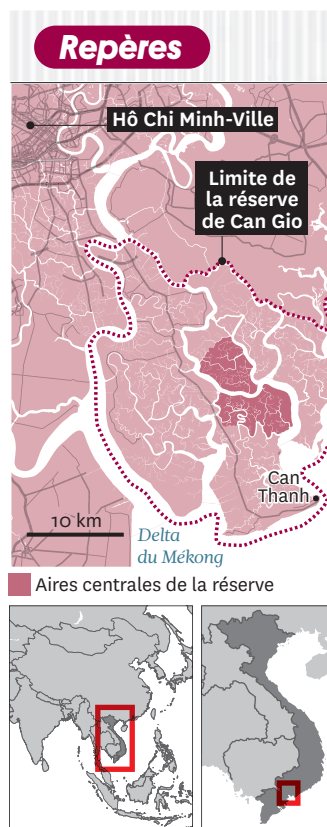
elles s'assurent de bien mettre leur gilet de sauvetage. L'eau est montée au-dessus des racines des palétuviers, c'est le moment de commencer leur patrouille. Elles longent la forêt et engagent leur pirogue dans chaque canal. À la tombée de la nuit, elles amarrent le bateau, placent une lampe frontale sur leur tête et pénètrent dans la forêt en pataugeant. → 40

39 ← “Patrouiller seule dans la forêt peut être effrayant alors nous y allons ensemble, explique Sang. Les hommes sont plus forts, ils vont plus vite. Nous, les femmes, nous allons plus lentement. Si nous ne pouvons pas vérifier toutes les parcelles en une journée, nous continuons le lendemain.”

Bouclier. S'étendant sur plus de 200 000 hectares, Hô Chi Minh-Ville est connue pour son rythme de construction incessant et son manque de verdure. La mangrove de Can Gio, l'un de ses derniers espaces verts, joue un rôle crucial pour la vitalité et la survie de l'ancienne Saïgon. La réserve de Can Gio est parfois qualifiée de poumon vert de la ville, mais elle fait bien plus que fournir de l'oxygène. Les mangroves forment un bouclier qui protège près de 9 millions de personnes des typhons qui arrivent de la mer de Chine méridionale. Elles servent également de rein en filtrant les eaux usées rejetées par les complexes industriels de la ville et ses environs. Chaque année, Hô Chi Minh-Ville s'enfonce un peu plus à cause de la montée du niveau de la mer. La forêt de Can Gio n'a jamais été aussi vitale.

Mais un projet d'une valeur de 9 milliards de dollars soutenu par Vingroup, le plus grand conglomérat du pays, et approuvé par le gouvernement en 2020, inquiète les scientifiques et les écologistes : il s'agit de la construction d'un complexe résidentiel et touristique sur 2 870 hectares pris à la réserve. Une pétition signée par une vingtaine d'associations, de défenseurs de l'environnement et de scientifiques a été envoyée au gouvernement pour le mettre en garde contre le désastre écologique induit par cette entreprise. Les autorités municipales soutiennent le projet, affirmant qu'il contribuerait au développement de la ville et créerait des emplois pour les habitants. [Le Comité consultatif sur les réserves de biosphère de l'Unesco a recommandé qu'une évaluation indépendante de l'incidence potentielle du projet sur l'environnement soit réalisée.]

Lan applique du fond de teint sur son visage, du rouge sur ses lèvres et pose un *non la* à fleurs sur sa tête. Elle est prête à commencer sa patrouille. “Même si



●●● La réserve de biosphère de la mangrove de Can Gio, dans le district du même nom, couvre 75 740 hectares. Les aires centrales (4 721 hectares) sont entourées d'une zone tampon et d'une zone de transition, qui comprend la ville de Can Thanh. La superficie forestière est passée de 30 530 hectares en 2010 à 32 446 hectares en 2019, se félicitait en juillet dernier un rapport du Comité consultatif international sur les réserves de biosphère de l'Unesco. Durant cette période, la part de la couverture forestière dans la réserve est passée de 40,31 à 42,84 %.

tout ce que je vais voir de la journée, ce sont des arbres et encore des arbres, je dois rester belle.”

La mangrove a une longue histoire écrite par des mères, des filles et des épouses. Lan, comme beaucoup d'autres, a commencé très tôt à parcourir la forêt avec ses parents. Ils emmenaient leurs enfants et leur apprenaient à vivre loin de tout. Si ses frères ont préféré regagner la terre ferme une

fois adulte et vivre en ville, Lan est restée dans la mangrove.

Aujourd'hui, elle y vit avec son mari et certains de leurs enfants. Ses aînés sont partis travailler en ville. Ils ne supportaient plus la dure vie dans la forêt, où chaque goutte d'eau propre est précieuse et où on ne peut pas recharger une batterie lorsqu'il y a des nuages parce que l'électricité est fournie par des panneaux solaires.

Lan comprend que ses enfants aient voulu partir. Lorsqu'elle avait entre 20 et 30 ans, elle a souvent pensé à quitter son emploi. “Pourquoi les jeunes qui ont mon âge et vivent sur le continent sont-ils plus heureux que moi ? Ils ont des amis avec qui prendre un café et de l'électricité pour regarder des films alors que moi je passe toute ma journée avec personne d'autre que moi-même et cette forêt.” Aujourd'hui, elle ne doute plus : elle restera gardienne de la forêt aussi longtemps qu'elle le pourra. “C'est comme dans le mariage. Toutes ces années de vie avec la forêt ont renforcé mon amour et ma compassion pour elle. Si quelque chose de mal lui arrivait, je souffrirais autant qu'elle.”

Résurrection. Tout en parlant, elle a mené le bateau à terre d'une main experte et mis des sandales. Nous faisons le tour du marché et empruntons des rues envahies de motos. La circulation est infernale, tout le monde klaxonne. Nous arrivons à la maison de ses parents.

Au bout de quelques heures, elle est prête à rentrer chez elle. “Je suis trop habituée à vivre dans la forêt, explique-t-elle en retournant au sampan. En sortir, même si je ne vais pas loin, me fait bizarre.” Elle espère rester garde forestière jusqu'à sa retraite. “Mon mari et moi avons pris la suite de nos parents. Nous avons enterré nos jeunes années ici pour prendre soin de la mangrove et la protéger. Notre vie ne s'est déroulée nulle part ailleurs, uniquement ici, dans cette forêt.”

En 1978, la mère de Lan, Nguyen Thi Don, a planté un jeune palétuvier venu de la pointe sud du Vietnam dans un marécage si stérile qu'aussi loin que portait le regard on ne voyait aucun arbre. Comme dans d'autres forêts du Vietnam, la flore de Can Gio avait été

anéantie par les défoliants pulvérisés par les États-Unis entre 1961 et 1971. La forêt était morte. Sans la protection des mangroves, l'eau salée de la mer s'infiltrait jusqu'au sud de la ville.

Selon les études de l'Union des associations scientifiques et techniques d'Hô Chi Minh-Ville, une organisation non gouvernementale, la disparition de la forêt a entraîné des glissements de terrain dans d'autres zones. En 1978, trois ans après la chute de Saïgon [marquant la fin de la guerre américaine avec la victoire du Vietnam communiste du Nord sur la république

“Si quelque chose de mal arrivait à la forêt, je souffrirais autant qu'elle.”

Lan Thi Truong,
GARDE FORESTIÈRE

du Vietnam, au Sud, alliée des États-Unis], le Comité populaire d'Hô Chi Minh-Ville a publié un décret visant à restaurer la mangrove de Can Gio.

Des résidents de la région, des jeunes et des prisonniers des centres de rééducation ont été mobilisés pour replanter la forêt. [Le régime communiste a emprisonné de nombreux opposants après sa victoire sur la république du Vietnam, au Sud, en 1975. Entre 500 000 et 1 million de personnes ont été envoyées dans des camps de rééducation.] Cinq cents habitants de Can Gio, principalement des femmes et des enfants, se sont inscrits pour participer à cet effort. Les parents de Sang et de Lan appartenaient tous les quatre à cette génération de pionniers.

Pour le gouvernement de la ville, replanter la forêt de Can Gio était une action à mener d'urgence pour faire renaître la nation après la guerre. Pour les femmes de Can Gio, c'était un moyen de gagner un peu d'argent pour acheter du riz et nourrir les enfants. En ce temps-là, raconte Don, la mère de Lan, “tout le monde était pauvre et personne n'avait assez de riz pour se nourrir”. “Les hommes allaient pêcher en mer et les femmes restaient à la maison pour s'occuper des enfants. Lorsque la municipalité a demandé des volontaires pour replanter la forêt, nous avons tout de suite dit oui parce que nous

allions pouvoir gagner de l'argent, tout en emmenant nos enfants.”

Quelques décennies plus tard, cette forêt est un miracle. Au début des années 1970, des biologistes américains avaient estimé qu'il faudrait “cent ans pour restaurer l'écosystème de la mangrove de Can Gio”, raconte Cuong Dinh Nguyen, ancien chef du service forestier d'Hô Chi Minh-Ville. “Tout cela aurait été impossible sans les femmes de Can Gio. Trois ou quatre hommes travaillant toute une journée ne pourraient pas en faire autant qu'une seule femme.”

Hai Minh Nguyen, ancien directeur de Duyen Hai Forestry [organisme municipal chargé de la restauration de la mangrove] et membre du conseil d'administration de la réserve de Can Gio, se souvient encore des femmes coiffées de leur *non la*, courbées vers le sol et enfouissant des plants de palétuviers dans la boue. “Après quelques jours, le conseil d'administration s'est rendu compte que, grâce à leur petite taille, les femmes avançaient dans la boue plus vite que les hommes. C'est pourquoi leur productivité était plus élevée. La forêt a été replantée principalement par des femmes.”

Ces femmes et ces hommes devaient obéir au rythme des marées, travailler aussi bien de jour que de nuit, qu'il pleuve ou qu'il vente. Ils pataugeaient dans une boue qui leur arrivait à mi-cuisses. Une fois les arbres arrivés à maturité, de nombreux planteurs ont décidé de rester pour les protéger contre les coupes illégales.

—Vo Kieu Bao Uyen

Publié le 31 octobre 2021

SOURCE

MEKONG REVIEW

Sydney, Australie

Trimestriel

mekongreview.com

Lancée lors du festival littéraire organisé

à Kampot au Cambodge en novembre 2015, cette revue de grande qualité publie de la fiction, de la poésie, ainsi que de longs textes de journalisme littéraire. Une manière de mettre en lumière la vie littéraire et intellectuelle du Cambodge, de la Birmanie, de la Thaïlande, du Laos et du Vietnam.



Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

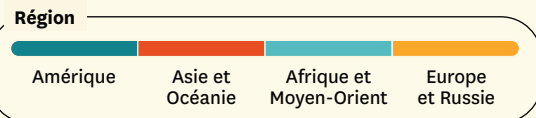
Dis-moi combien tu émetts, je te dirai qui tu es

C'est dans la péninsule arabique et en Amérique du Nord que les émissions de CO₂ par habitant sont les plus élevées.

Mesurer les émissions totales de CO₂ d'un pays ne donne pas toujours la meilleure image de son intensité carbone. Il faut aussi regarder les émissions par habitant.

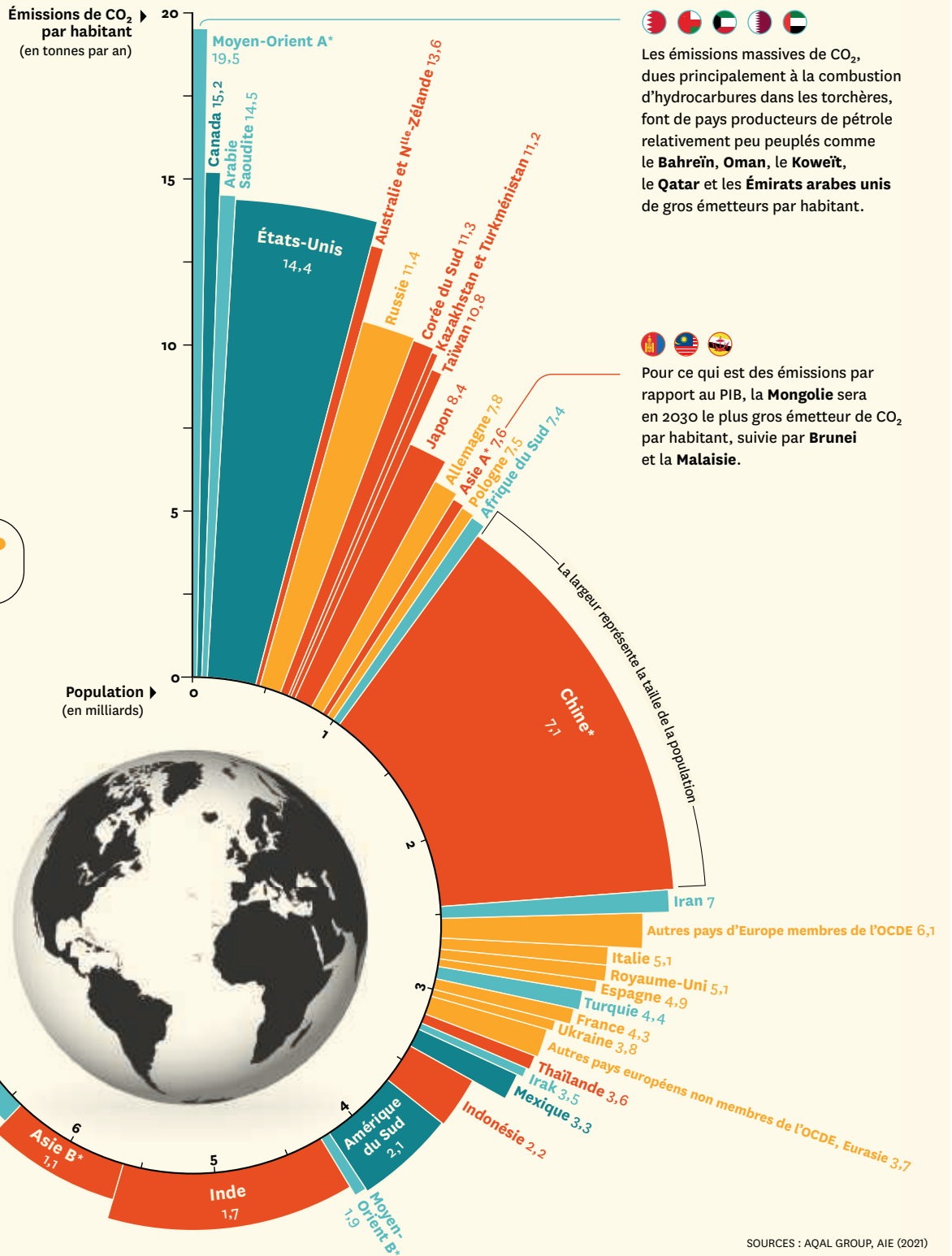
Par exemple, même si la Chine en est le plus gros émetteur, un Américain produit en moyenne 14,4 tonnes de CO₂ par an, contre 7,1 tonnes pour un Chinois.

Voici les plus gros émetteurs de CO₂ par habitant à travers le monde ▶



Émissions de CO₂ par habitant (en tonnes par an)

Population (en milliards)



Les émissions massives de CO₂, dues principalement à la combustion d'hydrocarbures dans les torchères, font de pays producteurs de pétrole relativement peu peuplés comme le Bahreïn, Oman, le Koweït, le Qatar et les Émirats arabes unis de gros émetteurs par habitant.



Pour ce qui est des émissions par rapport au PIB, la Mongolie sera en 2030 le plus gros émetteur de CO₂ par habitant, suivie par Brunei et la Malaisie.

L'inégale répartition des richesses joue un rôle : les pays développés, comme le Qatar, émettent 31 tonnes de CO₂ par an et par personne, alors que pour certains pays africains en développement c'est 0,7 tonne.

*1 Moyen-Orient A
Bahreïn, Oman, Koweït, Qatar, Émirats arabes unis

*2 Moyen-Orient B
Israël, Jordanie, Liban, Syrie, Yémen

*3 Asie A
Brunei, Malaisie, Mongolie, Singapour

*4 Asie B
Asie sans Asie A, Chine, Inde, Thaïlande, Taiwan, Indonésie, Corée du Sud et Japon

*5 Chine
Chine, Hong Kong

Ces chiffres reposent sur des estimations issues du rapport 2021 de l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Il peut y avoir une différence négligeable avec les données fournies par l'AIE.

SOURCES : AQAL GROUP, AIE (2021)

La source



VISUAL CAPITALIST. Ce site canadien propose de nombreuses infographies, notamment sur l'économie. Celle-ci, publiée le 1^{er} décembre, s'appuie sur les données de l'Agence internationale de l'énergie pour montrer quels sont les pays dont les habitants

émettent, en moyenne, le plus de CO₂. Au niveau mondial, les émissions de CO₂ ont augmenté d'environ 4,9 % en 2021, à 36,4 milliards de tonnes, selon une étude du Global Carbon Project publiée en novembre dernier à l'occasion de la COP26.

360



MAGAZINE

En Amérique latine, des écrivains sous contrôle • Culture... 46
 Les sombres prémonitions de "Soleil vert" • Cinéma 48
 Anvers, capitale mondiale du diamant • Histoire 50

Profession: compagnon de jeu vidéo

En Chine, alors que la pratique compétitive du jeu vidéo explose, certains gamers paient des "compagnons de jeu" pour les aider à gagner et leur rendre la partie agréable. Ces derniers travaillent souvent seuls, dans des conditions opaques, parfois au détriment de leur vie sociale ou de leur santé, met en garde ce site anglophone chinois.

—Sixth Tone [extraits] Shanghai

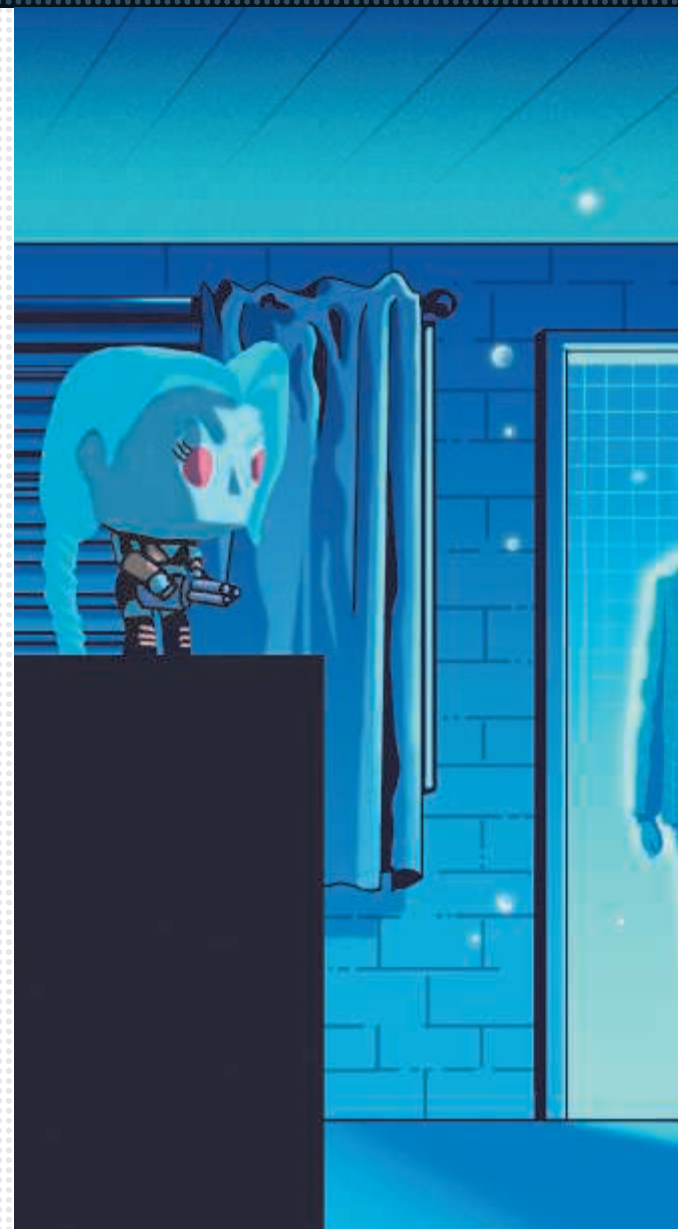
Un joueur a quitté la partie...", avertit le système en émettant un tintement discret. Du pouce et de l'index, celui que nous appellerons Shao Xiaoxi, 22 ans, actionne les touches Alt + F4 de son clavier, ce qui déclenche l'affichage d'une fenêtre lui demandant s'il veut lui aussi quitter le jeu. La case "Quitter" reste grisée pendant cinq secondes, le temps que le jeu le supplie

presque, en lui rappelant : "Tes coéquipiers ont besoin de toi!" Après avoir respiré un bon coup, Shao ferme la boîte de dialogue. Le jeu se termine par une explosion qui balaye tout l'écran : "Défaite!"

C'est blotti dans son petit village de la province du Hunan, dans le sud-ouest du pays, que Shao travaille comme compagnon de jeu professionnel. Autrement dit, il est payé pour aider ses clients à gagner des matchs et leur permettre de bien s'amuser en jouant. Le jeu de prédilection de Shao est *League of Legends* (LoL), un jeu Tencent [développé par une filiale du géant chinois du numérique, en l'occurrence le studio américain Riot Games], joué par plus de 100 millions de personnes en Chine. Il oppose deux équipes de cinq joueurs dans des batailles stratégiques. L'équipe qui détruit la base ennemie gagne.

Comme tous les joueurs professionnels, Shao n'aime pas perdre. Frustré de voir le combat se terminer par une défaite, il balance sa souris si fort qu'elle fait tomber les objets dispersés sur son bureau encombré. On y trouve, entre autres, un écran incurvé, un grand cendrier en verre rectangulaire, trois briquets aux couleurs vives, quelques noix de bétel et deux bouteilles vides. Shao explique avoir cherché en ligne des bureaux mieux adaptés à l'e-sport [c'est-à-dire la pratique compétitive du jeu vidéo], mais le moins cher qu'il ait déniché est à 90 yuans [12 euros], un prix très au-dessus de ses moyens.

Mais retour à l'écran sur lequel s'affiche le tableau final des scores. Dans son casque, il entend quelqu'un cliquer de façon frénétique : c'est Frère T, son client,



↓ Dessins de Glenn Harvey, Canada, pour **Courrier international**.

SOURCE



SIXTH TONE

Shanghai, Chine
sixthtone.com

Le site "Sixième ton" donne la parole "aux nouvelles voix de la Chine d'aujourd'hui". Lancé en 2016, ce site anglophone est financé par le Parti

communiste chinois. Le but : conquérir un lectorat occidental tout en restant dans la ligne officielle. Il s'agit, indiquait lors du lancement le rédacteur en chef, Wei Xing, d'"humaniser l'information chinoise" en la traitant "à travers des histoires individuelles".



qui vient de voir le tableau des scores de leur rival. C'est ce que font tous les clients de Shao lorsqu'ils perdent un match : regarder si leurs adversaires étaient une "grande équipe" composée de cinq compagnons de jeu professionnels, une "petite équipe" avec des compagnons accompagnant un ou deux clients, une "équipe locale" de cinq amis ou juste un groupe de parfaits inconnus. Pour Shao, cette étape est essentielle, car elle détermine s'il doit ou non rembourser son client en cas de défaite. Si c'est contre une "grande équipe", il est censé n'assumer aucune responsabilité; s'il s'agit d'une "petite équipe", il réduit un peu sa facturation; il est en revanche tenu de rembourser son client s'ils perdent contre des groupes d'amis ou d'inconnus. Souvent, ces négociations prennent du temps.

Si aucun accord n'est trouvé, le client peut se séparer de lui, en allant parfois se défouler contre lui sur les réseaux sociaux. En tant que joueur expérimenté, Shao a deviné que leurs rivaux du jour entraient dans la catégorie "petite équipe", mais Frère T ne décolère pas pour autant. Shao retire son casque et le jette sur son bureau comme pour empêcher le flot d'insultes de s'en échapper. "Comment avons-nous pu perdre contre cette bande de bâtards? Vous avez le culot de demander de l'argent aux gens, en jouant comme ça?" hurle Frère T.

Shao n'est pas non plus très satisfait de son casque, mais un nouveau lui coûterait plus cher encore qu'un meilleur bureau. Le salon de discussion audio privé de son équipe compte cinq membres. Pour l'instant, seul Frère T a son micro allumé. Il est tellement furieux

que Shao dit en plaisantant craindre de recevoir de l'écume de rage postillonnée à travers l'écran.

Après une longue diatribe, Frère T semble s'épuiser. Les trois autres compagnons de jeu professionnels tentent de le reconforter : "Frère T, je suis désolé." "Frère T, bois un peu d'eau... tout est ma faute!" Mais Shao ne pipe pas mot, car il pense avoir fait de son mieux. Cela a malheureusement le don de faire de lui la cible de la fureur de Frère T : "Pourquoi tu ne dis rien? Tu fais le mort?" Finalement, Shao quitte le salon de discussion pour ouvrir WeChat, l'appli chinoise, et envoyer à Frère T un remboursement de plus de 3000 yuans [410 euros], qui correspond à une soixantaine d'heures non encore jouées, Shao facturant 50 yuans [6,9 euros] par heure de jeu.

43 ← Un certain temps s'écoule sans que Frère T accepte le transfert. Shao attend, assis immobile sur sa chaise, une chaise de bureau ordinaire qui n'a ni accoudoirs ni soutien dorsal. Conséquence : il a souvent mal aux bras et au cou, nous confie-t-il, mais un fauteuil confortable pour l'e-sport reste un luxe pour lui. Il peut s'en passer, comme d'un bureau et d'un casque plus adéquats, tant qu'il peut en supporter les inconvénients. Malgré ces éclats de voix, Shao et Frère T sont en fait en bons termes. *"C'est juste que Frère T a du caractère et adore se plaindre"*, dit Shao.

Cependant, leur relation tient plus de la transaction commerciale que de la véritable amitié. Il y a quelque temps, Frère T lui a versé 5000 yuans [690 euros] à titre d'avance, et Shao s'est efforcé de remplir sa part du contrat. Le soir du match [dont il est ici question], en novembre 2020, il a déjà effectué des prestations pour près de 2000 yuans [270 euros]. En attendant que Frère T accepte le remboursement, Shao s'engage avec une autre cliente du nom de Meizi. Mais quand il reçoit une réponse de Frère T, il quitte immédiatement la partie entamée avec elle, en invoquant un prétexte bidon : *"Il pleut des cordes ici et j'entends des coups de tonnerre. J'ai peur d'être frappé par la foudre en plein match."*

Finalement, Frère T accepte le remboursement sans un mot. Shao est sur le point de lui envoyer un message d'essai, juste pour voir si son contact a été bloqué ou supprimé, mais il se ravise et se contente d'enlever le journal de discussion de sa page d'accueil.

Shao est devenu compagnon de jeu professionnel en 2018. Depuis, il avoue se sentir au bord de l'épuisement. Alors que l'e-sport est en pleine expansion en Chine, le métier de compagnon de jeu n'en est qu'à ses premiers balbutiements. Il attire de jeunes joueurs, souvent mineurs, qui profitent de l'essor de la *gig economy* [l'économie des petits boulots]. Mais la profession n'est toujours pas réglementée, et la plupart d'entre eux opèrent dans une zone grise sur le plan juridique. C'est pourquoi de plus en plus de compagnons de jeu sont dans l'état de Shao.

Le village natal de Shao se trouve dans la province du Hunan, près de la frontière avec la province du Guizhou, le long de la sinueuse rivière Tuo, une région qui évoque la félicité champêtre de la Chine rurale. Devant la fenêtre de Shao s'étend un labyrinthe de chemins qui sillonnent de vastes étendues de terres agricoles, les divisant en parcelles étroites. Mais Shao ne connaît pas grand-chose à l'agriculture, car le petit lopin de terre que possède sa famille n'a pas été cultivé depuis des décennies. Membre de la minorité ethnique miao, son père a travaillé comme cuisinier puis comme contremaître avant de se tourner vers le tourisme. Il planifie des itinéraires de visite et s'occupe de trouver des hébergements dans la vieille ville voisine de Fenghuang, célèbre pour sa beauté naturelle et son histoire culturelle.

Son père gère également une plantation de thé, tandis que sa mère, qui appartient à l'ethnie tujia, fait de temps en temps des petits boulots en dehors du village. À l'école primaire, Shao s'est vu proposer des leçons d'informatique, mais les jeux de dactylographie auxquels ils jouaient pendant ces cours ne l'ont jamais intéressé. Cependant, alors qu'il était en sixième, Shao a fait la découverte d'un cybercafé clandestin à Fenghuang. Il se souvient de la première fois où il a ouvert la porte du café, qui ne portait aucune indication. Il a été assailli par un mélange de rires et de jurons, par la voix de l'administrateur web en train de donner des ordres un peu partout, par le son

chaleureux, bien que robotique, des voix féminines des annonces de jeu et par l'odeur âcre des nouilles instantanées et du riz sauté, qui se mêlait à celle de la fumée de cigarette. C'est à ce moment-là que le sport électronique a commencé à accaparer toute sa vie.

En 2015, Shao a abandonné l'enseignement secondaire après avoir échoué à plusieurs reprises aux examens. Un an plus tard, il se découvre un talent pour l'e-sport, notamment sur *League of Legends*. À partir de sa première incursion dans le jeu, il ne lui faut qu'un an pour atteindre le rang le plus élevé du serveur de sa région [les joueurs sont mis en compétition sur la base de critères géographiques]. Le cybercafé rend souvent publiques ses performances. Il attire ainsi l'attention de joueurs confirmés. En 2017, un ami lui dit : *"Tu n'as pas pensé à devenir compagnon de jeu ? Ça pourrait te faire gagner beaucoup d'argent."* Plus tard, un autre ami lui demande : *"Pourquoi ne rejoindrais-tu pas un camp d'entraînement pour jeunes ?"* Ces camps d'entraînement pour jeunes constituent la seule filière de sélection de joueurs professionnels d'e-sport. Ce sont en général des équipes professionnelles qui les organisent à Shanghai, la capitale chinoise du sport électronique.

Assis devant un ordinateur dans sa tanière pour joueurs, le Dream Chaser [le "Chasseur de rêves", nom de l'établissement], Shao prend sa décision. À l'époque, pour payer les frais d'Internet, il est obligé de participer aux événements de jeux vidéo du cybercafé. Il a l'impression que son destin l'appelait à être compagnon de jeu.

En 2018, la popularité de l'e-sport bondit dans toute la Chine après la médaille d'or remportée par la délégation chinoise dans une rencontre de *League of Legends* aux Jeux asiatiques de Jakarta [organisés par le Conseil olympique d'Asie], où l'e-sport figurait comme sport de démonstration. Quelques mois plus tard, une autre équipe chinoise, Invictus Gaming (IG), remporte le titre de champion du monde de *LoL*. Ce succès suscite l'intérêt des médias officiels chinois, qui s'empressent de couvrir toutes les grandes échéances de l'e-sport. Du jour au lendemain, ou presque, le pays et le marché regardent l'e-sport d'un œil nouveau, et les salaires des professionnels du secteur explosent. [Cette première victoire d'une équipe chinoise, en 2018, a été répétée en 2019 et 2021.]

Dans son coin perdu du Hunan, Shao n'est pas conscient des changements titanesques que traverse l'industrie du jeu vidéo en Chine. Il a cessé de fréquenter le cybercafé Dream Chaser et s'est mis à travailler comme compagnon de jeu. Pendant un certain temps, l'activité se révèle lucrative. Il gagne assez d'argent pour s'acheter son propre ordinateur et se hisse au premier rang de sa région de serveur. À 18 ans, son revenu annuel dépasse les 150 000 yuans [20 600 euros], soit davantage que de nombreux diplômés de son âge des meilleures universités. Cela lui permet non seulement de devenir financièrement indépendant, mais il peut aussi aider sa famille, dans le besoin. Il lui arrive de virer de l'argent à sa mère en cas d'urgence, il paye les

dépenses courantes de sa sœur, et parfois ses virées shopping. Il intervient même pour l'aider à régler ses frais de scolarité.

Avec le développement météoritique du sport électronique en Chine, les jeux d'arène de bataille en ligne multijoueur [dont *LoL* fait partie] remontant à 2010 apparaissent comme le produit d'une compétitivité sociale croissante. Chaque match regroupe un nombre limité de participants, répartis en plusieurs camps. Le but est de coopérer avec ses coéquipiers pour détruire les bases rivales. Les matchs se concluent par des classements calculés sur le taux de victoire des joueurs. Graver les échelons est le moyen le plus efficace d'étendre son influence dans la communauté e-sport.

À chaque match, on repart de zéro, avec des adversaires différents et [potentiellement] de nouveaux coéquipiers. Ces éléments d'incertitude pèsent parfois sur l'issue du combat. C'est ce qui explique

en partie pourquoi les joueurs occasionnels engagent des compagnons de jeu : ils espèrent éviter ainsi les parties peu intéressantes avec des coéquipiers inexpérimentés.

En 2019, les compagnons de jeu se voient décerner le titre plus officiel de *"partenaire-entraîneur e-sport"*.

Avec la publication d'un règlement encadrant ce métier en Chine, la profession est officiellement scindée en trois niveaux : élémentaire, intermédiaire et confirmé. Peu après est mise en place une *"plateforme de certification des partenaires-entraîneurs e-sport"*, qui permet aux joueurs d'obtenir un certificat officiel, à condition de

réussir un examen théorique (portant sur les connaissances de base du secteur des sports électroniques, les normes professionnelles, ainsi que les lois et règlements afférents) et une évaluation pratique de la spécialité choisie.

Dans l'industrie des compagnons de jeu, on trouve quatre grandes catégories d'intervenants : les grandes plateformes, les guildes, les boutiques de compagnons et les compagnons de jeu privés. Les trois premiers sont des agences qui mettent en relation des clients avec des joueurs professionnels, tandis que les compagnons de jeu privés trouvent des clients par eux-mêmes. Les grandes plateformes (telles que Bixin Play App) sont les leaders du secteur, ce sont elles qui définissent les normes et développent les nouvelles stratégies commerciales. Les guildes, quant à elles, font le lien entre les plateformes de live streaming et les compagnons de jeu, tandis que les boutiques de compagnons de jeu et les compagnons de jeu privés évoluent



La relation entre Shao et Frère T tient plus de la transaction commerciale que de la véritable amitié.

Repères

COACHS ET COMPAGNONS

Le système des compagnons de jeu, tel que présenté par *Sixth Tone*, fonctionne sur un modèle propre à la Chine. Aux États-Unis, comme en Europe, les gamers souhaitant améliorer leur niveau de jeu peuvent faire appel à des professionnels qui se rapprochent plus du coach tel qu'on en croise dans les sports traditionnels, voire du prof. Ainsi de Taylor Heim, qui vit dans la banlieue de Philadelphie, mordu d'e-sport depuis ses années lycée, rencontré par **Bloomberg**. *"Heim s'entretient lors d'appels visio avec ses clients, tout en les regardant disputer des parties en direct ou en étudiant des enregistrements de leurs matchs précédents. Moyennant finance, il analyse leurs erreurs et leur donne des conseils pour progresser."* En 2020, le magazine financier américain constatait que les premiers mois de



la pandémie avaient conduit à une forte augmentation de cette activité – citant l'exemple de Fiverr, une plateforme mettant en relation entraîneurs et joueurs, qui avait vu, en trois mois, les réservations pour des sessions de coaching augmenter de 43 %.

LE TOUR DE VIS DE PÉKIN

Pas plus de trois heures de jeu vidéo par semaine, c'est peu pour s'entraîner et atteindre les sommets. Depuis le 8 septembre dernier, la Chine applique de nouvelles restrictions aux jeunes de moins de 18 ans. Les mesures sont présentées comme un moyen de lutter contre l'addiction aux jeux vidéo, qualifiés d'"opium pour l'esprit". Des sources, au sein du lucratif secteur, *"indiquent que cette réglementation devrait vraisemblablement empêcher les clubs d'e-sport d'entraîner les joueurs mineurs en vue des tournois"*, les privant d'un important vivier, signale **Sixth Tone**.

plus ou moins dans une zone grise d'un point de vue juridique. Les boutiques de compagnons de jeu sont des intermédiaires soutenus par des capitaux individuels, en dehors pratiquement de toute réglementation. Enfin, les compagnons de jeu privés relèvent de l'économie des petits boulots et exercent souvent de façon clandestine.

Il est difficile d'établir un rapport précis de l'état du marché dans ce secteur. Selon les données disponibles [citées par le quotidien *Xinjing Bao*], *"de 10 à 20 % du marché des jeux e-sport seraient accaparés par l'industrie des compagnons de jeu"*. Ces services privés font le lit des transactions illégales, difficiles à superviser et à gérer. Cependant, le nombre de nouveaux compagnons qui arrivent sur le marché n'a cessé de croître, intensifiant leur rivalité.

Parallèlement, le secteur se diversifie : outre les compagnons classiques, employés pour leurs compétences de base en matière de jeu, il existe désormais des compagnons qui cultivent une notoriété fondée sur leurs talents de joueur de rôle, de comédien ou d'artiste (comme le chant et la danse). Certains proposent simplement de tenir compagnie aux joueurs solitaires, tandis que d'autres vont jusqu'à être des amants virtuels. Bien que les grandes plateformes comme Bixin interdisent aux mineurs de s'inscrire comme compagnon de jeu, ceux-ci représentent une part non négligeable du secteur. Selon le rapport 2020 sur la responsabilité sociétale de Bixin, la plateforme a coupé court à 130 000 demandes d'accréditation soumises par des mineurs rien qu'en 2020.



Mais la plupart des joueurs mineurs réussissent à contourner l'interdiction, en intervenant à titre privé ou avec l'aide des boutiques de compagnons de jeu. L'idéal serait que ces compagnons de jeu migrent progressivement vers les guildes et les plateformes réglementées, ce qui serait gage d'une certaine stabilité dans le secteur.

Mais, depuis quatre ans qu'il est compagnon de jeu, Shao a toujours préféré travailler en indépendant. Au début, il s'est créé une clientèle uniquement grâce au bouche-à-oreille. Son bon classement au sein de son serveur est la meilleure publicité qui soit, meilleure que n'importe quelle certification. Il lui permet de ne jamais manquer de clients et de ne pas avoir à partager ses bénéfices avec des tiers. Mais traiter avec de multiples clients est un jeu difficile qui, parfois, n'en vaut pas la chandelle. C'est un travail très prenant. De ce fait, Shao sort rarement et manque de temps pour améliorer son propre classement, qui ne cesse de décliner. Qui plus est, programmer des matchs avec un client implique de reporter les matchs prévus avec les autres. Au fil du temps, certains de ses clients se sont sentis délaissés et ont donc cessé de le contacter.

En se remémorant l'époque où il était très occupé, Shao se souvient qu'il n'était plus maître de son emploi du temps. L'heure de son lever et de son coucher était déterminée par ses clients. Finalement, l'intensité du jeu et la pression de la gagne ont eu raison de sa santé.

À la fin de 2019, une amie joueuse que Shao connaissait depuis de nombreuses années le sollicite pour aider son petit copain. Souvent, il joue avec le couple plus de

huit heures par jour. Comme cette amie lui a assuré qu'elle se portait garante de son petit ami, Shao ajourne les demandes d'autres clients pour consacrer deux mois uniquement à accompagner le couple. Certes, il s'amuse bien à collaborer avec eux, mais finalement, le client rompt brusquement avec sa petite amie, et disparaît en laissant à Shao une ardoise de 20 000 yuans [2 700 euros] d'honoraires. Shao est à deux doigts de se retrouver sur la paille, car malgré ses revenus relativement élevés, il n'a pratiquement pas d'économies.

Après ce sale coup financier, il tente de rejoindre une boutique de compagnons de jeu, mais ces entreprises vérifient toujours les classements et le nombre récent de points. Malheureusement, son emploi du temps chargé et sa mauvaise santé ne lui ont pas permis de conserver un rang élevé. De plus, avec seulement un niveau d'études de fin de collège, il a beau se creuser la tête, il n'arrive pas à comprendre le processus d'inscription à une grande plateforme comme Bixin.

En effectuant une rétrospective de sa carrière, Shao reconnaît que, bien qu'il ait gagné beaucoup plus que les autres personnes de son âge à 18 ans, quatre ans plus tard, il se retrouve en tout et pour tout avec des symptômes d'épuisement professionnel, l'impression d'avoir perdu son temps et une liste interminable de contacts WeChat. Sur ce réseau social, ses contacts se divisent en trois groupes bien distincts : des joueurs de la campagne qui ont abandonné l'école pour devenir compagnon de jeu comme lui, des clients qui paient encore pour ses services et d'anciens clients qui ne lui parlent plus.

Lorsqu'il n'a pas de travail, il arrive à Shao de proposer à un client de jouer gratuitement avec lui, dans l'espoir de se faire un ami qui pourrait éventuellement devenir un client.

De retour chez lui, Shao déplace sans cesse ses doigts de son clavier à sa souris ou sur l'écran. Il est sur le point de partir travailler au service clientèle de la boutique Taobao de son cousin. Son père n'arrête pas de lui dire : *"C'est ton premier vrai travail, tu dois t'y tenir."* Shao en convient. Malgré les quatre années qu'il a passé à bosser dur et à s'accrocher, sa famille considère aujourd'hui son cas comme un parfait exemple des dangers que l'on court à se laisser distraire par des passe-temps futiles.

Quelqu'un lui a pourtant demandé un jour : *"Sais-tu qu'il existe en Chine un examen diplômant pour les compagnons de jeu ? Si tu le réussis, tu peux obtenir un certificat comme ceux dont disposent des enseignants et les journalistes."* Shao est tombé des nues, car il ne pensait pas que cela pouvait exister. *"Si tu l'avais su en 2019, est-ce que tu aurais passé l'examen [pour être certifié] ?"* a poursuivi son interlocuteur.

Shao est resté silencieux un long moment, le temps de lire attentivement l'annonce postée sur la plateforme de certification des compétences de partenaire-formateur e-sport. Finalement, il a répondu par d'autres questions : *"Faut-il vraiment se déplacer pour passer l'examen ? La partie théorique est tellement importante. Est-ce que 280 yuans [38 euros], c'est pour le tout ?"* Ces plateformes réglementées et cet examen diplômant sont comme des petites graines laissées en vrac dans sa poche, mais que personne ne l'a jamais aidé à planter.

—Zhang Yuqi

Publié le 8 décembre 2021

culture. 

En Amérique latine, des écrivains sous contrôle



La censure littéraire n'est pas l'apanage des dictatures. Au Pérou, en Colombie ou au Mexique, elle se fait aussi sentir dans les démocraties, par l'exclusion bureaucratique de certains auteurs qui critiquent les pouvoirs en place.

—El País América (extraits) Mexico

Dans son essai de 1946 sur la liberté intellectuelle, [*Pourquoi j'écris*, éd. Gallimard], George Orwell, l'auteur de 1984 et de *La Ferme des animaux*, commence par évoquer deux types de menaces qui pèsent sur les écrivains de son époque. Le danger vient d'abord évidemment de ceux qui défendent un régime totalitaire – en Union

LITTÉRATURE

soviétique ou dans l'Allemagne nazie – et qui exigent de copier le discours officiel jusque dans les œuvres de fiction. Mais en plus, nous dit Orwell, les romanciers sont confrontés à d'autres ennemis bien plus “pratiques” : le monopole et la bureaucratie. Un écrivain qui, dans une démocratie, dépend de la volonté d'un fonctionnaire ou d'un petit groupe de chefs d'entreprise est exposé à des risques bien différents de ceux d'un poète censuré par Staline, mais pour autant ce n'est pas un danger insignifiant.

Plus d'un demi-siècle plus tard, des faits récents survenus en Amérique latine laissent à penser que les romanciers restent

confrontés à ces deux mêmes menaces, sous de nouvelles formes, tant en démocratie que dans des régimes comme ceux de Cuba ou du Venezuela.

Le cas le plus frappant s'est produit en octobre au Nicaragua, où l'offensive de Daniel Ortega [au pouvoir depuis 2007] contre les écrivains indépendants a recommencé à faire les gros titres. Plus subtils et moins dramatiques : les récents affrontements de romanciers contre des gouvernements démocratiques au Pérou, en Colombie ou au Mexique. Une bataille bien plus confuse, mais non moins importante.

La dictature de Daniel Ortega s'en prend désormais ouvertement à ceux qui écrivent de façon critique, et il ne s'en cache même plus. Accusé de torturer des opposants, le gouvernement a effectué une rafle à la rédaction de *La Prensa* (le plus important et plus ancien quotidien du pays), arrêté son directeur et gelé les comptes bancaires du journal.

Mais ce qui l'a le plus dérangé récemment est un livre de fiction, le roman intitulé *Tongolele no sabía bailar* [“Tongolele ne

savait pas danser”, sorti en septembre 2021, non traduit en français], de l'écrivain Sergio Ramírez [le plus connu du pays et l'un des plus célèbres d'Amérique latine]. Avant leur parution, les exemplaires [édités en Espagne] ont été retenus en douane et le gouvernement a accusé l'auteur de “blanchiment d'argent, de dissimulation de biens et d'actifs, d'atteinte à l'intégrité nationale, de provocation et de conspiration”.

Ramírez, prix Cervantès 2017 [la plus importante récompense littéraire de la sphère hispanophone], s'est exilé en Espagne. Les persécutions dont il fait l'objet sont liées au contenu politique de son roman, inspiré des manifestations de 2018 contre Ortega : “J'avais envie d'écrire une série de chroniques sur la répression. Parce que quand le rapport d'une commission des droits de l'homme signale 427 morts,

L'ambassadeur colombien en Espagne avait averti que seuls des écrivains “neutres” représenteraient son pays dans un salon à Madrid.

c'est une statistique, personne ne lit ce genre de rapport.”

Un roman permet d'aller au-delà des chiffres en décrivant des faits violents et les émotions que les protagonistes ont traversées. Pour le romancier, “les sentiments subjectifs sont des faits”, soulignait Orwell. Des faits que les gouvernements autoritaires cherchent à nier. En démocratie, la liberté d'expression doit être garantie, même si ces ennemis qu'Orwell appelait “les plus pratiques” peuvent se dissimuler dans un régime démocratique. Les menaces bureaucratiques peuvent être le fait de gouvernements de gauche ou de droite, et elles sont très rarement visibles.

On en a eu un exemple [à la fin de l'été 2021] quand l'ambassadeur de Colombie en Espagne a dit ouvertement que la liste officielle des romanciers qui représenteraient son pays à la Feria del libro [salon du livre] de Madrid, en septembre, ne comprendrait que des écrivains “neutres”.

Les auteurs critiques du gouvernement n'y figuraient pas. Le diplomate a déclaré qu'il ne voulait pas qu'“un salon du livre se transforme en un forum politique”. En

☞ “Liberté, démocratie, tyrannie”,
dessin de Ramsés, Cuba.

revanche, la personnalité politique la plus importante du pays serait bel et bien présente : le président Iván Duque [élu en 2018] irait en Espagne pour y présenter son dernier livre. En signe de protestation, de nombreux romanciers invités ont renoncé à participer à la délégation officielle. L'ambassadeur s'est rétracté et, finalement, le président ne s'est jamais rendu à la Feria del libro, mais le mal était fait.

“Les déclarations de l'ambassadeur sont d'une maladresse incompréhensible, fait valoir l'écrivain [colombien] Juan Gabriel Vásquez, qui avait refusé l'invitation officielle avant de découvrir ces déclarations. Par ailleurs, elles traduisent la profonde antipathie qu'éprouve ce gouvernement pour la critique et la dissidence.” Il a décliné l'offre “en pensant que ce gouvernement [allait] essayer d'utiliser cette rencontre culturelle pour se refaire une image après une année atroce, et [il] ne [voulait] pas être utilisé pour cela”.

Arbitraire et caprices. L'exigence de neutralité imposée aux écrivains sélectionnés pouvait consister, par exemple, à ne pas avoir parlé dans leurs œuvres de citoyens assassinés par la police pendant les manifestations du milieu de l'année dernière [pour réclamer plus de justice sociale, une réforme de la police, ainsi que davantage de solidarité face aux dégâts sociaux causés par la pandémie]. “Exiger d'un écrivain, même de façon voilée, qu'il ne se mêle pas de politique relève de la censure”, a alors écrit la célèbre journaliste [culturelle] colombienne María Jimena Duzán.

Quoi qu'il en soit, les listes officielles sont presque toujours dressées par des bureaucrates, sans qu'il y ait presque jamais eu de débat préalable. Marisol Schulz, la directrice de la Feria internacional del libro de Guadalajara [FIL, au Mexique, l'un des plus célèbres salons du livre de la planète], explique qu'il peut arriver qu'elle et ses collaborateurs suggèrent officieusement que tel ou tel écrivain du pays invité soit présent, mais la décision finale revient aux gouvernements.

Et puis il y a le pouvoir silencieux de la bureaucratie, tellement opaque qu'elle donnait des maux de tête à Kafka à cause de son absurdité. Deux semaines après ce qui s'est passé en Colombie, la même polémique a éclaté au Pérou quand l'équipe du nouveau président, Pedro Castillo [élu en juillet], a décidé d'exclure sept écrivains sélectionnés par le gouvernement précédent pour représenter le pays andin à la FIL de Guadalajara. Et il l'a fait sans justification claire.

“Un fonctionnaire du ministère de la Culture m'a écrit sur WhatsApp pour me transmettre la mauvaise nouvelle selon laquelle quelques invitations avaient été refusées, au prétexte qu'elles ne remplissaient pas deux

critères”, raconte Renato Cisneros, écrivain péruvien, qui faisait partie des refusés.

Le premier critère consistait à exclure certains écrivains de la capitale au profit des auteurs de province ; le deuxième était de ne pas envoyer à la FIL des auteurs ayant participé à d'autres salons. “Mais quand on passe en revue la liste définitive, on voit que ce principe n'est pas toujours respecté”, poursuit Renato Cisneros.

“Ils nous utilisent comme des cobayes pour leurs expériences, sans avoir le moindre respect pour notre travail.”

Santiago Roncagliolo,
ÉCRIVAIN PÉRUVIEN

Par exemple, parmi les exclus, deux sont de Cuzco et de Piura, et dans la nouvelle sélection il y a des gens qui ont participé à d'autres salons.

Cisneros le reconnaît : “Toute liste a toujours quelque chose d'arbitraire, de polémique. L'idéal serait qu'une délégation officielle comprenne des auteurs consacrés, ou connus à l'étranger, et de jeunes auteurs ; que les premiers ouvrent la porte aux seconds. Mais, en l'occurrence, je crois que la sélection a plutôt obéi à des caprices.”

Aucun critère n'est idéal, ni celui d'exclusion ni celui d'inclusion. L'un des nouveaux inclus, par exemple, n'est pas un auteur mais un politique peu connu, du nom de Rubén Darío Apaza, ancien candidat au Parlement andin pour le parti Pérou Libre [celui du président].

“Je ne crois pas qu'ils sachent pourquoi ils ajoutent ou suppriment tel ou tel nom, et ils nous utilisent comme des cobayes pour leurs expériences, sans avoir le moindre respect pour notre travail”, s'indigne l'auteur péruvien Santiago Roncagliolo, qui, avec une dizaine d'autres écrivains, a renoncé à figurer sur la liste pour protester contre les changements brusques opérés par le nouveau gouvernement : “J'ai souvent vu des pays envoyer des délégations de gens non publiés dans le pays où a lieu le salon. Parce que, souvent, il s'agit non pas de promouvoir la culture nationale, mais d'offrir des voyages aux amis, surtout quand il y a des faveurs politiques en jeu.”

“Les critiques se sont concentrées sur le ministre de la Culture, mais je crois que la responsabilité en revient à l'État : le gouvernement essaie d'imposer un discours officiel, celui de Lima face aux autres régions”, explique Cisneros. Les auteurs, indépendamment de leurs œuvres, doivent cadrer avec ce discours officiel.

Dans un registre un peu différent, il s'est produit quelque chose d'analogique quand l'écrivaine mexicaine Brenda Lozano a été nommée attachée culturelle en Espagne. Sa nomination a été critiquée

par le président [Andrés Manuel López Obrador, de gauche] quand on a appris qu'elle avait écrit des commentaires critiques sur son gouvernement concernant les questions de genre.

Un représentant culturel doit-il être un militant du gouvernement ? “Si l'on n'est pas d'accord avec notre projet, comment est-ce qu'on peut nous représenter ?” a réagi le président López Obrador, avant de promettre de nommer à la place de Lozano une poétesse indigène. “La polémique m'a laissée seule au milieu d'une guerre politique et de luttes de pouvoir dans lesquelles, au fond, je ne me reconnais guère”, a expliqué Lozano dans une tribune publiée par *El País*.

Les romanciers ne sont pas neutres : ils prennent position, débattent, se situent politiquement, tant dans leurs fictions qu'en dehors d'elles. Mais dans des démocraties polarisées, ou dans le monde des bureaucrates, comme disait Orwell, “tout à notre époque conspire à faire de l'écrivain, et plus généralement de tout type d'artiste, un fonctionnaire subalterne”. Pourtant, beaucoup d'entre eux ne sont pas prêts à accepter ce poste ennuyeux.

—Camila Osorio

Publié le 4 octobre 2021



SOURCE

EL PAÍS AMÉRICA

Mexico, Mexique

elpais.com/america

El País, le plus grand quotidien espagnol, qui se veut “global”, a lancé en 2020 cette édition purement web consacrée à l'actualité, qui propose notamment des reportages et des commentaires sur le pays du monde qui compte le plus grand nombre d'hispanophones. Une trentaine de journalistes alimentent en permanence ce site.

PIRAMIDE VIDEO

Un film coup de poing, splendide, éblouissant

LE MONDE ★★★

AVSHALOM POLLAK NUR FIBAK

LE GENOU D'AHED

UN FILM DE NADAV LAPID

PRIMAUX DU JURY
FESTIVAL DE CANNES
SÉLECTION OFFICIELLE 2021

DISPONIBLE EN DVD, BLU-RAY ET VOD

Libération

Courrier international

inter



—The Boston Globe (extraits)
Boston

Les films de science-fiction excellent rarement dans l'art de prédire l'avenir, et dans tous les cas, on n'a jamais vu les événements d'une fiction d'anticipation survenir exactement l'année annoncée. Manhattan tout entier n'avait pas été transformé en 1997 en prison de haute sécurité (comme dans *New York 1997*, sorti en 1981) ; en 2018, les guerres entre nations n'avaient pas été remplacées par des compétitions sportives violentes (ainsi que l'imaginait *Rollerball* en 1975) ; et en 2019, ni les répliquants ni les colonies extraterrestres de *Blade Runner* ne s'étaient concrétisés.

Évidemment, il serait présomptueux d'affirmer que jamais ne se produiront les événements représentés en 2031 dans *Snowpiercer* (2013) ou ceux imaginés en 2054 dans *Minority Report* (2002). Alors restons-en pour l'heure à notre toute nouvelle année 2022, durant laquelle est censé se dérouler *Soleil vert*, une dystopie particulièrement sombre sortie sur les écrans en 1973 [et désormais disponible en France sur OCS]. Une histoire de surpopulation, de faim et de misère, de catastrophe environnementale, d'entreprises véreuses, d'oppression des femmes, de fracture sociale – entre autres choses.

Tiré d'un roman de Harry Harrison (1925-2012) paru en 1966 [*Make Room ! Make Room !*, paru en français sous le titre *Soleil vert*], le film réalisé par Richard Fleischer (*L'Étrangleur de Boston*, *Le Voyage fantastique*) se veut à la fois une mise en garde et un film de divertissement à gros budget. Et malheureusement, avec le temps, son message n'a rien perdu de sa pertinence.

Dans le roman, New York est devenu en 1999 une mégapole grouillante de 35 millions d'habitants, dans un monde à l'agonie. L'adaptation cinématographique avance de quelques années et fait monter la surpopulation d'un cran, en dotant la ville de

Les sombres prémonitions de “Soleil vert”

Canicules, inégalités galopantes et pénuries... En 1973, le film de Richard Fleischer imaginait le monde en 2022. Il se révèle furieusement proche de la réalité qui est la nôtre.

plus de 40 millions d'âmes en 2022. Si le roman comme le film se veulent tous deux des récits édifiants, où l'anticipation se mêle au thriller via une enquête sur un meurtre, l'adaptation à l'écran – au grand dam de Harry Harrison – met en avant une intrigue totalement absente de l'original, et qui fera sa renommée : celle d'un effroyable secret qu'une entreprise d'État cache au grand public.

Cette nouvelle intrigue est alimentaire : les masses appauvries et affamées vivent dans la dépendance à un aliment de synthèse bon marché, présenté comme un dérivé du plancton. Dans le roman, nulle part n'est mentionné le Soylent Green [“Soylent vert”, que produit la compagnie fictive Soylent Industries, et qui donne son titre au film en version originale], uniquement des “steaks de Soylent” à base de graines de soja et de lentilles. C'est peu de dire que les galettes fabriquées par Soylent dans le film ne sont guère ragoûtantes – le secret de fabrication, révélé dans les tout derniers dialogues, est proprement abject (pour les lecteurs qui l'ignoraient encore, nous ne le divulguerons pas ici).

Et c'est de cet aspect de l'intrigue du film que tout le monde se souvient le plus nettement aujourd'hui. Pourtant, d'autres enjeux brillent bien plus par leur actualité : l'environnement, la pollution, l'effondrement de la société, les pénuries d'eau, le fossé entre

riches et pauvres (dans *Soleil vert*, une poignée de nantis vivent dans de jolis appartements et se nourrissent de viande et de légumes qu'ils peuvent acheter au marché noir, tandis que la foule misérable dort dans des cages d'escalier et mange les aliments suspects évoqués plus haut).

Le livre est très bon, et le film meilleur encore dans sa peinture de ces paysages désolés, entre voitures abandonnées, camions de la police antiémeute, ordures qui s'amoncellent dans les rues, interventions des services d'hygiène et hordes de désespérés errant de jour comme de nuit en quête d'un coin où dormir dans des églises bondées.

Le film est avant tout un tableau de la misère, que vient cependant éclairer un travail impressionnant réalisé sur les décors et sur l'image, et une utilisation novatrice des cascades dans les scènes de foule. Et puis il y a les performances des acteurs : celle de Charlton Heston, saisissant en flic cynique, celle de Leigh Taylor-Young, dont le personnage est un “meuble”, c'est-à-dire

“Le film est classé en science-fiction mais, pour moi, le mot ‘fiction’ est devenu superflu.”

Richard Fleischer,
RÉALISATEUR

☞ Masques et police antiémeute.
Une scène du film *Soleil vert*.

Photo MGM

un objet sexuel livré avec l'appartement pour quelque riche locataire, ou encore Edward G. Robinson, bouleversant dans le rôle d'un vieux sage nostalgique des jours anciens.

Surtout, *Soleil vert* distille une foule de messages. “Le film comme le livre montrent ce que sera le monde si nous persévérons dans la folie de polluer et de surpeupler la Terre”, soulignait Harry Harrison en 1984. Dans une version commentée du film sortie en DVD en 2003, le réalisateur Richard Fleischer renchérit : “Le film apparaît plus pertinent encore de nos jours, au regard de ce que nous vivons. Il est généralement classé en science-fiction, mais de mon point de vue, le mot ‘fiction’ est désormais superflu. Nous en sommes bien plus proches que nous ne le croyons, ou que nous ne voulons le croire. Ce monde est notre avenir immédiat si nous ne faisons rien.”

Alors en quoi *Soleil vert* était-il prophétique en ce qui concerne cette année 2022 ?

Il s'est certes un peu trompé dans certaines de ses prédictions. L'uniforme d'inspecteur de police en 2022 ne comprend pas de casquette, pas plus que les agents antiémeutes n'enfilent un casque de football américain avant de partir en opération. Les États-Unis n'ont pas adopté le système métrique (dans le film, une cliente mécontente se plaint de n'avoir reçu que 250 grammes de Soylent vert), et les forces de l'ordre ne recourent pas à des pelleteuses pour évacuer des manifestants.

Mais d'autres hypothèses ont visé plutôt juste.

Les heureux élus appartenant aux 1 % les plus riches ont la belle vie, la classe moyenne est de moins en moins nombreuse et les rangs des pauvres continuent de grossir. Le dérèglement climatique cause d'incessantes canicules. Dans le film, une femme bien lotie commente en allumant sa climatisation : “Il fera froid comme quand on avait un hiver.” Dans les océans, le plancton meurt. Le nombre de sans-abri a explosé. Dans les rues, tout le monde ou presque porte un masque. Le tout premier jeu vidéo commercialisé en série, *Computer Space* (conçu par Nolan Bushnell, le futur fondateur d'Atari) fait une apparition dans le film, et on peut y voir un agent utiliser un téléphone sans fil dans une cabine téléphonique réservée à la police (une préfiguration du mobile ?).

De la séquence de début du film, qui s'ouvre avec un diaporama réalisé par [le réalisateur américain] Chuck Braverman pour retracer l'évolution du monde (de l'Amérique agricole du XIX^e siècle aux trottoirs encombrés, en passant par la construction des grandes villes, les usines crachant leurs fumées, les autoroutes embouteillées et même un aperçu fugace de la foule de Woodstock), jusqu'à la lugubre conclusion du film, *Soleil vert* est à n'en pas douter une œuvre douée de prescience.

—Ed Symkus

Publié le 29 décembre 2021

histoire.

Anvers, capitale mondiale du diamant

Du XIX^e siècle à nos jours – Belgique

Aujourd'hui, 70 % des diamants du monde passent par le quartier des diamantaires d'Anvers. Une histoire qui a débuté au XIX^e siècle, dans l'arrière-salle d'un modeste café.



— La Libre Belgique Bruxelles

Avec 1700 entreprises de diamants et 4500 diamantaires, le quartier des diamantaires d'Anvers voit passer plus de richesses que les autres. Fondé au xv^e siècle, constitué dans un kilomètre carré de ruelles sombres proches de la gare et enclavées, le quartier, surnommé "One Square Mile", ne paie pas de mine.

Pourtant, les premiers flux de diamants y apparaissent en 1886. Les tables de l'arrière-salle du café Flora servent de centre d'analyse, et la découverte des mines sud-africaines ces années-là décuple la quantité de pierres précieuses qui transitent par la ville flamande. Les pionniers des diamantaires belges fondent officiellement le Diamond Club en 1893, le premier espace de convergence mondial des diamants, où s'échangent encore aujourd'hui les grosses pierres taillées.

À l'époque, beaucoup parmi les experts portent un chapeau de feutre noir, signe distinctif de la communauté juive. En effet, expulsés d'Espagne puis du Portugal, les Juifs sont arrivés à Anvers dès le xv^e siècle.

En 1904, la première véritable Bourse du diamant voit le jour. C'est la Beurs voor Diamanthandel, toujours localisée dans le seul édifice un peu cossu du quartier des diamantaires, de style néoclassique. Les marchés s'y scellent sans contrat écrit, par une poignée de main et avec la même formule hébraïque, toujours emblématique du secteur de nos jours : "Mazal u'bracha !" ou "Mazal !", qui signifie "Marché conclu !" ou "Bonne chance !".

Aujourd'hui, Anvers rassemble au total quatre Bourses aux diamants avec, en plus de l'historique, la Diamantclub van Antwerpen, la Vrije Diamanthandel et l'Antwerpsche Diamantkring.

La Première Guerre mondiale est un coup

dur pour la ville, qui perd la plupart de ses flux de pierres précieuses au profit de sa concurrente Amsterdam. Les Pays-Bas sont restés neutres dans le conflit.

Après la guerre, le gouvernement belge s'emploie à relancer la cité flamande par des avantages fiscaux, des réglementations allégées et des salaires inférieurs à ceux pratiqués dans la capitale néerlandaise, ce qui permet de rebâtir un écosystème de plus de 10000 ouvriers répartis dans environ 160 tailleries.

Puis c'est la Seconde Guerre mondiale qui perturbe le commerce anversois. À partir de 1942, 65 % des Juifs d'Anvers seront déportés, dont un

De nos jours, la moitié de l'approvisionnement mondial en diamants taillés et 85 % des diamants bruts déferlent sur les tables des experts anversois.

certain nombre de diamantaires, et l'Allemagne nazie réquisitionne les stocks de diamants...

Dans les années 1960, le business repart : trois écoles diamantaires voient le jour, les quatre Bourses diamantaires ne désespèrent pas, et environ 30000 tailleurs font vivre l'industrie. L'activité liée aux diamants a lieu dans le quartier dédié, mais aussi dans la Campine, en périphérie de la ville.

Par la suite, dans les années 1970, c'est la concurrence de l'Inde qui fait mal à la cité anversoise. À Bombay, des milliers de lapidaires – artisans qui taillent et gravent les pierres précieuses – polissent les restes des tailleries anversoises, achetés à prix bas. Tout d'abord, cet afflux de pierres est bénéfique pour Anvers. De 1977 à 1979, un diamant sans défaut de 1 carat passe de 8500 à... 63000 dollars ! Mais, ensuite, la bulle spéculative finit par exploser.

À partir de cette époque, Anvers se dote d'une forte communauté indienne de diamantaires. À ce jour, sur les dix premiers diamantaires anversois, six sont indiens. Des Arméniens et des Libanais ont également rejoint la bande.

Aujourd'hui, la moitié de l'approvisionnement mondial en diamants taillés et 85 % des diamants bruts déferlent sur les tables des experts anversois. Chaque jour, ce sont 500000 carats qui sont examinés, soit plus de 26 milliards de dollars de diamants chaque année.

Des sommes folles qui attirent sans surprise les convoitises. Dans la nuit du 15 au 16 février 2003, l'Antwerp World Diamond Centre a été victime d'un cambriolage. Pendant cet événement, surnommé le "casse du siècle", les voleurs ont dérobé le contenu de 123 des 160 coffres-forts, sans que les systèmes d'alarme ne se déclenchent. Le butin, qui contenait aussi de l'or et des bijoux, a été estimé à 180 millions d'euros.

—Fleur Olganier

Publié le 2 août 2021

➤ "One Square Mile", le quartier diamantaire d'Anvers, érigé au xv^e siècle.

Photo Dario Pignatelli/
Bloomberg/Getty Images

SOURCE



LA LIBRE BELGIQUE

Bruxelles, Belgique

Quotidien, 60 900 ex.

www.lalibre.be

Ce titre francophone de qualité s'est ouvert à de nouvelles thématiques sans renier ses origines catholiques.

Après une longue période d'attentisme *La Libre Belgique* s'est dotée en 2001 d'un site complet, vivant et coloré, que les dépêches d'agence actualisent en permanence.

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

Science, société, géopolitique... Les articles les plus marquants de l'année parus dans la presse étrangère.



 **Courrier international**
Hors-série Décembre 2021-janvier 2022
8,50 €

Les articles de la presse étrangère qui ont marqué l'année.

BEST OF 2021

En partenariat avec 

Avec 11 pages de jeux conçus par le magazine  **l'éléphant**
la revue de culture générale

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

 **Courrier international**

Sortir faire les soldes, sans sortir sa carte !



**Chez Hello bank! on fait tout
pour simplifier vos paiements avec Apple Pay.***



*Sous réserve de conditions d'éligibilité au service Apple Pay.
Hello bank! est l'offre 100% digitale de BNP Paribas SA - 16 bd des Italiens 75009 Paris - 662 042 449 RCS Paris.
Apple, le logo Apple, iPhone et Apple Pay sont des marques déposées aux États-Unis et dans d'autres pays.